

LES CONFLITS
DANS L'AUTOMOBILE

Regain de tension
chez Citroën à Aulnay
Grève peu suivie
chez Renault à Flins
LIRE PAGE 30

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 36 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 350 ¥ ; Liban, 0,350 L.L. ; Luxembourg, 27 L. ; Pays-Bas, 6,00 fl. ; Portugal, 175 esc. ; République Fédérale d'Allemagne, 3,30 M. ; Royaume-Uni, 7,75 p. ; Suède, 1,40 kr. ; Suisse, 1,40 fr. ; Yougoslavie, 65 d. ; Les abonnements page 2

RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Un échec cuisant des travaillistes britanniques

L'élection législative partielle qui avait lieu jeudi 24 février à Bournemouth, au sud de Londres, a illustré de façon particulièrement spectaculaire l'effondrement du parti travailliste britannique. La défaite électorale du candidat du Labour prend, en effet, l'allure d'une véritable débâcle, s'agissant d'une circonscription dont la gauche détenait le siège depuis près de soixante ans.

Le candidat de l'alliance des sociaux-démocrates et des libéraux, lui-même libéral, l'a emporté avec 57,4 % des voix, celui du parti travailliste, M. Peter Tatchell, n'en recueillant que 26 %. Sans doute le représentant des conservateurs n'a-t-il obtenu qu'un très faible résultat (5,5 %). Et l'électorat du Labour s'est trouvé divisé par la présence d'un candidat « travailliste indépendant », prétendant incarner la véritable tradition du parti, qui a recueilli 7,5 % des suffrages. Il n'en reste pas moins que le recul des travaillistes est considérable. Encore aux élections générales de 1979, pourtant perdues globalement par le Labour, ce dernier avait, dans cette circonscription, une avance de quelque onze mille voix.

Les circonstances dans lesquelles était organisée cette élection sont très représentatives de l'interminable crise interne qui secoue - et, on le voit, affaiblit gravement - le parti travailliste depuis qu'il a quitté le pouvoir, voici quatre ans. L'élu de Bournemouth, M. Bob Mellish, avait donné sa démission avec éclat pour protester contre la dérive « gauchiste » du parti de Bournemouth. Dans le scrutin partiel provoqué par son geste, il appuyait le travailliste indépendant, M. Michael Foot, leader du Labour, avait commencé par assurer qu'il ne soutiendrait pas le candidat choisi par les instances locales, M. Tatchell, puis avait dû se rallier pour éviter une épreuve de force. Engager un combat électoral dans de telles conditions n'est certes pas mettre tous les atouts dans son jeu.

Le désastre travailliste est tel que ce scrutin ne devrait pas rester sans conséquence, en particulier à l'intérieur du parti, où la direction de M. Foot se trouve plus que jamais mise en question. Plus personne ne croit sérieusement que le leader actuel soit en mesure d'assainir et d'apaiser le climat qui règne au sein du Labour, ni d'améliorer son image, de plus en plus négative dans l'opinion. Quinze pour cent seulement des Britanniques interrogés lors d'un récent sondage ont souhaité avoir M. Foot comme premier ministre, contre 52 % favorables à M. Thatcher, 23 % au leader libéral, M. David Steel, et 9 % à celui du parti social-démocrate, M. Roy Jenkins.

L'alliance social-démocrate et libérale, elle, qui avait beaucoup reculé après un temps de grande faveur, remporte son premier succès contre les travaillistes, ainsi battus à plate couture sur leur propre terrain. Il lui restera à faire la preuve qu'elle peut continuer de capitaliser au niveau national le bénéfice des mésententes internes des travaillistes et de l'archaïsme de leur langage économique.

Même si bien d'autres facteurs ont joué dans cette élection que la politique générale (en particulier une campagne peu glorieuse sur la vie privée du candidat travailliste), la déroute du Labour a de quoi rassurer M. Thatcher. Elle pourrait l'inciter à écouter enfin ceux qui, chez les conservateurs, l'encouragent depuis des mois déjà à provoquer sans plus attendre de nouvelles élections générales. De nouvelles élections dont tout indique, en l'état actuel, qu'elles seraient un grand succès pour M. Thatcher. Avec plus de trois millions de chômeurs... Décidément, la Grande-Bretagne est une île.

Le gouvernement espagnol prépare une réforme pour dépolitiser l'armée

La nationalisation du groupe Rumasa continue de provoquer des remous en Espagne, davantage dans les milieux politiques (de droite, d'ailleurs, que dans les milieux d'affaires, depuis longtemps rivaux) de l'égard des méthodes de M. Ruiz Mateos, le président du groupe. Le ministre de l'économie, M. Miguel Boyer, a réuni le jeudi 24 février à Madrid une conférence de presse pour expliquer qu'il s'agissait d'une opération ponctuelle, qui ne remettrait pas en cause le programme du parti socialiste, où seule est prévue l'étatisation des sociétés assurant le transport et la distribution de l'énergie électrique. (Lire page 4.)

Le même jour, le ministre de la défense, M. Narcís Serra, a présenté devant une commission parlementaire un programme ambitieux de réformes militaires, qui devraient aboutir à dépolitiser l'armée.

De notre correspondant

Madrid. - Réduire les effectifs de l'armée et les rendre plus professionnels : tel est l'objectif ambitieux que s'est assigné le ministre de la défense, M. Narcís Serra, en présentant le jeudi 24 février, devant une commission du Congrès des députés, un programme de réforme militaire qui devrait se concrétiser par une douzaine de projets de loi. Les réformes qu'il propose figurent pour la plupart dans le programme électoral socialiste. Si elles sont adoptées, l'armée subira sa transformation la plus profonde depuis la mort de Franco.

D'une institution pléthorique et tentée fréquemment de s'ingérer dans les domaines de compétence du pouvoir civil, le gouvernement de M. Felipe Gonzalez entend faire une armée réduite en nombre, mais préoccupée avant tout de sa mission principale : celle de défendre l'Espagne contre toute agression extérieure. Cette mutation implique un redéploiement territorial : les principales unités sont actuellement situées autour des grands centres urbains (comme la division blindée Brunete et la brigade parachutiste près de Madrid), ce qui correspondait à la préoccupation du régime franquiste de se défendre contre l'« ennemi intérieur ». Dorénavant, les grandes unités seront progressivement déployées près des frontières.

Le ministre a affirmé que la réduction des effectifs toucherait environ quatre-vingt-dix mille personnes - sur deux cent cinquante mille - dans l'armée de terre et 25 % des officiers (l'hydrographie de l'armée espagnole est bien connue). Parallèlement, le nombre des brigades opérationnelles sera réduit. M. Serra n'a toutefois pas abordé le thème délicat des capitaines généraux, qui commandent respectivement les neuf régions militaires de l'Espagne continentale et qui cumulent des fonctions militaires, administratives et judiciaires. Un redéploiement en profondeur supposera la disparition de certaines régions militaires qui sont actuellement établies dans les principales villes du pays, et leur transformation en de grandes zones stratégiques d'opérations.

Deux autres réformes vont également dans le sens d'une force armée à la fois plus réduite et plus professionnelle : celles de l'enseignement et du service militaire. Celui-ci passera de quinze à douze mois et sera, dans la mesure du possible, effectué dans la région d'origine du conscrit (une manière de faciliter l'intégration de l'armée dans la société). En revanche, les volontaires pourront

accomplir un service de quatre ans rémunéré, qui leur permettra d'acquiescer une formation militaire de base. La réforme d'un enseignement qui ne s'est guère modifiée depuis la disparition du franquisme (malgré les efforts du général Luis Pallas à la tête de l'académie militaire de Saragosse, est indispensable pour modifier en profondeur la mentalité des militaires. Si M. Serra ne s'est guère montré explicite à ce sujet, on sait que les socialistes entendent développer les échanges entre universités et académies militaires, de même que l'enseignement des humanités dans les écoles d'officiers.

M. Serra a affirmé que les promotions ne seront désormais plus liées automatiquement à l'ancienneté, mais qu'elles obéiront à des critères objectifs (résultats des études, aptitudes physiques, formation professionnelle, etc.). Il s'agit, là aussi, d'accorder la priorité chez les officiers au niveau intellectuel et technique des hommes.

Enfin, le ministre a annoncé une réforme de la justice militaire, qui permettra de confier à la juridiction civile certains délits jugés habituellement par des conseils de guerre, tels que la rébellion, la trahison et les attentats contre les autorités militaires. Si cette réforme avait été en vigueur à l'époque, c'est devant un tribunal civil que les putschistes du 23 février 1981 auraient dû répondre de leurs actes.

THÉRIER MALINIAK.

Le bilan des massacres s'alourdit en Assam

Plus de trois mille morts

Le bilan des massacres en Assam ne cesse de s'alourdir. Le dernier chiffre fourni par des officiels de l'État est de 3 554 morts. Mais de nouveaux cadavres sont découverts chaque jour, et les violences continuent encore de faire des morts au cours d'affrontements entre Assamais et Bengalis. Ces derniers ont même accusé la police d'avoir soutenu les émeutiers dans certaines régions. Des policiers continuent d'être dépêchés en Assam, où les forces de l'ordre atteignent désormais 150 000 hommes.

Enfin, à Moscou, les Izvesties ont accusé la C.I.A. américaine d'être derrière la vague de violence en Assam, en appliquant un « plan Brahmapoutre », qui vise à détacher de l'Inde les sept États et territoires du nord-est. - (A.F.P., U.P.I., Reuters.)

La violence au pays de la non-violence

Les massacres qui continuent d'ensanglanter l'Assam rappellent, s'il en était besoin, que l'Inde, la « plus grande démocratie du monde » et la patrie de la non-violence, connaît, de manière pratiquement endémique, des déchirements politiques, sociaux, ethniques, religieux ou « linguistiques ». Sans remonter à la tragédie de la partition de 1947 - qui fit, entre hindous et musulmans, des centaines de milliers de victimes massacrées dans des conditions effroyables - il faut bien constater que la philosophie du non-recours à la force, si elle a fait des adeptes à l'extérieur, n'a eu qu'une influence limitée dans la vie politique indienne. La vénération qui entourait les « sages » comme Vinobha Bhave ou Jayaprakash Narayan, dédiés ces derniers années à un âge avancé, ne leur a guère permis de faire prévaloir leurs vues.

Union multiforme, mosaïque de langues et d'ethnies, de religions vivantes - hindouisme et islam - ossifiée en castes depuis les Harjanes (intouchables) jusqu'aux Brahmanes, pays pauvre où la misère la plus effroyable côtoie une richesse ostentatoire, les techniques les plus modernes (satellites, énergie nucléaire...) des outils agricoles les plus primitifs, l'Inde ne bénéficie pas de l'homogénéité qui est facteur de stabilité politique. La maintien du pouvoir pendant trente ans à New-Delhi comme dans les États d'un seul

parti, le Congrès, sous Nehru, Shastri, puis M. Indira Gandhi, n'a pas permis au pays de se débarrasser de ces soubresauts sanglants qui la défigurent.

En juin 1980, dans le Tripura, État détaché de l'Assam, des violences ethniques avaient fait au moins un millier de morts. Les Tripuris, devenus minoritaires sur leur propre territoire face aux immigrants bengalis et népalais - comme aujourd'hui en Assam - avaient pris les armes pour se débarrasser sommairement des intrus. Depuis 1980, la situation s'est à nouveau tendue au Pendjab, où les dirigeants de la communauté sikhs ont repris leur vieille revendication, la création d'un État séparé, le Khalistan. Émeutes, assassinats, démantèlement d'avion même, ont été utilisés par les extrémistes sikhs pour tenter d'obtenir satisfaction. Au Mizoram et au Nagaland, la querelle séparatiste se poursuit depuis des lustres, et elle s'est récemment étendue au Manipur voisin.

La liste des violences politiques serait trop longue à établir. Les forces de l'ordre, dont la brutalité a souvent été dénoncée - 10 % des morts officiellement dénombrés en Assam ont été tués par la police - ont, elles aussi, leur part de responsabilité dans ce climat.

PATRICE DE BEER.

(Lire la suite page 5.)

9,5 milliards d'économies dans les entreprises publiques

Des recommandations ayant été données par M. Delors aux entreprises publiques du secteur non concurrentiel de ne plus faire systématiquement appel aux emprunts - notamment extérieurs - dès que se posent à elles des besoins de financement, des programmes d'économies ont été décidés qui portent sur 9,5 milliards de francs en 1983. Ces programmes touchent surtout E.D.F. et Charbonnages de France. Certains investissements seront retardés, les embauches diminuées.

En novembre dernier, M. Jacques Delors avait déjà demandé lors d'une réunion du conseil de direction du F.D.E.S. (Fonds de développement économique et social) de ramener de 78 à 70 milliards de francs en 1983, les besoins d'emprunts des entreprises publiques du secteur non concurrentiel. Le ministre estimait en effet, à l'époque, que le marché financier français était trop étroit pour assurer de telles ressources. Il souhaitait aussi réduire l'appel aux emprunts extérieurs. Une philosophie nouvelle s'esquissait ainsi, traduisant la rigueur des temps : moins d'emprunts, mais des économies.

Lors d'une réunion du F.D.E.S. organisée au début de la semaine, les économies de 8 milliards de francs demandées ont été portées à 9,5 milliards de francs, pour tenir compte, d'une part, de la modification du calendrier des hausses tarifaires (retardées dans la plupart des cas pour peser sur l'indice des prix) ; d'autre part de la partie dollar.

(Lire la suite page 26.)

L'EXPOSITION CHIRICO AU CENTRE POMPIDOU

Un ami lointain

par ANDRÉ FERMIGIER

On pourra bientôt voir ou revoir, dans le sympathique cinéma Racine de la rue de l'École-de-Médecine, le film que G.-H. Clouzot consacra naguère au Mystère Picasso. Même si le titre est un peu commercial, il y a bien en effet un mystère Picasso que l'artiste entretint soigneusement par le mutisme absolu qu'il ne cessa d'observer à l'égard de lui-même et de ses intentions.

Et il y a un mystère Chirico. Ce mystère tient moins à l'homme lui-même - lequel est moins celui de l'homme, lequel s'ex au contraire beaucoup, expliqué et commenté, qu'à la singularité d'une iconographie née, semble-t-il, par parthénogénèse, et aux rapports quasiment délirants

que le peintre entretenait avec son œuvre. C'est ce que l'on peut voir ou entrevoir à travers l'exposition qui vient de s'ouvrir au Centre Pompidou et qui est due aux compétences conjuguées du Musée d'art moderne de New-York, de celui de Paris et de la Haus der Kunst de Munich.

Bien que Chirico (on devrait dire : De Chirico, le « de » n'ayant pas en italien valeur de particule, mais enfin soyons simples), bien que Chirico, donc, ait vécu le plus fort de son existence entre le Paris d'Apollinaire et « les places d'Italie », leur silence, leur viduité d'histoire défunte, il

convenait que Munich fût associée à l'entreprise, tant l'imagination de notre peintre semble s'être éveillée au contact de la culture et de l'art allemands.

Né en 1898 dans une ville de Tessalie, où son père s'occupait de chemises de force, d'où la légende veut qu'il soit parti les Argonautes, Chirico suivit d'abord les cours de peinture et de dessin de l'École polytechnique d'Athènes. En 1905, son père meurt et sa mère décide d'émigrer en Bavière. Pourquoi la Bavière ? On ne sait trop, à moins que l'on ne veuille se souvenir que rien n'est plus allemand que la Grâce architecturale du dix-neuvième siècle, et que rien n'est plus grec que la Munich des derniers Wittelsbach.

Toujours est-il que, dans une ville qu'il décrivait comme la Sodome du modernisme et le lieu d'origine de tous les crimes du siècle (il n'avait pas tout à fait tort), Chirico découvre l'œuvre de Böcklin, son « île des morts », sa mythologie nostalgique, ses dieux un peu fourbus d'éternel retour. Une toile accrochée dans la première salle de l'exposition, le Triton et la Sirène, dit la juvénile application de cette influence que recoupe celle, sans doute plus profonde, de la poésie romantique, de Schopenhauer, de Nietzsche, du graveur Max Klinger.

A ce dernier, et selon ses propres termes, Chirico doit d'avoir compris, bien avant le mode des cadavres exquis, tout le parti que l'on pouvait tirer de « l'assemblage imprévu », de « la chose isolée », dépouillée de sa valeur d'usage, réduite à l'inertie d'un objet en panne de signification. L'art de la nature morte en fut profondément transformé qui, jusque-là, fondé sur la sympathie silencieuse et le jeu des « correspondances », devient ainsi le lieu même de l'incommunicabilité, le théâtre de l'antagonisme entre les choses où se reflète le non-sens du rapport entre les êtres.

(Lire la suite page 21.)

AU JOUR LE JOUR

Blanche

Aucune importance, finalement, ces élections municipales. C'est M. Pons (R.P.R.) qui le dit : « Voter pour l'opposition ne représente aucun danger, puisque les élections ne changeront rien de fondamental. » Idem, logiquement, pour ceux qui seraient tentés de voter pour la majorité.

A le suivre sur ce terrain, nous irions vers une élection blanche. Le 6 mars, nous serions tous des académiciens, et Charles Trenet serait vengé.

BRUNO FRAPPAT.

Productique, informatique automobile :

trois secteurs industriels
en mouvement
(Lire nos articles page 26.)

Le débat au P.S. sur les droits de l'homme

(Lire notre document
page 6.)

La mort de l'historien Jacques Benoist-Méchin

(Lire page 7.)



MON VOYAGE EN ENFER

PATRICIA HEARST



Ce soir à
"Apostrophes"

Une et indivisible

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

M. Shamir critique l'utilisation du terme « patrie palestinienne » par le président Reagan

Une petite phrase du président Ronald Reagan sur une « patrie palestinienne » a suscité une vive réplique du ministre des affaires étrangères israélien, M. Itzhak Shamir, qui a affirmé, jeudi 24 février, dans une interview à la télévision israélienne que l'utilisation de ce terme par le chef de l'exécutif américain n'était pas « de bon augure pour des progrès positifs dans la voie de la paix ». Il a ajouté : « Ce n'est pas le fait du hasard si le terme de patrie n'apparaît pas dans les accords de Camp David dans le chapitre traitant d'une solution du problème palestinien ».

S'entretenant avec des journalistes, le président Reagan avait déclaré, mercredi 23 février, qu'un règlement global israélo-arabe présupposait « quelque chose comme une patrie [homeland] pour les Palestiniens ». Par ailleurs, avait-il poursuivi, « personne n'a jamais préconisé de créer une nation ». Le président Jimmy Carter avait déjà utilisé, en 1977, le terme de « patrie palestinienne ». Cependant, c'est

pour la première fois que le président Reagan reprend cette formule à son compte.

De son côté, le secrétaire américain, M. George Shultz, a déclaré, jeudi 24 février, dans une conférence de presse à Atlanta, que le seul moyen de parvenir à un règlement durable au Proche-Orient était de « résoudre le problème des droits légitimes du peuple palestinien » et que le plan de paix lancé en septembre dernier par le président Reagan, qui préconise la création en Cisjordanie d'une entité palestinienne associée à la Jordanie, demeurait « le meilleur moyen de résoudre la question palestinienne ». Il a ajouté que les « droits légitimes » des Palestiniens qui vivent en Cisjordanie et à Gaza ne peuvent être examinés par des déclarations affirmant qu'ils peuvent se rendre en Jordanie (allusion à la thèse israélienne selon laquelle la Jordanie constitue la « patrie palestinienne »). « Le problème est plus compliqué et plus fort que cela », a-t-il souligné.

Vers un échange de prisonniers entre l'O.L.P. et Israël

A Jérusalem, le général Moshe Nativ, chef du service des effectifs de l'armée, a reconnu jeudi, dans une interview radiodiffusée, l'existence de contacts entre les autorités israéliennes et l'O.L.P. par l'intermédiaire de l'Autriche, pour l'échange de prisonniers. A Vienne, Abou Jihad, commandant adjoint de la branche militaire de l'O.L.P., a précisé à ce sujet qu'Israël avait proposé par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, à Genève, l'échange de huit cents prisonniers palestiniens contre huit soldats israéliens détenus par les Palestiniens en Syrie depuis septembre 1982. Abou Jihad a précisé que l'O.L.P. demandait, quant à elle, la libération de mille prisonniers palestiniens. Si un accord intervenait, a-t-il ajouté, les huit prisonniers israéliens pourraient être libérés dans les vingt-quatre heures.

Les animateurs israéliens du Comité contre la guerre au Liban ont affirmé jeudi que des enfants et des blessés se trouvaient parmi les cinq mille personnes détenues de l'armée israélienne au camp d'Arsar. Selon ces personnalités,

proches du parti communiste israélien, le commandant du camp a été tué, il y a quinze jours, pour avoir demandé au ministre de la défense l'autorisation de libérer les enfants et les blessés. Interrogé par l'A.F.P., le porte-parole de l'armée israélienne a indiqué que les affirmations du comité faisaient l'objet d'une enquête.

A Khaldé, au Liban, à l'issue d'une nouvelle séance de pourparlers sur le retrait israélien du Liban (la dix-huitième depuis le 28 décembre dernier), un porte-parole libanais a déclaré que des divergences fondamentales persistaient entre les positions israéliennes et libanaises. Entre-temps, les soldats du commandant dissident Saad Haddad poursuivent, avec le soutien de l'armée israélienne, leur déploiement au Sud-Liban. Après leur récente entrée à Safra, Nabatiyeh et Adoun, ils ont occupé jeudi matin le séail de Jib Jennine dans le Bekaa-Ouest, après avoir demandé aux généraux libanais de quitter les lieux « pour ne pas avoir recours à la force ». — (A.F.P., A.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Angola

• LES REBELLES DE L'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) ont relâché les douze religieux et envoyés de la Croix-Rouge kidnappés en octobre dernier, a annoncé jeudi 24 février le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.). Ces douze personnes avaient été enlevées à la mission de Mongwa, près de N'Giva, dans la province de Cuanza, dans le sud de l'Angola. — (Reuters.)

Bangladesh

• DES PERSONNALITÉS POLITIQUES DÉTENUÉS. — Dhaka a publié mercredi 23 février une liste de quatre-vingt-dix personnes arrêtées la semaine dernière au cours des journées de violence qui ont troublé la capitale et plusieurs autres villes et qui avaient fait trois morts et des centaines de blessés parmi les étudiants qui réclamaient le retour à la démocratie. Dix-neuf personnalités politiques figurent dans cette liste, dont M^{me} Hasina Wajed, présidente de la Ligue Awami et fille de Mujibur Rahman, fondateur du Bangladesh, et deux anciens ministres des affaires étrangères, MM. Kamal Hossain et Abdus Samad Azad. — (A.F.P.)

Cameroun

• AGRESSION CONTRE UN CHARGÉ DE MISSION A L'ÉLYSÉE. — MM. Jean-Marie de Comarmond, chargé de mission à l'Élysée, et Roland Breton, maître de conférences à l'université de Yaoundé, ont été agressés et blessés dans cette ville, dans la nuit du mardi à mercredi 23 février, par plusieurs individus armés qui ont pris la fuite. MM. de Comarmond et Breton ont été agressés, dépouillés et blessés, alors qu'ils circulaient en voiture, à 5 kilomètres du centre de Yaoundé. M. Breton, gravement blessé à une cuisse, a dû être opéré. L'état de santé de M. de Comarmond, sérieusement commotionné, n'inspire aucune inquiétude. — (A.F.P.)

Pays-Bas

• L'ÉTAT DE SANTÉ DU PRINCE CLAUS, soigné depuis octobre dernier pour des troubles de nature dépressive, ne semble pas s'améliorer aussi rapidement que prévu. Selon un communiqué publié, mardi 22 février, par le service d'information de l'État à La Haye, le traitement du prince consort devra en effet être poursuivi dans la clinique psychiatrique de l'université de Bâle.

Pologne

• LE SECRÉTAIRE DE LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE POLONAISE, Mgr Bronislaw Dabrowski, est arrivé, jeudi 24 février, à Rome, où il doit être reçu au Vatican dans la perspective du voyage que le pape compte faire en Pologne en juin. M. Czyrek, secrétaire du parti chargé des relations internationales, est également arrivé à Rome par le même vol. Il doit assister, la semaine prochaine, au congrès du P.C.I. et pourrait par la même occasion prendre des contacts avec le Vatican.

Tchad

• M. JAMES BISHOP, sous-secrétaire d'Etat adjoint américain pour l'Afrique du Nord et du Centre, est arrivé jeudi à N'Djamena pour une visite de vingt-quatre heures, au cours de laquelle il s'entretiendra avec M. Hissène Habré. M. Bishop a déclaré, à son arrivée, que son pays « compte faire un effort sérieux pour la reconstruction du Tchad, en particulier dans le domaine de l'aide alimentaire et dans les projets de développement ».

Yougoslavie

• M. MIKA SPILJAK, soixante-sept ans, a été élu, jeudi 24 février, membre de la présidence collective de la Yougoslavie en tant que représentant de la Croatie. Ancien premier ministre, et longtemps président des syndicats yougoslaves, M. Spiljak remplace Vladimir Bakarić, mort à la suite d'une longue maladie en janvier dernier. — (A.P.)

APRÈS LA RÉUNION DU CONSEIL PALESTINIEN

Amman considère que « toutes les options restent ouvertes »

Commentant la récente réunion à Alger du Conseil national palestinien, un porte-parole du département d'Etat a estimé, vendredi 25 février, que les positions prises par ces derniers « ne paraissent pas éliminer les perspectives d'ouverture de négociations élargies », sur la base du plan Reagan pour la paix au Proche-Orient. La veille, au Caire, le ministre égyptien des affaires étrangères avait fait savoir, de son côté, qu'il regretterait la décision du C.N.P. de lier l'éventuelle reprise officielle des relations égypto-palestiniennes « à l'abandon des accords de Camp David ».

Correspondance

Amman. — C'est sans enthousiasme excessif mais avec un certain optimisme que les milieux politiques jordaniens ont accueilli les résolutions du Conseil national palestinien. « Le C.N.P. a laissé toutes les options ouvertes : nous ne pouvions pas en espérer plus dans les circonstances actuelles », fait-on valoir à Amman.

Certes, les Jordaniens ne manquent pas de souligner l'ambiguïté des déclarations finales de la réunion d'Alger. Des déclarations que, de la part des dirigeants du royaume hachémite (le roi Hussein est actuellement en Europe), on interprète avec une prudente réserve dans la capitale jordanienne. Les deux principaux quotidiens d'Amman affirment avec un bel ensemble qu'il serait « prématuré » de porter un jugement définitif sur ces déclarations. « Ce sont les faits qui en fourniront l'interprétation exacte », peut-on notamment lire dans *El Rai*.

Les Jordaniens n'en relèvent pas moins avec satisfaction le fait que le C.N.P. ait donné sa bénédiction au principe d'une future confédération jordanio-palestinienne et son aval au plan arabe de Fès et au plan de paix soviétique, tous deux impliquant une reconnaissance implicite d'Israël. Quant au refus « nuancé » du plan Reagan, on estime à Amman qu'il « ne ferme pas la porte » à des négociations avec les Etats-Unis.

Plus important encore pour les Jordaniens est le fait que le courant modéré de M. Yasser Arafat soit sorti renforcé de la session du C.N.P. et que les courants radicaux proégyptiens aient été marginalisés,

sans pour cela rompre l'unité de l'O.L.P. Les Jordaniens considèrent en effet que le chef de la centrale palestinienne « a, en quelque sorte, obtenu un « vote de confiance », qui lui permet de poursuivre ses efforts diplomatiques avec une certaine marge de manœuvre. « Le processus entamé par Yasser Arafat et le roi Hussein est sauvé. Les discussions vont maintenant pouvoir continuer », nous a déclaré un membre du gouvernement.

Jusqu'à où le chef de l'O.L.P. pourra-t-il aller dans la recherche d'une formule de négociation ? Les résolutions d'Alger ne donnent pas de réponse claire à cette question. Les Jordaniens demeurent sur ce point encore extrêmement prudents. Il faudra attendre la prochaine rencontre entre le monarque hachémite et M. Arafat pour savoir si l'O.L.P. est réellement prêt à s'engager, conjointement avec la Jordanie, dans des négociations de paix et à quelles conditions, souligne-t-on à Amman.

Un tel engagement est la condition posée par les Etats-Unis pour peser de tout leur poids en faveur d'un « gel » des implantations israéliennes dans les territoires occupés. Tel était le message rapporté par le roi Hussein de sa visite à Washington en décembre dernier. Mais, souligne-t-on à Amman, à ce propos, en l'absence de progrès décisifs dans les négociations israélo-libanaises sur le retrait des forces israéliennes du Liban, progrès susceptibles de rétablir la crédibilité des Américains, un tel engagement sera difficilement conservable.

EMMANUEL JARY.

Iran

ANCIEN VICE-PREMIER MINISTRE

M. Tabatabai est toujours détenu à Düsseldorf pour trafic de drogue

L'ancien vice-premier ministre iranien, M. Sadegh Tabatabai, proche collaborateur de l'imam Khomeiny, a été à nouveau incarcéré jeudi 24 février, à Düsseldorf, après avoir été libéré mardi sur décision du tribunal de cette ville à l'ouverture de son procès pour trafic de drogue. La douzième chambre du tribunal, devant laquelle M. Tabatabai devait de nouveau comparaître vendredi 25 février, ne lui a pas reconnu l'immunité diplomatique. — (A.F.P.)

De notre correspondant

Bonn. — Le 8 janvier, la police de l'aéroport de Düsseldorf arrêtait M. Sadegh Tabatabai, qui descendait d'un avion en provenance de Zurich, et dans les bagages duquel on avait trouvé 1,7 kilo d'opium. Fin février s'ouvrait, devant la douzième chambre du tribunal de Düsseldorf, le procès de ce lointain parent de l'imam Khomeiny, qui fut notamment un négociateur chevronné dans plusieurs affaires compliquées, notamment dans celle des otages américains à Téhéran.

Pour ses avocats, M. Tabatabai ne relevait pas de la justice allemande : lors de son interpellation, il se trouvait en « mission spéciale » de son gouvernement et jouissait donc, selon lui, de l'immunité diplomatique, ce que contesta un expert nommé par le tribunal, le professeur de droit international de l'université de Heidelberg, M. Karl Doehring, qui affirma que le statut diplomatique « spécial » ne pouvait être reconnu qu'après consultation du gouvernement intéressé. Or Bonn n'était au courant de rien. Au demeurant, M. Tabatabai, qui a fait ses études de biochimie en Allemagne et parle couramment l'allemand, a un domicile à Düsseldorf où se trouvent sa femme et ses deux enfants.

De retour chez lui, a-t-il été trompé par des « conspirateurs », qui auraient mis à son insu, dans sa valise, l'opium qui lui valait de comparaître devant les juges ? C'est du moins la thèse que, dans un premier temps, il tenta d'accréditer auprès des policiers. En tout cas, ce qui est prouvé c'est que M. Tabatabai a le bras long. Le 3 février, M. Gensher recevait, de Téhéran, un télégramme rétroactivement à M. Tabatabai le statut d'« émissaire particulier », qualité que le ministère des affaires étrangères ouest-allemand s'empresse d'endosser et qu'il fit valoir auprès du tribunal supérieur de Düsseldorf, qui, sur la foi des déclarations du ministère, ordonna l'élargissement de M. Tabatabai, alors en détention préventive. La chambre, qui juge ce diplomate, n'est pas liée par l'ordonnance du tribunal supérieur. Elle a siégé, mercredi 23 février, entendait à huis clos, sur sa demande, un représentant du ministère des affaires étrangères. Il est évident que, pour celui-ci, M. Tabatabai n'est pas un inculpé comme les autres et que Bonn préférerait que l'affaire fut étouffée sans bruit.

L'influence dont jouit encore M. Tabatabai à Téhéran recommanderait cette prudence. Mais comment ne ferait-elle pas scandale alors que les faits reprochés au protégé de l'imam sont passibles de huit à dix ans de prison en R.F.A. et, dans sa patrie, de la peine de mort ?

Ce conflit entre la justice et la raison d'Etat est suivi attentivement par toute la presse. « L'homme a survécu finalement à une douzaine d'attaques, à des affaires de trafic d'armes, comme aux troubles internes de l'Iran, écrit, sans illusion, General Anzeiger. Sa capacité de rendre service tous azimuts lui permettra, bientôt, d'être à la disposition de son gouvernement. » Il n'y aura eu qu'un isolé, le député C.D.U. M. Benno Erhard, pour traiter M. Tabatabai de « grand criminel ».

ALAIN CLÉMENT.

ALLEZ JUSQU'AU BOUT DE LEUR PENSÉE



Eugénie Lemoine-Luccioni

Partage des femmes

Serge Leclair

Démâquer le réel

Un essai sur l'objet en psychanalyse

Roland Barthes

Système de la Mode

COLLECTION DE POCHES

POINTS SEUIL

Pour l'achat de 3 Points votre libraire vous offre "Histoires pragoises" de R.M. Rilke, Points Roman n° 100.

EUROPE

Union soviétique

LE BUREAU POLITIQUE REND LES MINISTRES DU BATIMENT RESPONSABLES DE LA CRISE DU LOGEMENT

Moscou (A.F.P.). - Le bureau politique du parti communiste de l'U.R.S.S. a dénoncé, jeudi 24 février, les insuffisances qualitatives et quantitatives de la construction en Union soviétique et en a rendu « personnellement responsables les ministres du bâtiment » des différentes Républiques, a annoncé le même jour Radio-Moscou.

Au cours de sa réunion, essentiellement consacrée à l'examen des questions relatives à la réalisation du plan concernant la construction des logements habitables et des bâtiments à usage public, le bureau politique a, notamment, mis l'accent sur « la persistance du problème du logement » en U.R.S.S.

« L'insuffisance des logements » compromet la réalisation des objectifs industriels, notamment en Sibirie et en Extrême-Orient, a constaté l'instance suprême du parti, avant de mettre en cause les autorités responsables du bâtiment dans les différentes Républiques de l'Union pour « la réalisation insatisfaisante du plan » dans ce domaine.

En conséquence, le bureau politique a exigé de ces responsables « l'élaboration et l'application d'une série de mesures en vue de respecter les prévisions du plan ayant trait à la mise en service des logements et des services et d'améliorer la qualité de la construction », a rapporté la radio soviétique.

■ **Condamnation d'un militant du syndicat indépendant SMOT.** - M. Vladimir Sivinski, membre de l'Association interprofessionnelle libre des travailleurs (SMOT), a été condamné par un tribunal de Irkatsk (Kazakhstan) à trois ans de prison pour avoir tenu des propos « diffamatoires » sur la société soviétique, a-t-on appris mercredi 23 février de source dissidente.

Espagne

Le gouvernement justifie la nationalisation de Rumasa par « la situation insoutenable » du groupe

Madrid. - Quelques heures à peine après l'annonce officielle de la nationalisation du groupe Rumasa, le principal holding financier espagnol (le Monde du 25 février), le ministre de l'économie, M. Miguel Boyer, a expliqué, le jeudi 24 février, pendant près de deux heures, lors d'une conférence de presse télévisée en direct, les raisons qui ont amené le

gouvernement à prendre une décision d'une telle ampleur. « Nous n'avons pas agi avec une voracité d'expropriation ou par infantile gachiste, comme certains aimeraient le faire croire, a affirmé M. Boyer (il passe pour l'un des plus modérés des dirigeants socialistes espagnols), mais pour protéger un édifice qui pouvait s'écrouler à tout moment. »

De notre correspondant

« Les valeurs de Rumasa, point par M. Boyer, est exact, il y a lieu de s'étonner non pas de la décision de nationalisation des socialistes, mais plutôt du laxisme avec lequel leurs prédécesseurs ont laissé la situation empirer sans réagir. Le ministre a rappelé que, depuis cinq ans déjà, les responsables économiques espagnols s'inquiétaient de l'extrême concentration du risque présenté par les banques du holding, qui finançaient exclusivement les entreprises du groupe, et de l'imprudence politique de croissance, sans consolidation des acquisitions, suivie par Rumasa. Les premiers avertissements de la Banque d'Espagne à ce sujet datent de décembre 1978.

Les engagements rassurants pris alors par M. Ruiz Mateos, président de Rumasa, n'ayant pas été respectés, la Banque d'Espagne demandait, en mai 1980, au holding de soumettre ses établissements de crédit à l'étude comptable d'une firme à déterminer d'un commun accord, le choix se portant alors sur Arthur Andersen. Rien n'ayant toujours été fait un an et demi plus tard, les autorités monétaires accordaient en janvier 1982 un nouveau délai de quatre mois. Le 17 février dernier, soit treize mois plus tard, elles constatent qu'une seule des dix-huit banques du groupe avait fait l'objet de l'inspection demandée.

Les manœuvres d'obstruction auxquelles se sont apparemment livrées les dirigeants de Rumasa s'expliquent aisément au vu des chiffres des rapports partiels remis aux responsables du gouvernement. Selon M. Boyer, les valeurs comptables de ses biens présentées par le holding sont en moyenne cinq fois éle-

Une attitude courageuse

« Seule la faiblesse politique des gouvernements antérieurs explique que l'on ait pu arriver à une telle situation, qui représente le plus grave des problèmes dont nous ayons hérité en matière économique », a affirmé le ministre. Il a insisté sur le fait que la décision prise ne signifiait nullement le début d'un processus d'expropriation, celle de Rumasa étant exclusivement due à la situation insoutenable de cette société. Il a précisé que le gouvernement n'excluait pas que plusieurs entreprises du groupe (dont les actionnaires se sont bien sûr indemnisés) puissent retourner au secteur privé.

M. Boyer répondait ainsi aux violentes attaques dont il a fait l'objet de la part de l'opposition conservatrice et de certains organes de presse, qui accusent les socialistes d'avoir « trahi » leur programme électoral modéré. Cette campagne semble toutefois d'autant moins

Grèce

La visite de M. Tikhonov est considérée comme un succès à Athènes

De notre correspondant

Athènes. - Les entretiens du premier ministre soviétique, M. Tikhonov, avec les dirigeants grecs, se sont déroulés dans un climat de mutuelle compréhension et ont ouvert de nouvelles perspectives à une plus étroite collaboration entre Athènes et Moscou.

Sans doute, le nouvel accord de coopération économique, industrielle, scientifique et technologique n'est-il pratiquement qu'une réaffirmation de ce qui avait été signé à Moscou en 1979, puis mis en veilleuse. Ce texte n'en constitue pas moins un cadre permettant des échanges plus amples et plus concrets. Cependant, les Grecs savent par expérience que la mise en application d'un tel accord restera conditionnée par l'évolution des rapports politiques entre Athènes et Moscou. D'autre part, la question se pose de savoir comment les dirigeants athéniens vont en concilier les rigides modalités avec leurs engagements et leurs obligations envers la Communauté européenne.

Sur le plan politique, les dirigeants socialistes peuvent se féliciter de la visite de M. Tikhonov. Cette visite embarrasse les communistes grecs, et illustre la politique étrangère diversifiée que le gouvernement de M. Papandréou paraît vouloir adopter. En revanche, l'opinion grecque a enregistré la réaffirmation des relations privilégiées en ce qui concerne Chypre et les problèmes de l'Égée. Au demeurant, sur le terrain des principes et du respect des traités et conventions internationales, les socialistes paraissent vouloir ériger tout ce qui pourrait troubler les relations privilégiées qu'ils entretiennent avec la Turquie depuis Léonide. De même, les Grecs ont relevé que les socialistes n'avaient pas fait l'aboutissement des rapports d'Athènes avec l'OTAN ni sur les bases américaines. Il est vrai que Moscou sait fort bien que M. Papandréou ne sau-

rait préciser trop nettement son plan de désengagement sans jouer les apocryphes soviétiques.

Finalement, comme le montre le long communiqué commun, c'est sur le plan international que se précisent les identités de vue entre Athènes et Moscou. Il existe une concordance de vues en ce qui concerne les problèmes du Proche-Orient et le soutien accordé au peuple palestinien. De même, les dirigeants soviétiques et grecs ont des opinions identiques sur le désarmement, la réduction des armements atomiques et la création de larges zones démilitarisées. Enfin, préoccupé par la course aux armements, le premier ministre grec se prononce pour un examen attentif des propositions soviétiques telles qu'elles se trouvent précisées dans la « déclaration de Prague », et cette attitude est particulièrement appréciée de Moscou.

MARC MARCEAU.

Turquie

L'ANCIEN CHEF DU PARTI DU SALUT NATIONAL EST CONDAMNÉ A QUATRE ANS DE PRISON

Ankara (A.F.P.). - Le Cour martial d'Ankara a condamné jeudi 24 février M. Necmettin Erbakan, chef du Parti du salut national (M.S.P.), à quatre ans de prison pour « anti-légalisme », apprend-on de source judiciaire.

Selon les attendus, M. Erbakan voulait « fonder l'ordre étatique sur des principes religieux ». Il avait été arrêté après le coup d'État militaire de septembre 1980, en même temps que trente-trois autres responsables du M.S.P. qui devaient être relâchés peu après le début du procès intenté contre ce parti, au printemps 1981.

Le M.S.P., troisième formation au Parlement, avait obtenu 5 % des voix aux dernières élections générales en 1979 et 22 sièges sur 450.

AFRIQUE

VEILLE D'ÉLECTIONS AU SÉNÉGAL

II. - Un président assuré de l'emporter

L'opposition sénégalaise ne présente pas moins de quatre candidats à l'élection présidentielle, tandis que sept listes affrontent celles du P.S. aux législatives. Ce trop-plein risque de priver les adversaires de M. Abdou Diouf du bénéfice qu'ils auraient pu retirer d'une consultation étonnamment démocratique (le Monde du 25 février).

Dakar. - Après une dizaine d'années de sécheresse presque ininterrompue, qui ne facilitèrent pas la gestion de l'ancien président Senghor, le retour depuis deux ans à une pluviosité à peu près normale a servi son successeur. Mais, même si l'expression a été, depuis lors, souvent employée, les Sénégalais ne sont pas superstitieux au point de croire qu'ils ont enfin « un président qui fait pleuvoir ». Ils savent bien, au demeurant, que la politique agricole de leur gouvernement, autant que les raisons climatiques, a suscité la chute régulière de la production arachidière, principale ressource, tombée d'environ 1 million de tonnes en coques à la fin des années 60 à moins de cent mille dix ans plus tard, avant de remonter enfin à huit cent mille lors de la dernière campagne.

Quoi qu'il en soit, la situation économique et sociale du Sénégal demeure fondamentalement précaire, en dépit des efforts accomplis ces derniers temps et de quelques résultats positifs obtenus, c'est-à-dire, à un niveau plus politique, qu'il faut chercher les causes profondes de la popularité du président Abdou Diouf, qui n'a fait pourtant qu'achever, ces deux années écoulées, le mandat de son prédécesseur démissionnaire.

Durant ces deux années, M. Diouf a, en effet, su prouver à ses compatriotes que le « grand commis » que se complaisait à voir seulement en lui nombre de ses rivaux, était également un homme politique habile et résolu.

Il a eu la sagesse de rester fidèle aux grandes options de son prédécesseur et de conserver autour de lui presque tout le personnel politique que celui-ci lui avait légué. Certes, aucun de ceux qu'on a appelés depuis « les vieux bonos », tels que le président de l'Assemblée nationale, M. Cissé Dia, le président du Conseil économique et social, M. Magate Lo, ou le ministre de la justice, M. Alloune Badara Mbengue, n'était en mesure, depuis longtemps, de s'opposer à son accession à la magistrature suprême, si tant est qu'ils en aient eu jamais envie. Mais ils demeuraient influents au sein du parti gouvernemental, et les

De notre correspondant PIERRE BIARNÈS

écarter totalement aurait fâcheusement troublé celui-ci à l'approche des échéances électorales, alors qu'ils se mettaient au service de leur nouveau chef.

Un climat de changement

M. Diouf n'en est pas moins parvenu à convaincre la grande majorité des Sénégalais, par une série de décisions suffisamment significatives, que, lorsqu'il aurait été enfin élu lui-même, il serait dans de nombreux domaines l'homme du réel changement auquel ils aspirent depuis longtemps. La suppression des visas de sortie, des premières mesures contre la corruption, l'établissement de relations diplomatiques avec l'Angola, la remise des dettes paysannes anciennes, la réhabilitation des terres traditionnelles dans les réceptions officielles (M. Diouf a renoncé à la queue-de-pie chère à son prédécesseur), de meilleurs rapports noués avec les syndicats, notamment avec ceux de l'enseignement, traditionnellement dans l'opposition, bien sûr, l'instauration du multipartisme sans limitation ont été autant de signes de cette volonté de changement qui devrait s'exercer avec plus d'ampleur dans les mois à venir.

Une large fraction de l'intelligentsia qui se tenait jusqu'alors dans l'expectative, ou qui avait même basculé dans l'opposition sous la présidence précédente, y a été sensible, comme en témoignent les divers comités de soutien à la candidature du chef de l'Etat qui se sont constitués dans ce milieu, en marge des partis politiques eux-mêmes. C'est notamment par là que pourrait passer un certain renouveau du parti socialiste que M. Diouf paraît souhaiter. Cela pourrait peut-être faciliter aussi un peu plus tard le ralliement, total ou partiel, de certaines formations de l'opposition comme le R.N.D. de Cheikh Anta Diop, qui, au-delà des polémiques actuelles, commencent à s'interroger sur la nécessité de leur éloignement persistant du pouvoir.

Rassurant pour les proches de même temps porteur d'espoir pour beaucoup de ceux qui s'opposaient à lui, la période de transition qui s'achève a été politiquement calme, à l'exception des troubles de Casamance, géographiquement très circonscrits. Un large consensus s'est dégagé en faveur du principal artisan de cette stabilité.

De notre correspondant

Mais si tous ces mérites ne sont pas niés, il n'est pas certain qu'ils aient suffi à convaincre le président Diouf et à sa formation socialiste le succès massif que la plupart des observateurs leur prédisaient pour le dimanche 27 février. Ils bénéficient, en effet, pleinement de ce qu'on peut appeler les principales pesanteurs sociologiques sénégalaises. Au-delà de sa couche urbaine, politisée, de longue date, et de ses intellectuels de renom, la société sénégalaise n'est en rien fondamentalement différente des autres sociétés essentiellement paysannes d'Afrique noire. Sans parler de la grave, le prestige du pouvoir en place est toujours considérable et les réflexes « légitimistes » motivent l'essentiel de l'électorat. Cette attitude joue beaucoup plus que le respect plus ou moins strict des consignes de neutralité données aux agents de l'Etat, qu'en l'espèce, paraissent avoir été dans l'ensemble respectés.

L'appui des marabouts

Par ailleurs, le président Diouf, comme son prédécesseur, jouit de l'appui résolu et décisif des grands chefs religieux musulmans, notamment des « califes religieux » de deux plus grandes confréries du pays (ensembles elles « contrôlent » plus de 30 % de la population), les Tijanides et les Mourides. Dès le mois de décembre dernier, ils n'ont pas hésité à le faire savoir publiquement, rappelant ainsi indirectement à l'ordre quelques petits marabouts tentés par la dissidence, un peu comme jadis en France les évêques de l'Ancien Régime admettaient leur bas clergé, mais avec beaucoup plus d'autorité encore.

Ce soutien ne va pas sans contrepartie, la principale étant que cette chefferie religieuse entend contribuer ainsi à maintenir un ordre établi qui, pour l'essentiel, lui convient. Cela marque les limites de la capacité du pouvoir central à faire évoluer les choses. Mais, pour ce qui est des élections, aussitôt connue la position des califes des Mourides et des Tijanides, l'issue du scrutin ne pouvait faire le moindre doute.

Enfin, le fait que, légalement, le passage dans l'isoloir n'est pas obligatoire ne peut que permettre aux « pressions morales » de s'exercer pleinement. C'est, du reste, du point de vue de la démocratie, un aspect contestable du nouveau code électoral sénégalais. L'opposition ne s'est pas fait faute, tout au long de ces derniers mois, de le souligner. Cette lacune ne suffit pas à réduire à néant le progrès que représentent les élections du 27 février pour le Sénégal lui-même et pour l'Afrique tout entière.

FIN

République Sud-Africaine

EN 1982

Plus de deux cent mille Noirs ont été arrêtés pour « présence illégale » dans « les zones blanches »

De notre correspondant

Johannesburg. - « L'apartheid repart à l'assaut », ne change pas, c'est l'évêque Desmond Tutu, secrétaire général du conseil sud-africain des Eglises, qui qualifie ainsi les efforts « réformistes » du gouvernement.

De fait, les statistiques communiquées mercredi 23 février au Parlement du Cap montrent que, à tout le moins, selon l'expression d'un membre de l'opposition libérale, « les Noirs ne sont pas affectés par le climat ambiant de réformes ». Pour la seule année dernière, 206 022 d'entre eux ont été arrêtés, et la plupart du temps internés pour quelques jours ou quelques semaines, en vertu des textes sur le « contrôle des Noirs dans les « zones blanches », c'est-à-dire pour « présence illégale » dans ces zones.

En 1981, le nombre d'arrestations s'élevait à 162 024. Si le degré de sévérité avec lequel les autorités tentent de refouler les Noirs dans les misérables bantoustans qui leur sont attribués constitue bien le baromètre numéro un de l'apartheid, un véritable record de rigueur a été battu l'an dernier. Les arrestations se sont même le plus souvent par la déportation du faufilet « aux frais de l'Etat » dans lesdits bantoustans.

Les prétextes ne manquent pas. Un Noir ne peut se déplacer, visiter, résider ou travailler en « zone blanche » que s'il est muni d'une autorisation en bonne et due forme. Les listes de zones couvrent en fait la totalité du territoire de la République, à l'exception de l'Orée des villes incluses, - à l'exception de dix bantoustans, dont quatre ont été déclarés « indépendants », représentant une superficie globale égale à 13,7 % de l'Afrique du Sud.

Mozambique

■ **TROIS EMPLOYÉS DE LA TÉLÉVISION TUE PAR DES REBELLES.** - Trois employés de la télévision, dont un cameraman, ont trouvé la mort au cours d'une embuscade tendue par un groupe de rebelles dans la province de Gaza dans le sud du Mozambique, a annoncé mercredi 23 février, l'agence portugaise ANOP dans une dépêche datée de Maputo. L'agence précise que l'attaque a eu lieu le week-end dernier contre une voiture conduisant une équipe en reportage dans la région. - (A.F.P.)

Zimbabwe

■ **M. IAN SMITH, chef du Front républicain d'opposition, a déclaré jeudi 24 février que le gouvernement avait donné une suite défavorable à sa demande de récupérer son passeport, saisi l'an dernier, afin qu'il puisse aller suivre un traitement médical en Afrique du Sud. Le passeport de M. Smith a été confisqué en décembre dernier à la suite d'allégations selon lesquelles il avait critiqué les autorités zimbabwéennes lors de visites aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.** - (Reuter).

Grande-Bretagne

Le vitrier indiscret

« Ce vitrier dont pas que dans les romans... L'histoire que relate l'Observateur du dimanche 20 février a fait écho à la légende d'un vitrier d'York nommé John La Carré, mais elle offre toute l'authenticité de l'actualité.

Le détachement commercial soviétique à Londres, installé à Highbury, dans le nord de la capitale britannique, avait décidé de faire élever son important bâtiment de doubles vitrages, pour lutter contre le froid - et pour dire, qu'il était, contrairement aux idées reçues, et autres gaudes britanniques, elle engageait dans une équipe de vitriers, douze hommes travaillant au début des travaux, puis de moins en moins, au fur et à mesure que leur compétence se développait, jusqu'à ce qu'un seul homme, le dernier, ait pu terminer le bâtiment. Les vitriers, en fait, ont été remplacés par des ouvriers locaux du K.G.R. Quelques plates d'excellente fibre anglaise, au bout, dit le roman.

C'est alors que l'un des hommes de chantier, commencé à exécuter les travaux que lui avaient assignés les spécialistes du M.L.G., le contre-espionnage britannique, a pu se faire remarquer par ses connaissances en microfilm, observation minutieuse des alibis et vœux de personnel de la mission commerciale (F.U.R.S.S.) à plus de six cents diplomates, avec, au sens guimé, en point à Londres).

Cet excellent article, dont l'auteur n'est pas sans rappeler celui d'un autre corps des services du bâtiment dont bénéficiaient le C-mandé anglais, fut ainsi recueilli et transmis au M.L.G. sous forme de renseignements. Les renseignements furent quelque peu modifiés, mais en conservant l'essentiel, et furent envoyés à la presse britannique, sous la signature de l'Observateur du dimanche.

C'est certainement un hasard, mais peu après que les vitriers eurent fini leur travail, le détachement commercial de l'Union soviétique à Londres, M. La Carré, un membre de la délégation commerciale, M. Zhelezovskii, Patrick Smith, M. Zhelezovskii, et un traducteur, M. Charnov, ont été expulsés pour espionnage... B.B.

BOIS DE CHAUFFAGE A PARIS Livraison rapide selon vos besoins. Un bon feu ne coûte rien. RUCHE SERVICE, (1) 67-00-37

Le gouvernement

Le vitrier indiscret

« Ce vitrier dont pas que dans les romans... L'histoire que relate l'Observateur du dimanche 20 février a fait écho à la légende d'un vitrier d'York nommé John La Carré, mais elle offre toute l'authenticité de l'actualité.

Le détachement commercial soviétique à Londres, installé à Highbury, dans le nord de la capitale britannique, avait décidé de faire élever son important bâtiment de doubles vitrages, pour lutter contre le froid - et pour dire, qu'il était, contrairement aux idées reçues, et autres gaudes britanniques, elle engageait dans une équipe de vitriers, douze hommes travaillant au début des travaux, puis de moins en moins, au fur et à mesure que leur compétence se développait, jusqu'à ce qu'un seul homme, le dernier, ait pu terminer le bâtiment. Les vitriers, en fait, ont été remplacés par des ouvriers locaux du K.G.R. Quelques plates d'excellente fibre anglaise, au bout, dit le roman.

C'est alors que l'un des hommes de chantier, commencé à exécuter les travaux que lui avaient assignés les spécialistes du M.L.G., le contre-espionnage britannique, a pu se faire remarquer par ses connaissances en microfilm, observation minutieuse des alibis et vœux de personnel de la mission commerciale (F.U.R.S.S.) à plus de six cents diplomates, avec, au sens guimé, en point à Londres).

Cet excellent article, dont l'auteur n'est pas sans rappeler celui d'un autre corps des services du bâtiment dont bénéficiaient le C-mandé anglais, fut ainsi recueilli et transmis au M.L.G. sous forme de renseignements. Les renseignements furent quelque peu modifiés, mais en conservant l'essentiel, et furent envoyés à la presse britannique, sous la signature de l'Observateur du dimanche.

C'est certainement un hasard, mais peu après que les vitriers eurent fini leur travail, le détachement commercial de l'Union soviétique à Londres, M. La Carré, un membre de la délégation commerciale, M. Zhelezovskii, Patrick Smith, M. Zhelezovskii, et un traducteur, M. Charnov, ont été expulsés pour espionnage... B.B.

BOIS DE CHAUFFAGE A PARIS Livraison rapide selon vos besoins. Un bon feu ne coûte rien. RUCHE SERVICE, (1) 67-00-37

AMÉRIQUES

Etats-Unis

A PROPOS DE LA SUCCESSION DE M. ROSTOW

Une commission du Sénat inflige un camouflet à M. Reagan

Washington. — Infligeant un camouflet au président Reagan, la commission des affaires étrangères du Sénat a refusé, jeudi 24 février, d'approuver la nomination de M. Kenneth Adelman au poste de directeur de l'Agence américaine pour le contrôle des armes et le désarmement. Ce diplomate de trente-six ans — qui devait succéder à M. Eugene Rostow — manque de compétence, estime la plupart des sénateurs. Quelques-uns lui reprochent, en outre, de ne pas vraiment croire à l'utilité d'accords soviéto-américains sur la réduction des arsenaux nucléaires.

La commission s'est abstenue néanmoins, jeudi, de voter expressément contre M. Adelman. Selon une formule de compromis, approuvée par 14 voix contre 3, elle a adressé le dossier à l'ensemble du Sénat, avec un avis défavorable. C'est une procédure rarement employée, qui se conclut généralement par le retrait du candidat ou par un vote négatif. Mis à M. Adelman — « Ce jeune homme est intelligent », disait M. Reagan, il y a quelques jours — et pense qu'il réussira son examen de passage. Le Sénat compte, en effet, une majorité plus « reaganienne » que sa commission des affaires étrangères.

On se demande cependant quelle serait la valeur d'un tel « oui ». Après avoir été publiquement accusé d'incompétence, sinon de mauvaise foi, M. Adelman pourrait-il s'adresser avec quelque autorité à ses interlocuteurs soviétiques et européens ?

Chacun sait, à vrai dire, que le nouveau directeur de l'Agence pour le désarmement aura un rôle modeste. Depuis la démission forcée de

De notre correspondant

M. Rostow, le secrétaire d'Etat est décidé à contrôler personnellement les négociations avec l'U.R.S.S., et à empêcher son collègue du Pentagone, un « faucon », de s'en mêler. Pourquoi alors un tel bruit autour de la nomination de M. Adelman ? Simplement parce que plusieurs sénateurs démocrates veulent en profiter pour organiser un grand débat sur la politique gouvernementale. L'un d'eux, M. Paul Tsongas (Massachusetts), a déjà annoncé une « filibuster » (obstruction par la parole) qui aura pour effet de retarder au maximum le vote de l'Assemblée. Des sénateurs se serviront ainsi de l'affaire Adelman pour tenter d'obtenir des assouplissements de la Maison Blanche.

La séance de jeudi a été aussi désagréable que les précédentes. Un peu intimidé et étonné qu'on s'intéresse autant à sa personne, M. Adelman faisait de nouveau figure d'accusé. On lui a ressorti une interview publiée le 24 mai 1981 par le *New York Daily News*, dans laquelle il aurait réduit les négociations de Genève à un écran de fumée pour apaiser l'opinion occidentale, et même à une « pitié ».

M. Adelman ne voit accordé une telle interview. Le journaliste du *Daily News* est venu témoigner devant la commission sénatoriale, avec ses notes. Il avait même apporté sa facture de téléphone montrant une longue communication avec un institut de Virginie où travaillait à l'époque le diplomate.

L'affaire Adelman survient au pire moment : au début d'une année cruciale pour le déploiement des missiles de l'OTAN en Europe, et à la veille des élections allemandes. Ayant nommé ce diplomate, puis constaté une levée de boucliers au

Sénat, M. Reagan avait le choix entre trois solutions : redonner la nomination, subir un veto, ou arracher un « oui ». Il a choisi la dernière, qui risque d'être la pire des trois. Car même si M. Adelman doit avoir un rôle très limité, son audition au Sénat a déjà été exploitée par les adversaires de la politique gouvernementale et par le Kremlin. Elle a inquisiteusement interrogé les Européens, tout en faisant un peu oublier les dernières propositions de Washington, qui ne manquent ni de souplesse ni de cohérence.

ROBERT SOLÉ.

LE « WATERGATE » DU PRÉSIDENT HOOVER

L'ancien président Hoover avait fait camoufler une permanence du parti démocrate à New York en 1930, selon M. Jeffrey Dornwart, professeur d'histoire à l'université Rutgers. Celui-ci a révélé, jeudi 24 février, qu'il avait trouvé un journal tenu par Glenn Howell, l'officier de renseignement de la marine, à qui la mission avait été confiée.

M. Dornwart a précisé : « Je suis tombé sur ce journal que personne n'a jamais regardé, probablement parce qu'il s'agit d'un acte de peuplement idéologique à la main, alors que je procédais à des recherches dans les archives de la marine. »

Il s'est avéré après examen que l'ancien président Hoover avait donné ordre à Glenn Howell et à un de ses collaborateurs, un vétéran, M. Robert Peterkin, de récupérer dans les locaux du parti démocrate un dossier contenant des informations compromettantes pour son administration. — (A.P.)

Le gouvernement irlandais retire son patronage au défilé de la saint Patrick

New-York. — Une fois de plus, l'Irish Connection a défrayé la chronique new-yorkaise : un nouveau procès vient de s'ouvrir à Brooklyn dans lequel les quatre accusés, qui ont été arrêtés par le F.B.I., sont inculpés de « conspiration dans le but d'acheter des armes destinées à l'Irlande du Nord ».

Deux d'entre eux sont citoyens américains, ce qui est le cas dans la plupart des « porteurs de valises » de l'IRA aux Etats-Unis. Les deux autres, deux frères, Colin et Eamon Meehan, nés à Belfast, sont citoyens britanniques. Un cinquième inculpé, Patrick McParland, a été arrêté à Dublin après être allé se constituer prisonnier à l'ambassade américaine. McParland, qui était barman dans le quartier de Queens, sera jugé séparément.

Comme tous les procès qui mettent en cause des militants de l'IRA aux Etats-Unis, les avocats plaident pour « les combattants de la liberté irlandaise », un thème à succès de ce côté-ci de l'Atlantique.

Une première escarmouche a eu lieu lorsque l'avocat des frères Meehan a tenté d'inviter la « folie » de ses clients. Plus exactement un « désordre nerveux d'origine traumatique », une thèse qui a été souvent invoquée pour les anciens combattants du Vietnam compromis dans des délits de droit commun. Bien que les deux frères Meehan aient passé quelque temps à la prison de Long Kesh, à Belfast, l'argument n'a pas été retenu par le juge.

Le procès survient au moment où le traditionnel défilé de la saint Pa-

De notre correspondante

trick, qui doit avoir lieu le 17 mars, provoque les remous les plus graves de sa pourtant tumultueuse histoire. La saint Patrick est, en principe, un jour de fête bon enfant, qui joue dans la rue tous les New-Yorkais plus ou moins habillés en vert, quelle que soit leur origine ethnique. La fête se termine d'ailleurs généralement par des beuveries assez spectaculaires.

Collecte de fonds et d'armes

Cette année, les partisans de l'IRA ont fait monter les enchères en faisant comme « maréchal » (celui qui mène le jeu) le défilé M. Michael Flannery, quatre-vingt un ans, fondateur du Northern Aid, qui est officiellement un organisme charitable destiné à venir en aide aux veuves et aux orphelins d'Irlande du Nord, et officiellement la tirelire des achats d'armes de l'IRA aux Etats-Unis. M. Flannery, né en Irlande du Nord, mais émigré aux Etats-Unis à l'âge de vingt-trois ans, a été accusé en novembre dernier, avec quatre autres Irlandais-Américains, de collecter des fonds et des armes pour l'armée républicaine irlandaise. Assurant que leurs clients n'étaient pas des « terroristes », mais des « patriotes », leurs avocats ont réussi à les faire relaxer en mettant l'accusation au défi de prouver qu'ils n'avaient pas agi en accord avec la C.I.A. En attendant le verdict, les cinq hommes s'étaient levés en criant « Vive l'IRA ! ».

tandis que la foule entassée dans la salle du tribunal leur faisait une ovation en agitant des drapeaux américains.

A l'annonce que M. Flannery ouvrirait le défilé de la saint Patrick, le gouvernement irlandais qui, jusqu'ici, se contentait de demander discrètement aux autorités américaines de coopérer à la chasse aux ravisseurs de l'IRA, a pris une initiative sans précédent : il a demandé à tous les organismes irlandais qui, traditionnellement, patronnent et financent le défilé, de s'abstenir. Parmi ceux-ci figurent le consulat général irlandais à New-York, la compagnie aérienne Air Lingus, et l'Office du tourisme irlandais.

Pour la première fois, aussi, le sénateur démocrate de New-York, M. Patrick Moynihan, qui « soigne » toujours ses quelque deux millions d'électeurs irlandais, a annoncé qu'il ne participerait pas au défilé. Un autre « Irlandais » célèbre, le cardinal Cooke, archevêque de New-York, qui, traditionnellement, bénit le défilé des marches de la cathédrale Saint-Patrick, sur la 5^e Avenue, a publié six pages de considérations pacifistes. Le maire de New-York, M. Edward Koch, et le nouveau gouverneur de l'Etat, M. Mario Cuomo, ont annoncé que rien ne pourrait les faire renoncer à la saint Patrick.

Les mauvais esprits font remarquer que M. Moynihan a été réélu à Washington avec une marge beaucoup plus confortable que MM. Koch à New-York et Cuomo à Albany (la capitale de l'Etat).

NICOLE BERNHEIM.

ASIE

Inde

Le bilan des massacres s'alourdit en Assam

(Suite de la première page.)

Ainsi, à la fin des années 1960 et au début de la décennie suivante, au Bengale-Occidental, mais aussi en Andhra-Pradesh et au Bihar, la répression contre les nationalistes pro-chinois — qui ne s'étaient pas abstenus, il est vrai, d'assassiner policiers, notables ou propriétaires fonciers — s'était transformée en un véritable bain de sang.

Quand en 1971, préparant le terrain pour la guerre du Bangladesh, M^{rs} Gandhi avait envoyé au Bengale, gouverné par le P.C. marxiste, ses gardes-macabres à l'organisation des élections locales, les brutalités avaient également été nombreuses.

Darmés de la terre depuis des siècles, les intouchables sont eux aussi les victimes épiques de cette violence, de même que les groupes tribaux repoussés dans les régions les plus pauvres de différents Etats et territoires. La presse indienne ne cesse de rapporter les épreuves — depuis les brimades les plus sordides jusqu'à la torture, le meurtre ou le quasi-esclavage — de ces catégories jugées encore par beaucoup comme

inférieures. En mai 1980, une vague de violence s'abat sur les intouchables, les castes supérieures et les propriétaires fonciers leur reprochant de revendiquer des terres ou l'augmentation de leurs salaires d'ouvriers agricoles. Lassés des bonnes paroles, de plus en plus d'intouchables se convertissent à l'islam ou au christianisme, religions qui ne reconnaissent pas le système des castes.

plus de 350 personnes avaient trouvé la mort après que des musulmans eurent « lapidé des vaches sacrées ».

Il y a aussi les violences « linguistiques », comme en Assam après l'indépendance entre Bengalis et Assamais, les mouvements sociaux réprimés dans le sang et cette criminalité qui conduit parfois des bandes de brigands, les *desrois*, à écarter les campagnes, rançonnant les voyageurs et pillant les villages. Un de ces chefs de bandes, une jeune femme d'une vingtaine d'années soupçonnée de nombreux meurtres vient de se rendre aux autorités il y a quelques jours.

Il serait toutefois injuste de décrire l'Inde comme le lieu privilégié, et moins encore unique, d'une violence qui sévit ailleurs. Mais, derrière la façade d'une philosophie séduisante, d'un système politique hérité de Westminster dont il a gardé la pompe dédaignée, verser le sang est encore, pour nombre d'Indiens, le seul moyen de s'opposer à l'adversaire.

PATRICE DE BEER.

Les conflits religieux

Mais c'est sans doute les conflits religieux qui ont le plus ensanglanté le sous-continent. Les affrontements entre hindous et musulmans, après l'incendie de la mosquée Al-Aqsa de Jérusalem, avaient fait un millier de morts dans la région d'Ahmedabad, au Goudjerat. Chaque année, des centaines de personnes, peut-être même un millier, trouvent la mort dans des circonstances analogues. Par exemple : émeutes à Aligarh et Krishnagar, au Bengale, en juillet-août 1979, 148 morts, plus de 800 blessés ; à Moradabad, en Uttar-Pradesh en août 1980, plus de 140 morts ; à Ahmedabad en 1969.

Chine

Pékin s'ouvre au tourisme soviétique

(De notre correspondant.)

Pékin. — L'organisme de tourisme soviétique Intourist participera à la conférence internationale sur le tourisme qui se réunira à Pékin du 28 février au 4 mars. C'est ce qu'a indiqué, mercredi 23 février, M. Wang Yuqi, vice-directeur du bureau du tourisme auprès du gouvernement et président de cette conférence. Au total, quarante-quatre pays et régions (dont la France) y seront représentés, et près de mille personnes y prendront part.

M. Wang a déclaré par ailleurs que des touristes soviétiques étaient attendus cette année en Chine. Il n'en a pas précisé le nombre, indiquant seulement que « cette question sera discutée » avec les représentants d'Intourist au cours de la conférence. Il a toutefois révélé que, depuis 1981, des voyageurs venant d'U.R.S.S. visitent déjà la Chine et qu'en 1982 les autorités chinoises ont délivré quatre mille visas à des citoyens de ce pays.

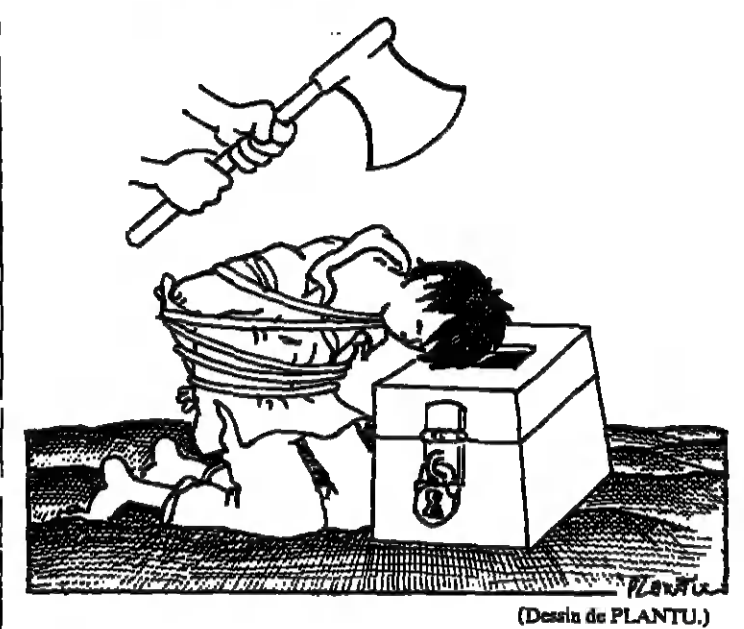
Des délégués d'organismes officiels de tourisme des pays de l'Est seront également présents à ce symposium organisé par la Chine, notamment l'agence hongroise Ibusz. Selon des sources autorisées, un accord a été conclu entre la Hongrie et la Chine, prévoyant la venue de huit groupes de trente-cinq citoyens hongrois durant la période d'avril à décembre prochains. Aucun avantage spécial, selon M. Wang, n'est accordé aux visiteurs venant d'U.R.S.S. ou d'autres pays du bloc de l'Est, et, comme tous les autres voyageurs, ils doivent régler leurs frais de séjour en monnaie convertible. En 1982, la durée moyenne de séjour des touristes de toutes origines a été de onze jours et il leur en a coûté en moyenne 800 dollars.

ANITA RIND.

ASTRONOMIE

l'encyclopédie ATLAS du ciel
Éditée en 120 fascicules avec la collaboration d'hommes de science de réputation internationale, cet ouvrage est irremplaçable par l'étendue de ses informations, exceptionnel par ses 2000 photographies prises dans les plus grands observatoires du monde.

Aujourd'hui, chez tous les marchands de journaux



(Dessin de PLANTU.)

Afghanistan

REPORTAGE INÉDIT DANS UN QUOTIDIEN DE MOSCOU

La mort au combat d'un officier soviétique

Depuis plusieurs semaines, la presse soviétique accorde une place plus importante à la guerre en Afghanistan, où combat un important corps expéditionnaire. Récemment, le quotidien de la jeunesse avait révéélé une meilleure information du public. Jeudi 24 février, *Troud*, l'organe des syndicats, a franchi un pas de plus en publiant un reportage sur la mort d'un officier soviétique au combat, face aux « contre-révolutionnaires ».

Troud raconte comment le lieutenant Alexandre Stovba, qui était aussi poète, et sa petite unité ont été attaqués par des « bandits » alors qu'ils regagnaient en ordre dispersé leur base après des manœuvres dans le montagne. Le lieutenant décida de couvrir seul la retraite de ses hommes face à dix adversaires, en attendant des renforts. Blessé plusieurs fois au ventre et à la main, il succomba devant le nombre, non sans avoir tué un des « bandits », remplissant ainsi son « devoir internationaliste ». Le journal reconnaît aussi que la petite ville afghane où était cantonné l'officier avait été attaquée à plusieurs reprises et même incendiée par les résistants.

D'autre part, les *Izvestia* ont rapporté jeudi qu'une importante opération des « bandes de contre-révolutionnaires » avait privé Kaboul d'électricité pendant plusieurs jours, au cours du mois de février. Le quotidien a dénoncé ces « bandes de maraudiers corrompus, entraînés et armés par les Etats-Unis et leurs alliés, qui terrorisent de plus en plus la jeune République » ; d'où la « grave nécessité du port d'armes » pour les « défenseurs du régime ».

Par ailleurs, Kaboul a réitéré, mercredi, son refus de toute négociation avec la résistance, par la voix du porte-parole du ministère des affaires étrangères. La radio officielle a démenté les informations publiées à l'étranger selon lesquelles Kaboul aurait accueilli favorablement les propositions de l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Diego Cordovez, de consulter les responsables de la résistance, dans le cadre d'un règlement négocié du conflit afghan. M. Cordovez, qui s'était rendu récemment à Kaboul, à Islamabad et à Téhéran, avait suggéré que des résistants puissent participer à d'éventuelles discussions en tant que représentants des réfugiés. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

● Un comité pour la libération du docteur Philippe Augoyard, le médecin français capturé par les forces prosoviétiques en Afghanistan, est né à Paris à l'initiative d'Aide Médicale Internationale, de Médecins du monde et de Médecins sans frontières (1). S.O.S. international s'est associé à cette initiative. Outre la libération du docteur Augoyard, ce comité a pour objectif de « réaffirmer le droit absolu pour des populations de toute barrière politique, religieuse, raciale ».

(1) Adresse : Club Presse et Médias, Palais des Congrès, B.P. 72, 75853 Paris Cedex 17. Tél. : 758-27-39. C.C.P. 6888 T Paris.

Le Blue Lagoon du Prince de Galles :
à siroter tendrement.
Roger et son équipe au bar, à 18 h : Daniel Kandyoti au piano.
Hôtel Prince de Galles (un hôtel InterContinental) 38, avenue George-V Paris 8

ASTRONOMIE
l'encyclopédie ATLAS du ciel
Avec le 1^{er} fascicule, deux cadeaux : le fascicule n° 2, et une magnifique carte du ciel en couleurs.
Aujourd'hui, chez tous les marchands de journaux

ASTRONOMIE
l'encyclopédie ATLAS du ciel
SEMAINE APRÈS SEMAINE, L'ENCYCLOPÉDIE "ASTRONOMIE" VOUS RACONTE LE GRAND ROMAN DE L'UNIVERS ET UNE RUBRIQUE PRATIQUE VOUS GUIDE DANS VOS OBSERVATIONS DU CIEL.
Aujourd'hui, chez tous les marchands de journaux

1983 ÉLECTIONS MUNICIPALES

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Chaban-Delmas : présent !

M. Jacques Chaban-Delmas, maire sortant de Bordeaux, affirme, dans une interview accordée à Ouest-France, qu'« il demeure prêt » à « servir ». L'ancien premier ministre précise : « Je ne veux pas encourir le reproche qui m'accompagnerait jusqu'à la tombe de ne pouvoir répondre « présent » si les circonstances, toujours imprévisibles, l'exigeaient. (...) Si je constatais un jour que je puis être un atout majeur pour le pays... »

M. Chirac : une question de calcul

M. Jacques Chirac, qui devait se rendre, vendredi 25 février, à Thionville et à Épinal, indique, dans une interview à l'Est républicain, que le « succès ou l'échec ne se calculera pas uniquement sur les villes de plus de trente mille habitants. Il y a, dit-il, des milliers d'autres communes qui pèseront lourd dans la balance. Enfin, il faudra compter avec la tendance générale au nombre de voix qui se dégagera du scrutin. C'est à partir de tous ces éléments que nous pourrions apprécier le sens et la portée du jugement des Français. »

M. Estier : rien de constructif

M. Claude Estier, directeur de l'Unité, écrit notamment, dans le numéro du 25 février de l'hebdomadaire du P.S., que les dirigeants de l'opposition, « mise à part une volonté de revanche, n'ont rien proposé de constructif alors que la gauche peut se fonder sur un bilan de réalisations qui n'exclut pas certaines erreurs ou certaines insuffisances mais qui n'en est pas moins impressionnant. »

A LA RADIO

Le débat que France-Inter comptait organiser à Marseille entre M. Gaston Defferre et M. Jean-Claude Gaudin a été annulé. La direction de France-Inter indique que le maire de Marseille « n'a pas donné de réponse positive » à cette offre et que le candidat U.D.F. n'avait pas de soirée libre pour cette émission.

Le débat entre MM. Chirac et Quilès, programmé pour le jeudi 24 février au micro de France-Inter, n'a pas eu lieu non plus. Le maire de Paris ayant refusé ce face-à-face. M. Quilès a pu s'exprimer seul au micro pendant la moitié du temps initialement prévu. M. Jacques Toubon, candidat R.P.R. contre M. Quilès dans le treizième arrondissement, n'a pas été autorisé à prendre la place de M. Chirac. Dans la soirée, au cours d'un meeting à la Mutualité, le maire de Paris a qualifié de « tout à fait scandaleux » l'important déploiement de forces de police entourant la Maison de la radio - alors que, visitant, le même jour, le quartier de la Goutte-d'Or, dans le dix-huitième arrondissement, il n'avait « en tout et pour tout rencontré que trois C.R.S. dans ces rues où l'insécurité est devenue dramatique ».

HISTOIRE

ANCIEN MEMBRE DU GOUVERNEMENT DE VICHY

L'historien Jacques Benoist-Méchin est mort

Un homme énigmatique

Jacques Benoist-Méchin, historien de l'Allemagne et des pays arabes, est mort, jeudi 24 février, à l'hôpital Bichat, à Paris, où il avait été admis il y a plusieurs semaines. Il était âgé de quatre-vingt-un ans. Ancien membre du gouvernement de Vichy, il avait été condamné à mort à la Libération, puis gracié, et avait été mis en liberté conditionnelle en 1954.

Avec Jacques Benoist-Méchin disparaît une figure singulière et très controversée de notre époque. Au départ, rien n'aurait pu sembler préparer ce descendant d'un baron d'Empire, gouverneur de la Rhénanie sous Napoléon, à la destinée mouvementée qui fut la sienne. Né le 1^{er} juin 1901 à Paris, comblé de dons, attiré simultanément par la littérature, la musique et l'histoire, il faisait irrésistiblement penser, dans sa jeunesse, à l'un de ces « fils de roi », célébrés par Gobineau. Familier de Marcel Proust - auquel il consacra un essai à vingt-quatre ans, - il n'envisagea d'abord qu'une carrière littéraire, mais rapidement il dut gagner sa vie et se lança dans le journalisme.

En 1921, sur la recommandation de Romain Rolland, il entre au Quotidien, feuille de presse radical-socialiste. Bienôt Héraud, le magnat de la presse américaine, l'y remarque et le prend à son service. De 1925 à 1927, il est donc directeur de l'agence parisienne de l'International News Service. Mais en 1929, dégoûté des caprices et des extravagances de son employeur, il rompt avec lui. Nommé alors rédacteur en chef de l'Europe nouvelle, il devient deux ans plus tard secrétaire général de l'Internationale et prépare parallèlement une monumentale Histoire de l'armée allemande qui sera publiée en plusieurs tomes à partir de 1936. Par l'intelligence de sa documentation, l'ouvrage s'impose immédiatement (à tel point qu'en 1945 le général de Gaulle en commandera une certaine d'exemplaires à l'usage des officiers d'état-major), mais son orientation n'est évidemment pas fortuite. En fait, depuis son plus jeune âge, Benoist-Méchin est attiré par l'Allemagne. Au lendemain de la Grande Guerre, il y a accompli son service militaire et en est revenu conquis. Impressionné par la volonté de cette nation acharnée à sortir du malheur, convaincu, en outre, de la nécessité d'une réconciliation franco-allemande, il décide, dès lors, de favoriser, dans toute la mesure du possible, l'entente entre les deux peuples. Très vite aussi - et il aura la loyauté de l'avouer sans fard à André Harris et Alain de Sédiry (1) - il partage l'illusion de nombreux intellectuels qui s'obstinent à voir dans le Reich un modèle susceptible de régénérer les vieilles nations occidentales. Peu à peu se forge ainsi dans son esprit l'image fallacieuse d'une Allemagne complètement mythique. Cette erreur le conduira d'abord dans les rangs du P.P.F. et au comité France-Allemagne. Après 1940, elle

l'entraînera, hélas ! beaucoup plus loin encore.

Fait prisonnier vingt-quatre heures après l'armistice, Benoist-Méchin est libéré le 15 août. Tout de suite, il gagne Vichy, où sa connaissance des questions allemandes est si appréciée qu'il est nommé chef de la délégation diplomatique des prisonniers de guerre à Berlin. En février 1941, il entre dans le cabinet Darlan en qualité de secrétaire d'Etat, chargé des rapports franco-allemands. Il restera à ce poste - avec une courte interruption en juin-juillet 1941 lors de sa mission diplomatique à Ankara - jusqu'en septembre 1942, et à ce titre jouera un rôle important dans les négociations avec Hitler en mai 1941. Vis-à-vis du vainqueur son attitude - au moins le mérite de n'être pas ambiguë. « Un pays vaincu, écrit-il, le 17 novembre 1941, peut prendre trois positions : contre son vainqueur, pour son vainqueur, avec son vainqueur. Je suis partisan de la troisième formule. » Tragique, cette option l'entraînera, on le sait, à prendre la présidence de la légion tricolore de 1941 à 1942.

Cette conduite durant l'occupation, il va la payer chèrement après la guerre. Arrêté à la libération il est condamné à mort en 1947, mais le président Auriol le gracie finalement et commue sa peine en travaux forcés à perpétuité. Bénéficiant de diverses réductions de peine, il sera mis en liberté conditionnelle en 1954. Cette longue solitude, le détenu ne la gaspille pas. Il en profite au contraire pour se donner entièrement à son œuvre. Une œuvre qui, notons-le, prend alors une direction nouvelle puisque dans sa cellule Jacques Benoist-Méchin a eu la prescience de ce qui allait arriver vingt ans plus tard, c'est-à-dire le réveil de l'Allemagne. Dès 1954, Albin Michel publie son livre sur Mustafa Kemal, le fondateur de la Turquie moderne, et en 1957 - un an après la sortie des Solzhenitsyne qui ébranlèrent l'Occident (2) - paraît sa biographie d'Ibn Séoud : un grand livre d'histoire, sérieux, bourré de références, mais traversé par un souffle puissant. D'emblée les succès est foudroyant : à sa sortie de prison, l'auteur est unanimement considéré comme l'un des meilleurs spécialistes du monde arabe.

Désormais, Jacques Benoist-Méchin s'attache à défendre la cause qui lui est maintenant chère : la naissance en Occident d'un fort courant de sympathie à l'égard des peuples musulmans. En 1957, à la demande de Jean Prouvost, il assure pour Paris-Match un grand reportage au Proche-Orient. A Beyrouth et Amman et à Damas, il observe lucidement la montée de ces nations encore sous-développées, mais riches à ses yeux d'un avenir prometteur. Partout, aussi, il a des entretiens avec les dirigeants, (on en trouve la relation dans un Printemps arabe, Albin Michel 1959), nous des rapports confiants avec beaucoup d'entre eux et notamment avec Nasser. Quelques mois plus tard, ces

contacts se révèlent précieux, car, en l'absence de relations diplomatiques entre Paris et Le Caire, c'est à l'ancien ministre de Vichy - qu'il sait favorable à l'indépendance de l'Algérie - que le Rais demande d'intervenir auprès de de Gaulle afin que soit mis un terme à la tuerie qui se prolonge de l'autre côté de la Méditerranée. Transmis par Maurice Schumann, le message n'aura pas de suites immédiates, mais il aura tout de même permis l'ouverture d'un dialogue. Par la suite, le gouvernement français consultera souvent encore l'historien dont il connaît les liens privilégiés tant avec les souverains saoudiens et marocains qu'avec le colonel Kadhafi ou le président Boumedienne.

Ce rapprochement avec l'Islam, J. Benoist-Méchin tentera également de le faire progresser en l'illustrant à travers une vaste fresque, le rêve le plus long de l'histoire, qui évoque de manière fulgurante sept grandes figures historiques hautes par le projet d'une fusion de l'Orient et de l'Occident. Ressuscitant Alexandre le Grand, Cléopâtre, Julien l'Apostat, Bonaparte en Egypte, Lyauté, Lawrence d'Arabie, le série compte au moins un chef-d'œuvre : ce Frédéric de Hohenzollern (3) qu'André Zysberg saluait dans le Monde du 24 octobre 1980 comme une « biographie magistrale ».

Talentueux et séduisant l'homme qui vient de disparaître était aussi des plus énigmatiques et l'on se demandera sans doute longtemps pourquoi ce pur intellectuel, amoureux des jardins (4) et de la musique se jeta un jour dans l'action pour y jouer un rôle qui, à l'évidence, ne lui convenait guère. Était-il un joueur ? Probablement pas. Sa sincérité était totale. Son courage et sa dignité les plus résolus. Peut-être en fin de compte fut-il victime de son tempérament à la fois dialecticien et romantique qui le poussait à aller jusqu'au bout de ses idées. Refusant de se renier, Jacques Benoist-Méchin laissait pourtant fréquemment transparaître, à la fin de son existence, sa hantise d'avoir manqué son rendez-vous avec le destin. En veine de confiance, il lui arrivait même d'avouer que le regret de sa vie était de n'avoir pas lancé l'appel du 18 juin. Avec le temps, son jugement sur le chef de la France libre s'était adouci et il n'était certainement plus très loin de lui vouer une secrète admiration. Il est possible que l'on trouve trace de ce sentiment dans les nombreux volumes de mémoires qu'il laisse et qui nous aideront - espérons-le - à percer son mystère.

ERIC ROUSSEL.

- (1) Cf. Qui n'est pas de droite ? Le Seuil 1978.
- (2) Ce récit du drame de printemps 1940 a été réédité par La Font (collection « Bouquins »).
- (3) Librairie académique Perrin (comme toute la série).
- (4) Il leur avait consacré un beau livre : l'homme et ses jardins (A. Michel).

AFFAIRES extraordinaires!

5 DERNIERS JOURS

Samedi 26, Lundi 28 février
Mardi 1^{er}, Mercredi 2, Jeudi 3 mars

des Soldes

dans les magasins FOURRURES DU NORD

115, 117, 119, rue La Fayette PARIS 10^e
PRES GARE DU NORD
100, av. Paul-Doumer PARIS 16^e m^e Muette
(ANGLE RUE DE LA POMPE)

MANTEAUX		SOLDÉS
Rat d'Amérique	8.250F	6 350 F
Murmel	4.350F	3 450 F
Belette	6.450F	5 250 F
Marmotte Canada	15.650F	11 850 F
Zorinos	6.750F	4 850 F
Castor rasé	11.750F	8 250 F
Mouton doré	5.850F	4 350 F
Renard bleu	11.850F	8 750 F
Astrakan pleines peaux	5.450F	4 250 F
Chevrette	3.650F	2 850 F
Lapin façon Castor	2.450F	1 850 F
Ragondin	8.750F	6 850 F
Kid gris	3.850F	2 750 F
Pahmi	6.850F	5 350 F
Patte Astrakan col agneau Toscane	2.850F	1 750 F
Vison dark	14.850F	11 450 F
Vison dark allongé	18.350F	14 250 F
Vison ranch	20.250F	15 650 F
Vison pastel	22.350F	17 250 F
VESTES		
Vison dark	10.850F	8 450 F
Lapin de Chine	480F	370 F
Chevrette	2.350F	1 650 F
Mouton doré	3.650F	2 450 F
Murmel	3.250F	2 650 F
Renard roux	10.500F	7 850 F
Chacal	2.350F	1 950 F
Chat d'Asie	1.650F	1 250 F
Ragondin	5.450F	3 950 F
Agneau Toscane	1.850F	1 350 F
Renard lustré noir	4.350F	3 250 F
Chevrette marron	1.650F	1 250 F
Vison dark mille raies	8.650F	6 850 F
Queue de Vison	4.850F	3 450 F
Agneau Béarn	1.250F	980 F
PELISSES		
Intérieur Lapin morceaux	1.850F	1 350 F
Intérieur flancs de Marmotte	2.650F	1 850 F

CREDIT GRATUIT 12 MOIS

FOURRURES DU NORD

115, 117, 119, rue La Fayette PARIS 10^e
PRES GARE DU NORD
100, Av. Paul-Doumer PARIS 16^e
ANGLE RUE de la POMPE

Qui, et on peut la gagner!

UROY

SPECIAL MUNICIPALES

POLITIQUE

1983 ÉLECTIONS MUNICIPALES

Les primaires « sauvages » entre P.S. et P.C.

L'accord national signé par MM. Jospin et Marchais le 22 décembre autorisait des primaires entre socialistes et communistes dans dix villes de plus de 30 000 habitants, actuellement gérées par la gauche : Sète (Hérault), Reims (Marne), Dieppe (Seine-Maritime), Chelles (Seine-et-Marne), Poissy et Sartrouville (Yvelines), Athies-Mons (Essonne), Gagny et Serris (Seine-Saint-Denis), Francville (Val-d'Oise). A ce contingent, sont venues s'ajouter douze autres villes, que l'on peut classer en quatre catégories. Dans la plupart d'entre elles, les responsables locaux du parti socialiste ont enfreint les directives de la direction nationale. Il s'agit donc de primaires « sauvages ».

1) Les villes dirigées par l'opposition : Donai et Maubeuge (Nord), Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) et Salon-de-Provence (Bouches-

du-Rhône). Dans ces quatre villes, il s'agit de primaires un peu spécifiques puisque le comité directeur du P.S. les avait autorisées au cas où les négociations entre les deux partis pour former une liste d'union de la gauche n'aboutiraient pas.

2) Les villes à direction communiste : Le Mans (Sarthe) et Montluçon (Allier). Au Mans, M. Jean-Claude Boulard (P.S.), malgré les injonctions répétées de la direction du P.S., persiste à se présenter contre le maire communiste sortant, M. Robert Jarry. Le bureau exécutif du P.S., réuni mercredi 23 février, lui a refusé l'investiture. Même situation à Montluçon où le maire communiste, M. Pierre Goldberg, devra affronter celui qui lui a ravi son siège de député en juin 1981, M. Albert Chabard (P.S.). A Montluçon, la rivalité entre les deux partis est traditionnelle (lire ci-dessous).

3) Les villes où le maire socialiste refuse de s'associer avec les communistes : c'est le cas à Angers (Maine-et-Loire), Laval (Mayenne), Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) et Lens (Pas-de-Calais). A Saint-Malo, le maire socialiste, M. Louis Chapiot, avait été élu en 1977 sur une liste d'union de la gauche. Ce scrutin ayant été annulé, en mai 1978, il se présentait sans les communistes. A Lens, le maire socialiste sortant, M. Deléris, ministre du commerce et de l'artisanat, joue les francs-tireurs : M. Gaston Defferre n'a-t-il pas lui-même expliqué qu'il ne pouvait pas s'associer au gouvernement avec les communistes et refuser de le faire à la mairie de Marseille ?

4) Les cas particuliers : Nîmes (Gard) et Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Dans la première ville, une liste d'union s'est constituée avec le maire communiste sortant, M. Emile Jourdan, et

Mme Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat chargée de la famille. Une liste composée de socialistes dissidents se présente également avec, à sa tête, le premier adjoint au maire. A Aix, la situation est semblable : une liste d'union P.S.-P.C. et une liste socialiste dissidente conduites par M. Jean-Pierre Rozas.

A noter que, dans la plupart des cas d'actes d'indiscipline, le parti socialiste attend les résultats du premier tour du second tour, avant d'engager des procédures d'exclusion. A Nîmes cependant, cette procédure est en cours.

L. Z.

NÎMES : les socialistes tentent de minimiser leur dissidence

Nîmes. — Officiellement, il ne reste aucune séquelle des négociations entre le parti socialiste et le parti communiste en vue de constituer la liste d'union de la gauche. Les responsables nîmois du P.S. et du P.C. semblent avoir la mémoire courte... Les négociations furent, en effet, longues et épuisantes, lors des discussions qui ont précédé l'accord national entre les deux partis, le cas de Nîmes a bel et bien constitué l'un des principaux points de divergence. Mais, selon les mêmes sources, tout cela est de l'histoire ancienne. La bataille municipale se résumera — à un classique affrontement droite-gauche.

Dans la majorité, comme dans l'opposition, c'est en tout cas le « message » que l'on s'efforce de faire passer. A droite, le R.P.R. et l'U.D.F. se sont mis d'accord pour confier la tête de leur liste à une personnalité « apolitique », M. Jean Bousquet, P.-D.G. des établissements Cacharel. A gauche, la liste d'union est conduite par le maire communiste sortant, M. Emile Jourdan, député du Gard. A ses côtés, représentant le parti socialiste, Mme Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat chargée de la famille.

Bien sûr, il y a deux autres listes, mais l'une n'a pas de tête, l'autre n'est constituée à l'initiative d'une personnalité locale un peu fantasiste, M. Bernard-Simon Domb, plus connu sous son nom de torero, Simon Casas. Ce serait aussi par esprit de vengeance que M. Casas a décidé de présenter une liste : la municipalité n'a pas renouvelé à sa société la concession de la direction des arènes. Bref, deux « petites listes de diversion », des « épiphénomènes ». Voilà pour la thèse officielle.

La réalité est sans doute moins simpliste. Se fondant sur la progression du parti socialiste lors des derniers scrutins (élections présidentielles, législatives et cantonales), le P.S. revendiquait pour Mme Dufoux, la direction de la liste de gauche. En novembre dernier, le secrétaire d'Etat déclarait : « Si les communistes refusent de céder sur la tête de liste, le P.S. en tirera toutes les conséquences ». En effet, le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a su trouver des arguments pour convaincre la candidate socialiste de renoncer. En substance : des primaires entre un membre du gouvernement et un maire sortant communiste donneraient une piètre image de l'unité de la gauche et comporteraient trop de risques. En fait, il s'agissait de ne pas se priver de la prime au maire sortant. Battu sur la tête de liste, le P.S. souhaitait au moins s'octroyer le poste de premier adjoint. Là encore,

une telle situation aurait représenté un accord de taille à l'accord national conclu entre les deux partis. De plus, M. Mitterrand lui-même a souhaité que, d'une façon générale, le maire et le premier adjoint aient la même étiquette politique ; pour des raisons de cohérence dans la gestion municipale (à Béziers, pourtant, depuis 1977, le maire est communiste et le premier adjoint socialiste), le premier adjoint, à Nîmes, sera donc communiste, même si, de façon un peu artificielle, Mme Dufoux figure en seconde position sur la liste.

Les socialistes affirment, toutefois, leur satisfaction en mettant en avant la parité obtenue en matière de sièges (24 pour le P.C., 24 pour le P.S.) et de postes d'adjoints (8 pour le P.C., 8 pour le P.S.), ainsi que la répartition équilibrée des délégations. Bref, selon M. Jean-François Meyer, secrétaire fédéral du P.C.F., il s'agit d'un « bon accord ». Un accord « honorable », précise Mme Dufoux, pour qui l'important est que le P.C. reconnaisse ainsi que les deux partis sont « à égalité sur la ville de Nîmes ». « Il n'y a pas de problème nîmois. La situation, à gauche, est excellente », renchérit M. Jean Colençon, secrétaire fédéral du P.S.

« Carrièreisme » ou « manque de démocratie » ?

Un bon accord pour qui ? Pour les communistes, affirme M. Alcon. « Au niveau des délégations, explique-t-il, c'est une catastrophe : celles qui sont les plus porteuses, les plus électoralistes, comme la culture, les travaux publics, les transports en commun, l'enseignement et le sport, sont détenues par le P.C. » Mais le P.S. contrôlera notamment les finances, le personnel communal, l'animation et les affaires sociales.

M. Alain Jourmet, l'un des deux députés socialistes du département (lors des élections législatives de juin 1981, le P.S. a ravi deux des quatre sièges détenus par le P.C.), est également réservé : « Le P.S. aurait dû tenir pour imposer Georgina. Les gens attendaient. C'était le moment. De même pour le poste de premier adjoint : il y avait Béziers. Il y avait Nîmes. La question de savoir si, pour des raisons nationales, le P.S. est passé sous les fourches Caudines du P.C. serait aujourd'hui de peu d'importance si M. Alcon ne l'invoquait pour justifier sa démarche, c'est-à-dire la présentation d'une liste dissidente. M. Joseph Alcon, quels que soient les efforts déployés par les responsables du P.S. et du P.C. pour le marginaliser

et le dévaloriser, est l'actuel premier adjoint du maire. La multiplication des « petites phrases assassines » à son endroit donne à penser que sa dissidence a plus d'importance que ne veulent le reconnaître ceux qui ont tout intérêt à en réduire la portée.

Ainsi, pour M. Colençon, M. Alcon n'a réussi à se hisser au poste qu'il occupe actuellement qu'à l'aide de « manœuvres et de menaces ». « Il sait, ajoute-t-il, que pour faire carrière il faut être à gauche et, à une certaine époque, c'était plus facile de faire carrière au sein du P.S. Il est monté comme ça, par le clientélisme et grâce... au principe de Peter. » (1) M. Alcon affirme qu'il a dénoncé l'accord P.C.-P.S. avant d'avoir eu connaissance des noms qui figureraient, pour le P.S., sur la liste d'union. « Non, après ! » assurent avec une belle unanimité MM. Colençon, Meyer, Jourmet, Jourmet et Mme Dufoux. Pour eux, il est clair que le premier adjoint « n'a pas dégrisé » d'être évincé de la liste. M. Colençon assure que le questionnement des militants des sections socialistes de Nîmes étaient favorables à cette élection. Les raisons n'en sont pas très claires. On reproche, semble-t-il, à M. Alcon, outre un souci de carrière, le fait qu'il se soit montré trop compréhensif, tout au long de son mandat, à l'égard des communistes. Paradoxalement, M. Alcon justifie son initiative en mettant en cause « le manque de démocratie à l'intérieur du P.S. » (la liste a été largement convenue par Mme Dufoux et M. Colençon) et en ajoutant : « On en a assez de voter pour un communiste ! ». M. Jourmet avance une explication : « Le P.C. aurait donné un peu plus de responsabilité à M. Alcon depuis un an pour le « mouiller » et le « virer après ». Le député socialiste conteste cette décision : « Je pense que les communistes ont réussi un bon coup : ils vont voir arriver au conseil municipal des adjoints socialistes qui n'auront aucune expérience municipale ».

Sur dix-neuf conseillers socialistes sortants, six seulement sont reconduits dans la liste d'union. M. Alcon, pour sa part, a recueilli trois autres sortants sur la sienna. Comme pour le premier adjoint, une procédure d'exclusion du P.S. est en cours pour ces derniers. Si, par hypothèse, la liste socialiste dissidente atteint la barre des 5 % des suffrages exprimés au premier tour, que peut-il se passer ? Le P.C. estime que ce serait aux socialistes, s'ils le souhaitent, de négocier avec M. Alcon entre les deux tours. Pas du tout, répondent Mme Dufoux et M. Colençon, c'est le P.C. qui est tête de liste, c'est donc lui qui doit discuter, ce n'est pas notre problème. M. Alcon adresse d'ores et déjà une mise en garde : « Si certains socialistes irresponsables ne veulent pas négocier,

ils mesurent leurs risques. » Un silence, et puis : « A moins qu'ils veulent que la liste Jourdan ne passe pas, pour nous en rejeter la responsabilité ».

L'« affaire Alcon » pourrait se résumer à une querelle d'homme à homme, depuis plusieurs années, les socialistes du Gard n'avaient pas fait la preuve de leurs dissensions, à plusieurs niveaux. Il y a d'abord le cas du président du conseil général, M. Gilbert Baumet, exclu du parti socialiste, coupable, selon M. Colençon, d'avoir « été une certaine époque, navigué dans les eaux de l'U.D.F. », et soupçonné d'avoir utilisé ses fonctions pour des interventions personnelles. En outre M. Baumet paie sans doute le soutien accordé à M. Rocard dans la pré-campagne présidentielle. Les élus socialistes au conseil général n'étaient pas, dans leur majorité, favorables à cette exclusion. Depuis longtemps également, les relations entre la fédération et les élus socialistes sont mauvaises. La fédération du Gard s'est considérablement renforcée et, selon certains élus, elle est composée de « saboteurs », qui n'ont aucune expérience de la vie politique et à qui on donne des postes de responsabilité. Une querelle des anciens et des modernes ? Peut-être. On peut simplement remarquer que M. Alcon, ancien « conventionnel », a joué, comme M. Baumet, un proche de Georges Dayan. Peut-être, en effet, M. Alcon et ses amis « se suicident-ils collectivement », selon l'expression de M. Jourmet. Il n'en reste pas moins que les difficultés internes du P.S. dans le Gard dépassent le cas Alcon.

La situation de la gauche se complique encore par la présence de la liste de M. Simon Casas, dont M. Jourmet reconnaît qu'elle peut « nuire » sur l'élection de gauche. Le « Coluche de Nîmes », selon M. Meyer, revendique son appartenance à la gauche. Au moins deux militants socialistes, reconnus comme tels, figurent sur sa liste. M. Meyer assure que M. Casas, cet « affariste aigri », « roule » pour M. Bousquet, mais le discours original que le « torero » tient à la jeunesse peut avoir un certain impact. Il dispose en outre du soutien des écologistes. Quant à la liste de l'« apolitique » Jean Bousquet, le soutien qu'elle a reçu de MM. Chirac, Pons, Léotard, Méhaignerie, Giscard d'Estaing et de M. Vail, etc., le classe sans ambiguïté sur l'échiquier politique. Les affiches de M. Bousquet, qui se multiplient sur les murs de Nîmes, proclament : « Ouvrier avant d'être patron. La « ficelle » de M. Cacharel » est peut-être un peu grosse.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Principe de Peter. Le professeur Laurence I. Peter publia, en 1970, avec Raymond Hall, un livre intitulé « Principe de Peter. Le personnel suivant y est éliminé ». Dans une littérature, tout employé a tendance à s'élever à son niveau d'incompétence.

MONTLUÇON : des socialistes « marginalisés »

De notre envoyé spécial

Montluçon. — « Chabard, socialiste de droite ! », « Communistes, drôles de cocos ! » : les deux inscriptions se répondent, dans une cabine téléphonique de la poste centrale. La préparation des élections municipales ne se limite pas ici à une guerre de communiqués ni d'affiches.

C'est une tradition aussi ancienne, à Montluçon, que la rivalité entre socialistes et communistes, depuis l'époque où Marx Dormoy (S.F.I.O.), assassiné par des collaborateurs, en 1941, dirigeait la ville avec l'appui des radicaux et de communistes. La lutte qui oppose M. Albert Chabard, député socialiste, au maire communiste, M. Pierre Goldberg, fait remonter, en en inversant les termes, le souvenir de celle qui avait mis aux prises MM. Jean Nègre, le maire socialiste, et M. Henri Védries, député communiste.

Refusant l'union de la gauche, Jean Nègre avait fait alliance avec le centre, au conseil municipal comme au conseil général de l'Allier. Après sa mort, en 1972, son successeur à la mairie, M. Maurice Brun, chrétien de centre gauche, avait battu M. Védries aux élections législatives de mars 1973, mais, lors d'élections partielles, en 1972, deux communistes, M. Goldberg et M. Roger Loury, étaient entrés au conseil municipal. En mars 1977, l'union de la gauche, constituée, derrière le P.C.F., par une nouvelle section socialiste issue du congrès d'Epina, avait porté à la mairie M. Goldberg, qui avait battu M. Brun aux élections législatives, l'année suivante.

« Nos désaccords avec les communistes, au conseil municipal, datent de la fin de 1972 », explique M. François Laplanche, adjoint au maire, secrétaire de la section socialiste. Pionnier de l'union de la gauche à Montluçon, puisqu'il avait figuré sur une liste dirigée par le P.C.F. dès les élections municipales de 1971, M. Laplanche s'estime d'autant plus autorisé à dénoncer la manœuvre d'un « état-major venu de la banlieue parisienne sur tous les leviers de commande de la mairie ».

« Les élus socialistes ont été marginalisés », résume M. Chabard. Pour M. Goldberg, ces critiques relèvent de l'anticommunisme pur et simple. Quant à celles qui visent sa gestion, le maire les résume avec un argument simple : certes, les socialistes se sont abstenus lors du vote sur le budget de 1981 et ils ont voté contre les budgets de 1982 et de 1983, mais sur deux mille cinquante et une délibérations du conseil municipal, mille neuf cent cinquante ont été adoptées à l'unanimité. « Les socialistes ont refusé des budgets, mais voté les crédits », souligne M. Goldberg.

Les socialistes critiquent, aussi, la politique de la mairie vis-à-vis des

industriels. Dans cette ville atterrie, dès le fin des années '50, par le déclin de ses activités économiques traditionnelles et qui, a perdu 6 500 habitants entre 1975 et 1982, l'augmentation de la taxe professionnelle et un certain type d'interventions dans les conflits sociaux ne sont pas la meilleure manière d'attirer les investisseurs, souligne M. Chabard.

Des critiques de ce genre, on en entend, de la part des socialistes, dans bien d'autres municipalités dirigées par le P.C.F. Suffisent-elles à justifier que M. Chabard présente une liste face à celle du maire sortant, contre l'avis de la direction du P.S. — rappelé, le 23 février, par le bureau exécutif — et sans le moindre soutien de la fédération socialiste ? Celle-ci, soumise à forte pression par les communistes, dans ce département où la figure proue du P.C.F. est M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a signé avec la fédération du P.C.F. un accord précisant que la liste du maire sortant, « conformément aux décisions nationales, recevra l'investiture des deux partis ».

« Les socialistes avaient atteint un point de non-retour », estime M. Jean-Claude Mécouraud, conseiller municipal, secrétaire de la section communiste. Sans doute, mais il faut surtout rappeler les élections législatives de juin 1981. M. Chabard, candidat contre M. Goldberg, avait reçu l'appui de M. Brun. Au premier tour, de nombreux électeurs de l'ancien député et maire, et aussi des électeurs de droite, avaient porté leurs suffrages sur des candidats socialistes, pour « sortir Goldberg ».

Elu, M. Chabard était sorti de la mairie sous les huées des communistes. Aujourd'hui, il espère, de la même façon, leur prendre la mairie. Mais, seules de rares voix, quand même fidèles à la ligne d'union de la gauche de son parti, M. Chabard a refusé de prendre sur sa liste des anciens des municipalités Nègre et Brun, et il affirme que les deux listes de gauche devront fusionner au second tour.

C'est sans doute l'origine de l'apparition, à côté de la liste U.D.F.-R.P.R., qui conduit M. Rossi (P.R.), d'une liste « apolitique », conduite par M. Emile Maréchal, général en retraite, mais sur laquelle le R.P.R. a tout de même placé quinze des siens (sur quarante-cinq candidats), afin de faire barrage aux ambitions de M. Rossi. Ce dernier, venu du Puy-de-Dôme voisin — mais soulignant qu'il travaille à Montluçon depuis 1973, — ne désespère pas de régler à son profit les querelles de la gauche et de mettre fin à la domination de celle-ci, qui représenterait jusqu'à maintenant, environ 60 % de l'électorat montluçonais.

PATRICK JARRÉAU.

Dans les Hautes-Pyrénées

M. ABADIE (M.R.G.) AFFIRME QU'IL N'A PAS CHANGÉ DE CAMP

De notre correspondant

Tarbes. — Le comportement de la fédération du M.R.G. des Hautes-Pyrénées, que préside M. François Abadie, secrétaire d'Etat au tourisme, domine la campagne à Tarbes et à Lourdes. Maire sortant de cette ville, M. Abadie, président, le 21 février, une réunion de presse en faveur de M. Jean Duprat (M.R.G.), adjoint au maire sortant de Tarbes et député, a indiqué : « Quelles que soient les attaques dont je suis l'objet (les plus récentes émanant de M. Jacques Blanc, venu fêter à l'aéroport de Lourdes et que je me contenterai de traiter de rescapé d'hôpital psychiatrique (1)), j'affirme très haut que je n'ai pas changé de camp. Et je souhaite que dans beaucoup de villes de France le M.R.G. ait l'image de ses responsables et militants des Hautes-Pyrénées, reste lui-même. » Il a souligné que les radicaux de gauche des Hautes-Pyrénées avaient eu le courage de s'affirmer à l'égard des deux autres partenaires de la gauche, comme autre chose que des porteurs d'eau.

Il a ajouté : « Nous sommes d'ores et déjà des architectes de la situation à Tarbes, et nous exigeons de la coalition P.C.-P.S. de qu'il

nous rejoindra en fonction des résultats du premier tour. (...) Nous proclamons que nous n'avons pas cessé l'union de la gauche, pas plus à Lourdes qu'à Tarbes. Ce sont les propos de farfelus. Le M.R.G. des Hautes-Pyrénées reste dans la majorité et à gauche. A Lourdes, j'ai eu affaire à des gens dont l'incompétence n'a eu d'égal que la bêtise, dans la mesure où ils essaient de parler au nom d'un parti de gouvernement, le P.S., alors que la section de Lourdes comprend dix-huit adhérents. »

Bref, M. René Billières, adjoint M.R.G., ancien ministre, a estimé que « les municipalités, une politique économique et sociale adaptée aux possibilités réelles de notre pays doivent être mises en œuvre, comme l'ont suggéré Edmond Maire et Michel Rocard. »

C'est là dessus, a-t-il ajouté, que nous nous séparons de la droite tout en restant à gauche. La gauche doit maintenant devenir rigoureuse. »

GILBERT DUPONT.

(1) M. Jacques Blanc, ancien secrétaire général du P.R., avait notamment déclaré le 10 février : « M. Abadie est un pseudo-secrétaire d'Etat (...) qui a détourné le tourisme français. »

D'une ville à l'autre

ISÈRE

GRENOBLE. — M. Alain Carignon (R.P.R.), tête de liste de l'opposition, a mis un terme à la campagne téléphonique qu'il avait engagée le 18 janvier. Des « hôtesse » diffusaient un message enregistré du candidat puis recueillaient les avis de leurs correspondants ; ces avis étaient ensuite inscrits sur une fiche qui mentionnait également l'intention de vote de la personne « sondée » (le Monde du 19 février). La Ligue des droits de l'homme, qui a recueilli un témoignage d'une « téléphoniste », a demandé à la commission nationale informatique et libertés l'ouverture d'une enquête. Selon la Ligue, la loi du 6 février 1978, relative à l'informatique, n'a pas été respectée. Ses articles 25 et 26 indiquent, en effet, que « la collecte des données, opérée par tout moyen frauduleux, déloyal ou illicite est interdite », et que « toute personne a le droit de s'opposer, pour des raisons légitimes, à ce que des informations nominatives la concernant fassent l'objet d'un traitement ».

Le candidat R.P.R. et ses collaborateurs estiment qu'il y a « manœuvre électorale et politique » de la part du parti socialiste, et ils s'étonnent d'une telle « campagne » faite à propos d'une technique de marketing qui ne constitue, à leurs yeux, que du « porte à porte moderne ».

Morbihan

Vannes. — Mgr Bousard, évêque de Vannes, a déposé, jeudi 24 février, la présence d'une religieuse, Sœur Yvonne Le Ray, sur la liste du P.C.

Val-de-Marne

SAINT-MAUR. — Les deux équipes d'opposition qui se présentent contre M. Jean-Louis Beaumont, maire sortant, ancien député non-inscrit, sont parvenues à s'entendre (le Monde du 11 février). Leur liste sera menée par M. Jacques Martin, secrétaire fédéral du R.P.R. M. René Bousquet, adjoint au maire sera en deuxième position devant deux autres conseillers sortants. M. Beaumont, bénéficiaire du soutien de l'U.D.F.

Val-d'Oise

CERGY-PONTOISE. — Contrairement à ce qu'une impression pouvait laisser apparaître à la lecture de l'article que nous avons consacré à la situation de cette ville nouvelle dans le Monde du 22 février, les socialistes ne sont pas divisés sur la forme de coopération qu'ils souhaitent pour les quinze communes de Cergy-Pontoise. La section socialiste d'Eragny, et son candidat à la mairie, M. Jean-Pierre Dacheux, se sont ralliés, en effet, au choix effectué par la majorité des militants P.S. de la ville nouvelle, celui d'une « communauté d'agglomération nouvelle » dont les délégués seront élus au suffrage universel.

Aussi « le désaccord à gauche », dont espère profiter M. Christian Gourmelet (U.D.F.), président actuel du Syndicat communal, oppose-t-il le P.S. au P.C. qui, lui, est partisan, comme la droite, d'un « syndicat d'agglomération nouvelle » dont les conseillers seraient désignés par les conseils municipaux des communes concernées.

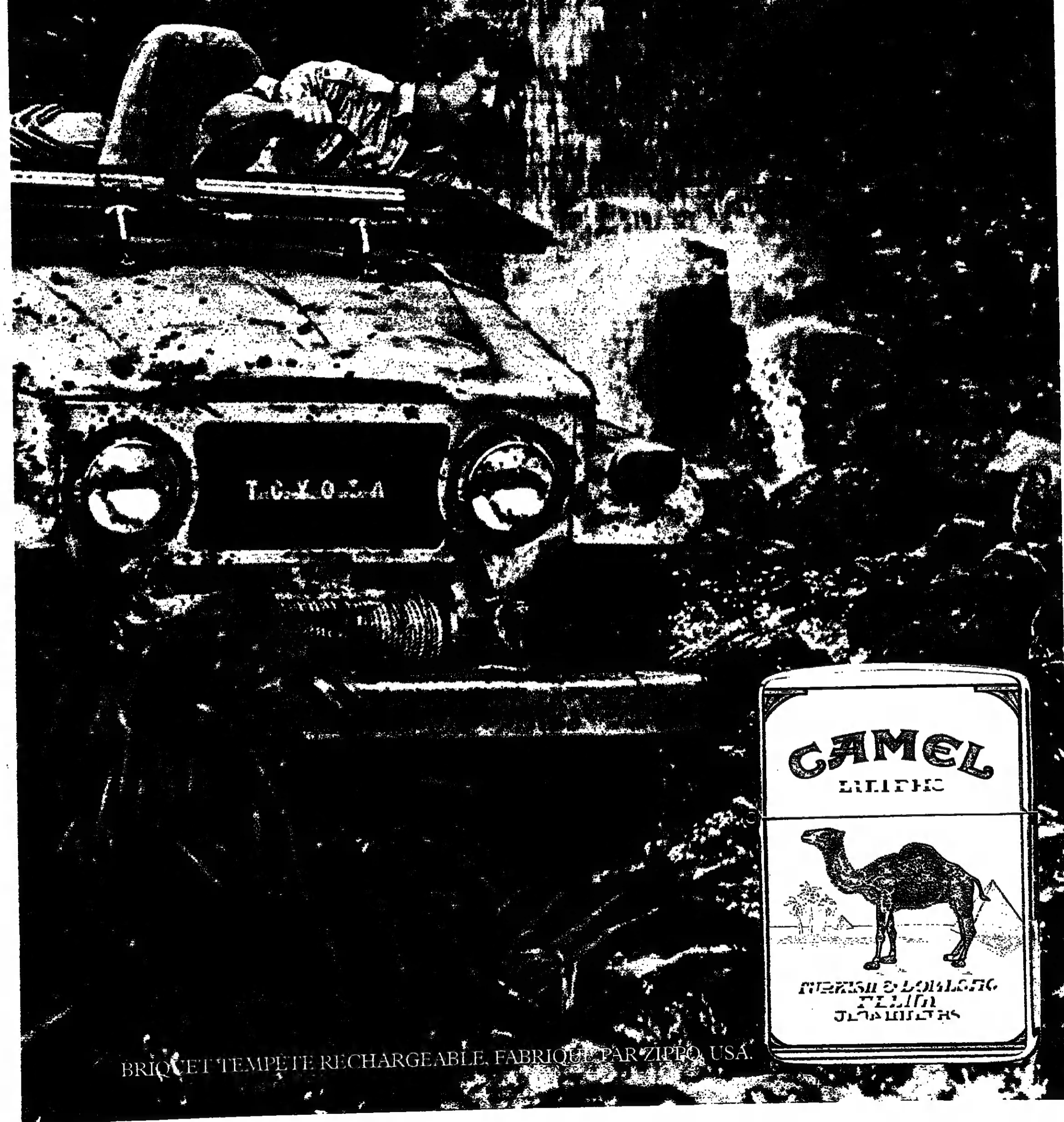
1983

P.S. et P.C.

CAMEL

BRIQUETS

HOMSY DELATOSSE & ASSOCIÉS



BRIQUET TEMPETE RECHARGEABLE, FABRIQUE PAR ZIPPO, U.S.A.

MÉDECINE

Le mouvement de protestation des médecins hospitaliers

Une diversité d'expressions

La troisième grève des médecins hospitaliers déclenchée depuis le début du septennat contre les projets de réforme engagés par M. Jack Ralite, ministre de la santé, a été inégalement suivie selon les régions et les types d'établissements et la protestation s'est diversifiée. Le ministère de la santé avait adressé à l'ensemble des autorités sanitaires, à Paris et dans les départements, des consignes dans lesquelles il leur demandait notamment « par catégorie de médecins (hospitalo-universitaires, temps plein et temps partiel), le nombre des grévistes et le pourcentage représenté par rapport à l'effectif de ces catégories ».

Conformément à ces consignes, les directeurs d'établissements ont tenté d'établir des « pointages » téléphoniques pour savoir qui faisait grève dans les services. Mais les résultats obtenus ont été approximatifs.

Ainsi, les taux relevés officiellement par l'Assistance publique de Paris (12,5 % de grévistes parmi les hospitalo-universitaires, 3,5 % parmi les mono-appartenants, 11 % des internes) à partir des déclarations des intéressés, ne reflètent-ils qu'une estimation, et vraisemblablement une sous-évaluation.

En province, nous signalons nos correspondants, le mouvement a été fortement suivi à

Marseille (quelque 80 à 95 % de grévistes), ainsi que dans l'ensemble du Sud-Est (à l'exception de Nice) et de la région Midi-Pyrénées, notamment à Toulouse. Dans le nord Pas-de-Calais, 60 à 65 % des médecins ont suivi le mouvement, mais 80 % à 85 % au C.H.U. de Lille ; 80 % des hôpitaux psychiatriques se sont associés à la grève.

Dans d'autres zones (le Centre, l'Est et la région lyonnaise) le mouvement a été moins suivi, souvent entre 60 et 30 %. D'une manière générale, un certain nombre de praticiens désalent se considèrent comme grévistes tout en assurant une présence effective dans leur service.

A Paris : du colbertisme !

« Du colbertisme. C'est du colbertisme inadapté », dit, à propos des réformes engagées par le gouvernement dans les hôpitaux, le professeur Marian Apfelbaum (hôpital Bichat, Paris). « Une frénésie de réformes centralisatrices, massives, précipitées, dans un domaine complexe, mouvant, diversifié. L'effet, pour autant, cesser le travail ? » « Je n'aime pas du tout l'idée que les médecins fassent grève, ajoute le professeur Apfelbaum. Mais j'adhère à la protestation sur la fond : j'assume mes obligations, mais je ne signe pas les papiers administratifs et je me fais porter gréviste par écrit. »

Une telle position est certainement représentative de celles qu'expriment, le 24 février, de nombreux médecins hospitaliers : une aversion pour la grève et, dans le même temps, une protestation de fond contre le rythme des réformes engagées par le ministère de la santé. En 1982, ajoute le professeur Apfelbaum, « j'ai eu droit à une réforme massive sur mes trois activités : enseignement, recherche, exercice hospitalier, le tout devant être achevé en 1983... Il va de soi que les structures hospitalières ont vieilli, qu'elles doivent être modernisées, éventuellement « départementalisées », mais en cinq ans, en dix ans, pas en un an ». Quant à la réforme des statuts des médecins hospitaliers, réforme « menée de manière centralisée et uniforme — alors qu'il y faudrait une réflexion lente et partielle, — c'est une démarche totalement dépassée. C'est un corps qu'il faudrait au contraire maintenir disparate pour lui permettre de faire face à la diversité des situations ».

La suppression du secteur privé, enfin, « ne me scandalise pas dans son principe, ajoute le professeur Apfelbaum. Mais dans la pratique il faut voir à quoi elle va aboutir : au marché noir, il existera toujours une catégorie sociale riche et puissante, des médecins réputés, à tort ou à raison, et ces deux catégories continueront à se rencontrer ». En bref, conclut le professeur Apfelbaum, « ce qui se voudrait, c'est que le ministre de tutelle arrête de nous inventer des réformes d'application immédiate et qu'on commence à parceliser dans le temps et dans l'espace celles qui ont été déjà en théorie adoptées ».

Un tout autre point de vue s'exprime à un autre étage du même hôpital : « Les propositions actuelles sur le statut des médecins hospitaliers et sur la « départementalisation », dit le professeur Marcel Kahn, vont dans le sens que j'ai toujours souhaité. La définition d'un statut unique permettra de supprimer les fétidités locales, les rentes de situation, et de réduire les pressions politiques multiples qui président aux nominations hospitalières ».

Les fruits du cake

La « départementalisation » ? « Comme je le dis depuis de nombreuses années, rappelle le professeur Kahn, la structure par services est périmée, inefficace, elle pérennise la parcellisation des tâches, le morcellement des centres d'intérêt la juxtaposition d'empires ». Le rythme des réformes est-il trop rapide ? « Même les réformes partielles qu'avait tenté d'engager M. Jacques Barrot pour moraliser l'hôpital avaient suscité un tel tollé qu'elles n'avaient pu recevoir fût-ce un début d'application ».

Le professeur Kahn ajoute que, « sous les oripeaux de la défense du malade et de la médecine française, il

ne s'agit que d'un combat pour des intérêts et des privilèges. Le centre de l'affaire, ce sont les fruits du cake ».

« Je désapprouve formellement, conclut-il, le principe même de la grève des soins. » Selon lui, « de tels mouvements n'ont jamais été que des grèves de droite, qu'il s'agisse de la Belgique, du Canada ou du Chili ».

A La Pitié-Salpêtrière, les professeurs Raymond Roy-Camille et Gérard Saillant observent strictement, quant à eux, le mouvement de grève. Tous deux chirurgiens-orthopédistes, traumatologues, ils ont pris en charge ce matin les cas urgents. « L'enjeu de notre mouvement, disent-ils, n'est autre que d'enrayer la dégradation de la médecine française », une dégradation qu'ils estiment « immédiate » et qu'ils jugent consécutive à l'ensemble des réformes actuellement engagées. C'est pourquoi ils se sont mis en grève, bien plus que pour protester contre le projet particulier de la réforme des statuts.

Il faut prévenir les Français, disent-ils en substance, que les choix essentiels, y compris en thérapeutique, sont de moins en moins faits par des médecins et de plus en plus par des financiers qui imposent des choix économiques, malgré la bonne volonté de nombre d'administrateurs. Il faut les prévenir que la disparition des services tue, ajoutent-ils, la notion de chef d'équipe, de responsable, et que l'enthousiasme des jeunes médecins est découragé dans l'œuf. « La réforme hospitalière va casser le système. Ce qui se passe est une transformation vers un système à l'anglaise, vers la fonctionnarisation des médecins, d'abord à l'hôpital, puis en ville. » Sur le plan universitaire, le gouvernement « fait disparaître la spécificité des U.E.R. (unités d'enseignement et de recherches) de médecine. Les décisions seront prises pour nos disciplines par des quantités de non-médecins ». Mais le gouvernement se défend de l'œuf. « La réforme hospitalière va casser le système. Ce qui se passe est une transformation vers un système à l'anglaise, vers la fonctionnarisation des médecins, d'abord à l'hôpital, puis en ville. » Sur le plan universitaire, le gouvernement « fait disparaître la spécificité des U.E.R. (unités d'enseignement et de recherches) de médecine. Les décisions seront prises pour nos disciplines par des quantités de non-médecins ». Mais le gouvernement se défend de l'œuf. « La réforme hospitalière va casser le système. Ce qui se passe est une transformation vers un système à l'anglaise, vers la fonctionnarisation des médecins, d'abord à l'hôpital, puis en ville. » Sur le plan universitaire, le gouvernement « fait disparaître la spécificité des U.E.R. (unités d'enseignement et de recherches) de médecine. Les décisions seront prises pour nos disciplines par des quantités de non-médecins ». Mais le gouvernement se défend de l'œuf.

CLAIRE BRISSSET.

Château-Renaud : une ambiance différente

De notre envoyé spécial

Château-Renaud. — Dix heures. « Un rectum en deux heures, pas mal, non ? » Sortant du bloc opératoire, le docteur Jean Delaneau s'installe à son bureau et, sans quitter sa blouse de chirurgien, rallume aussitôt un gros cigare déjà entamé. La grève ? L'ancien secrétaire national pour la santé du P.R. et de l'U.D.F., d'autre part maire de Château-Renaud (Indre-et-Loire), « n'a pas le temps de la faire », pas plus que ses confrères, six « temps plein », et cinq « temps partiel ».

Dans ce centre hospitalier d'une capacité de trois cent cinquante lits et qui emploie trois cent dix personnes, « il règne, explique le docteur Delaneau, une ambiance différente. Et puis les gens que j'opère, je les croise dans la rue, il ne comprendraient pas que je fasse grève ».

Le docteur Claude Mercet, chef du service de médecine interne et président de la commission médicale consultative, a la même attitude. Il estime que la notion même de grève est incompatible avec la profession médicale et éprouve une certaine gêne à réclamer l'amélioration de sa retraite, « cette corvée syndicale », pendant que certains « n'ont pas même le minimum vital ».

Menaces

Le centre hospitalier de Château-Renaud n'est-il donc qu'un bastion de médecins « à part », antisyndicalistes convaincus ou praticiens des cibles acceptant sans sourcilier tous les projets ministériels les concernant ? Ambiance différente à en croire. Si contestation il y a, elle ne prend pas les voies imposées par les dirigeants du syndicalisme hospitalier. Le départementalisation, par exemple, « nous l'avons mise en place quinze ans, nous explique le docteur Delaneau ; si chacun a conservé son service, ces derniers n'ont pas de limites bien précises. Entre la gynécologie, la médecine et la chirurgie, nous travaillons en commun. Aussi, ne voyons-nous pas ce que pourraient nous apporter dans ce domaine les projets ministériels ».

La suppression du secteur privé ? Il avait disparu à Château-Renaud

avant que M. Ralite ne s'en préoccupe. Si l'inquiétude ou le mécontentement règnent, c'est pour d'autres raisons ; en dépit de tous les propos ministériels sur la revalorisation nécessaire de l'hôpital général, on constate des menaces qui se précisent : construction bloquée de la nouvelle maternité, refus de toute création de personnel pour l'année 1983, « en dépit des demandes raisonnables ». Ou encore les relations difficiles avec le grand centre hospitalier universitaire (C.H.U.) voisin de Tours. « Il me faut quatre mois, explique le docteur Mercet, pour obtenir un examen scanner en externe à Tours, alors que si je fais hospitaliser le malade dans le service de neurologie du C.H.U., l'examen peut être pratiqué dès le lendemain. Autre cause de mécontentement : la « pseudo-concertation » mise en place par le ministère ou le surcroît de travail que constituent les nouvelles statistiques à fournir au ministère.

Dans le principe, le docteur Delaneau n'est pas opposé au projet actuel sur l'amélioration du statut des médecins hospitaliers. « J'avais précédé le même dossier auprès de M. Jacques Barrot quand il était ministre de la santé et de la sécurité sociale. Il y a des anomalies indiscutables dans le déroulement de nos carrières. En ce qui me concerne, par exemple, je touche le même salaire depuis six ans et je resterai au même échelon jusqu'à ma retraite, dans dix ou quinze ans. Si l'hôpital changeait de groupe, pour le même travail je toucherais 5 000 francs supplémentaires. » Pour ce qui concerne les projets d'enveloppe budgétaire globale, on est prêt à Château-Renaud à tenter le pari. « A condition d'être totalement libre de réaliser une expérience autogestionnaire ».

Il est 11 heures. Le docteur Delaneau quitte l'hôpital. Président du conseil régional, il a rendez-vous avec M. Jean Royer, maire de Tours. « On n'a pas, dit-il, à m'imposer d'horaires. J'estime devoir une prestation globale et assurer les soins aux gens qui se présentent, quels que soient le jour et l'heure ».

JEAN-YVES NAU.

Les tarifs des avortements sont publiés

Après les avoir promis, annoncés et réannoncés, le gouvernement a commencé à publier les textes d'application de la loi qui prévoit la justification de l'interruption volontaire de grossesse. Quand tous ces textes auront été publiés, les circulaires et directives envoyées, le remboursement pourra devenir effectif, dès le 1^{er} mars. Après beaucoup de discussions et de tergiversations, les ministères des droits de la femme, des affaires sociales et de la santé se sont mis d'accord sur un remboursement forfaitaire. Le coût total de cette réforme est évalué à 200 millions de francs.

Deux barèmes ont été établis, l'un pour le privé, l'autre pour le public. Ils sont publiés par le Bulletin officiel des services et des prix du 23 février.

Dans les établissements publics, le forfait recouvre l'I.V.G., les frais d'hospitalisation, l'accueil et la prise en charge, l'information sur la contraception et les analyses obligatoires préalables. Le forfait sans anesthésie pour une hospitalisation inférieure ou égale à douze heures est fixé à 762,50 francs ; entre douze et vingt-quatre heures, à 912,50 francs. Avec anesthésie, pour une hospitalisation inférieure ou égale à douze heures : 1 031,25 francs ; pour une durée de

douze à vingt-quatre heures : 1 181,25 francs. Pour les assurés sociaux, il leur suffira de présenter, lors de leur hospitalisation, une justification de leur affiliation à la Sécurité sociale et les trois derniers bulletins de salaire. L'hôpital leur donnera une fiche de la Sécurité sociale pour se faire éventuellement rembourser le ticket modérateur par leur mutuelle ; la clinique fournira également une feuille de la Sécurité sociale pour le remboursement.

Dans les établissements privés, on distingue les cas où les analyses préalables ont été faites sur place et ceux où elles ont été pratiquées dans un autre établissement. L'arrêté relatif au prix des soins et à l'hospitalisation afférente à l'I.V.G. fixe « les prix limites des investigations biologiques, des soins et de l'hospitalisation afférents à l'I.V.G. pratiquée dans les établissements d'hospitalisation privée (...), dans les cliniques ouvertes des établissements d'hospitalisation publique, dans les hôpitaux locaux et à l'occasion de l'activité de clientèle privée des médecins à temps plein des établissements d'hospitalisation publics ».

Les tarifs, T.V.A. comprise au taux de 18,6 %, sont de 749,46 F pour une I.V.G. sans anesthésie et pour une durée de séjour égale ou inférieure à douze heures, sans examens préalables ; de 829,46 F avec examens. Entre douze et vingt-quatre heures d'hospitalisation sans examens, 927,36 F ; avec examens, 1 007,36 F.

Avec anesthésie, ils passent pour un séjour de douze heures à 1 098,21 F et entre douze et vingt-quatre heures à 1 276,11 F. Les assurés sociaux du régime général ne paieront que le ticket modérateur, égal à 20 %.

SPORTS

La Peugeot 205 turbo 16 de rallye est née

Peugeot-Talbot Sport a, son siège, mercredi 23 février, à son 15^e, le voile sur la 205 turbo 16 à quatre roues motrices, qui sera engagée à partir de 1984 dans le championnat du monde des rallyes.

Champion du monde des rallyes en 1981, Talbot avait largement mis entre parenthèses les compétitions sur route dans son programme 1982. Renault avait fait un choix identique en privilégiant la formule 1. Choix qu'il a de nouveau confirmé cette année. Talbot a rompu en 1982 avec le constructeur de Vichy, Ligier, mais travaillait déjà depuis quelques mois sur la construction d'une voiture de rallye dotée de quatre roues motrices et d'un moteur de 1 175 cm³ turbo-compressé, placé en position centrale et développant une puissance de 300 chevaux à 8 000 tr/min.

Le poids de cette voiture ne dépasse pas 900 kilos ! Elle sera construite à deux cents exemplaires pour pouvoir être homologuée d'ici à la fin de l'année et aussitôt commercialisée.

Peugeot-Talbot Sport engagera alors en 1984 deux voitures dans certains grands rallyes du championnat du monde. La 205 turbo 16 qui, dans l'immédiat, est confiée au pilote Jean-Pierre Nicolas, sera fin prête en 1985 pour briger le titre mondial des constructeurs. C'est du moins l'ambition que lui assigne Jean Todt, directeur de Peugeot-Talbot Sport, compte tenu des qualités qu'on lui prête déjà sur l'asphalte, sur la terre, dans la boue et dans la neige. — G. M.

D'un sport à l'autre

TENNIS. — Yannick Noah s'est qualifié, le 24 février, pour les quarts de finale du tournoi de La Quinta (Californie), doté de 265 000 dollars, en battant Henri Leconte, 6-0, 4-6, 6-2. Le troisième Français, Bernard Fritz, a été éliminé par l'Américain Victor Amaya, 6-3, 6-2.

VOLLEY-BALL. — Le Bulgare Georges Komatov succède à Jean-Marc Buchel, entraîneur de l'A.S. Cannes, à la direction de l'équipe de France.

JEUX UNIVERSITAIRES D'HIVER. — La Française Marie-Luce Waldmeier, troisième de la

SCIENCES

Le prochain tir d'Ariane aura lieu le 3 juin

Le satellite européen Exosat sera lancé par une fusée américaine

Cinq mois d'enquête, d'essais, de réunions d'experts et d'activités industrielles auront été finalement nécessaires pour effacer les effets de l'échec, survenu le 10 septembre dernier, par le cinquième exemplaire du lanceur européen Ariane, victime d'une défaillance de son troisième étage. Prévu initialement en novembre 1982, puis, du fait de l'échec du mois de septembre, repoussé en avril de cette année, le sixième tir d'Ariane, qui porte le nom de code de L-6, devrait en définitive avoir lieu le 3 juin, à la veille de la fermeture du Salon aéronautique et spatial du Bourget.

Pour cette raison au moins, les Européens devront faire un parcours sans faute et mettre en orbite le satellite de télécommunications européen Ecs-1 et le satellite Amst destiné aux radio-amateurs (1). La tâche sera d'autant plus délicate que les Américains auront, quelques jours plus tôt, lancé depuis la base californienne de Vandenberg le satellite scientifique européen Exosat dont la mise en orbite devait être initialement assurée par Ariane.

Même si le conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA) a cru bon de « renouveler sa confiance unanime et son soutien » au programme Ariane, force est de reconnaître que l'enquête sur l'échec a révélé quelques lacunes qui n'ont pas été sans conséquences :

• Du point de vue technique, il a fallu modifier la turbopompe du moteur du troisième étage. C'est ainsi que la taille des engrenages a été revue tout comme le traitement de surface auquel ils sont soumis pour mieux résister aux efforts qu'on leur inflige. Ils tourneront, en effet, à 61 000 tours par minute pour les uns et à 13 000 tours pour les autres. D'autre part, les procédures de lubrification et le système de lubrification (2) de cette turbopompe qui alimente le moteur du troisième étage d'Ariane en hydrogène et en oxygène liquides ont aussi fait l'objet de modifications ou de changements.

• Du point de vue financier, toutes les études, tous les essais complémentaires qu'il a fallu mener pour définir les modifications nécessaires coûteront environ 20 millions d'unités de compte, soit 130 millions de francs. Il faudrait y ajouter le prix du maintien en configuration de vol des satellites qui n'ont pu être lancés.

• Du point de vue du calendrier, les coups d'accordéon dus aux reports successifs du lancement ont perturbé les programmes initialement prévus. Pour mettre en orbite leur satellite astronomique Exosat — qui ne peut être lancé en dehors de certaines périodes de l'année, — les Européens ont dû se résoudre à faire appel à un lanceur américain, Thor-Delta 3914 pour lequel ils devront régler 26 millions de dollars. Le tir devrait avoir lieu à la fin du mois de mai 1983. Si cette décision prise par le conseil de l'ESA est de nature à

satisfaire la communauté scientifique, nul doute qu'elle a contrarié les promoteurs d'Ariane.

En outre, le maintien à toute force d'un lancement d'Exosat par Ariane risquait de porter préjudice aux intérêts des clients non européens d'Ariane en décalant éventuellement la mise en orbite de leurs satellites commerciaux.

Pour ces raisons, les responsables du lanceur européen s'efforcent de trouver des combinaisons de lancements de satellites satisfaisantes pour leurs clients. Une liste des tirs et de leurs charges utiles devrait être publiée début mars. Il est cependant acquis que les trois prochains tirs de la fusée européenne (L-7, L-8 et L-9) seront réservés aux satellites de télécommunications de l'organisation internationale Intelsat, premier client non européen d'Ariane. Ils devraient avoir lieu le 26 août, le 4 novembre et au début du mois de janvier 1984.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Pour des raisons que l'on comprend aisément, le conseil de l'ESA (Agence spatiale européenne) a souligné que ce sixième tir d'Ariane ait lieu dans des conditions analogues à celles du tir de septembre. A cause de cet échec, L-6 devient en réalité le premier vol opérationnel de la fusée Ariane. De ce fait, la tentative de récupération du premier étage du lanceur pendant ce vol est repoussée à plus tard.

(2) Le système de lubrification utilisé pour le lanceur L-6 sera celui qui a été développé pour le lanceur lourd Ariane-3 dont le tir du premier exemplaire est prévu pour mars 1984.

A des millions d'années-lumière

UN ENORME NUAGE DE MATIÈRE AURAIT ÉTÉ DÉCOUVERT PAR UNE ÉQUIPE AMÉRICAINE

Une équipe d'astronomes américains appartenant à l'université Cornell d'Ithaca (Etat de New-York) aurait découvert, le mois dernier, un énorme nuage de matière, plus grand que la galaxie — la Voie lactée — à laquelle nous appartenons. Ce nuage, situé à une trentaine de millions d'années-lumière (1), dans la direction de la constellation du Lion, et composé d'hydrogène neutre, pourrait constituer une preuve de l'existence de ce que les astronomes appellent la « masse manquante ».

Sans elle, en effet, sans cette masse de matière dont on suppose l'existence, mais qui n'a pas encore été découverte, il est difficile d'expliquer l'équilibre de l'Univers. Ainsi, on suppose que les amas de galaxies — qui sont des rassemblements de millions d'étoiles et de nuages de gaz interstellaire — ne « tiendraient » pas s'il n'existait, entre les différentes galaxies, cette « masse manquante », qui n'est qu'une partie de la masse manquante totale. Même si aucun nuage de matière de ce type n'avait encore été observé directement, l'étude des raies d'absorption des quasars en suggérerait fortement l'existence.

Pour le moment, les quatre chercheurs de l'université Cornell, M.M. Vervant Terzian, Stephen Schneider, George Helou et Edwin Salpeter, qui ont fait leur découverte par hasard en procédant à des réglages du grand radiotélescope d'Arcibo (Porto-Rico), se montrent d'une grande prudence dans leurs analyses. Ils se bornent à poser des questions — notamment sur la nature de l'objet central qui maintient la cohésion de ce grand nuage tournant à grande vitesse sur lui-même — et s'interrogent sur la nature réelle du nuage. Peut-être s'agit-il d'une proto-galaxie qui n'a pas eu le temps de se former, ou d'un amas de matière en formation d'étoiles. Seules des mesures complémentaires permettront d'en savoir plus.

(1) Une année-lumière représente la distance parcourue en un an par la lumière, soit, environ, 10 000 milliards de kilomètres.

Grève à l'Institut géographique national (I.G.N.). — Un tiers environ des ingénieurs géographes ont fait grève, le jeudi 24 février, pour protester contre le renouvellement par le conseil des ministres du mandat du directeur général de l'I.G.N., M. Winghart, à qui ils font divers griefs, dont celui de ne pas être issu du cadre des ingénieurs géographes.

Pour votre DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT GEMECO
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 208 10-30

R. BERBIGIER
AMEUBLEMENT DÉCORATION
72 RUE H. BARBUSSE
9 RUE A.G. BEUN - TEL. 951 14-97
95100 - ARGENTEUIL

Muscle
B
MULHOL POINT

GRAND SUD-OUEST

ABBAYE DE FLARAN

Des cisterciens aux régionalistes

VOICI l'abbaye de Flaran. Plantée sur une petite colline de terre en plein pays gersois, cette abbaye, située au carrefour de l'Armagnac, de Fezensac, du Condomois et de la Lomagne, est un des maillons du réseau cistercien du Sud-Ouest (Fontfroide, Silvanes, Beaulieu et Escaladieu). Mais, contrairement à certains de ces hauts lieux, bien souvent ruinés et désertés par les moines, figée dans la pierre et le souvenir et livrée aux vicissitudes, cette abbaye gersoise vit.

La leçon cistercienne a été heureusement retenue. La bravade, la grande gueule, le discours fleuri, spangas du Gers, qui ont conquis Paris grâce à quelques fameuses chevauchées et à de beaux essais de rugby, sont ici à la porte. Hier la prière, aujourd'hui la réflexion, demain la prospective. Hier la règle de Bernard, aujourd'hui un centre culturel départemental, demain l'esprit du Grand Sud-Ouest. Pour Flaran, l'aventure continue.

Le 28 septembre dernier, à Toulouse, le président de la République déclarait : « Un projet d'une grande ampleur (...) l'activité sera centrée sur les liens étroits entre développement culturel et développement économique [doit voir le jour] l'abbaye de Flaran. C'est un projet de mise au point finale. Je pense que ce projet sera approuvé par cette initiative, premier pas vers la

conciliation d'économie et de vie, de la localité... et puis les lieux sont beaux, en la mesure où l'homme... Une longue histoire.

Flaran a une histoire et une pour tout bagage leur foi et leur courage, les moines cisterciens, qui s'enfermèrent, il y a près de huit siècles, dans ce pays inconnu. Ils l'assainirent et le défrichèrent. Ils bâtirent la nef, ils bâtirent les cloîtres, ils bâtirent la terre, ils bâtirent la vie, en l'abbaye où ils bâtirent leur abbaye. Tout d'abord, selon l'enseignement de la communauté, était prescrit.

Le temps passa. Et Flaran eut l'histoire : endommagée par les derniers soubresauts des guerres cathares, dévastée par les Anglais au cours de la guerre de Cent Ans, pillée par les huguenots protestants de Montgomery, elle fut enfin restaurée par les cisterciens. Les moines y ont plus vécu que trois siècles. Il y avait bien longtemps que l'abbaye était oubliée. L'abbaye, en effet, au cours des siècles, s'identifiait plus à la nef de l'église qu'au monastère de Châteaux.

Enfin, suprême injure, l'incendie. Cette fois, c'est la ruine. Les moines jonchaient le sol, les chapiteaux sont brisés, la nef dévastée et le cloître en ruine. Le département du Gers décide, en 1972, d'ac-

quérir l'abbaye. Un coup de folie. Un pari impossible qui s'avère payant aujourd'hui. En 1976, lorsque les travaux de restauration ont été suffisamment avancés pour rendre l'abbaye accessible au public, le conseil général du Gers en confie l'animation au comité départemental de tourisme.

Celui-ci y a ouvert depuis lors l'accueil du public (vingt-cinq entrées payantes chaque année) et l'organisation de manifestations culturelles (expositions, concerts et théâtre) en collaboration avec les associations locales.

La restauration de l'abbaye, financée par le département, la région et l'État, a été une œuvre de taille. Les « bleus », les tailleurs de pierre, ont remplacé la bare des moines. Il faut voir à Flaran la grande nef, dénudée et profonde. Les gros piliers en pierre conduisent au transept largement ouvert sur le cœur. C'est tout. Et ça suffit. Ici, l'art culinaire en prend un sacré coup. La salle capitulaire avec sa forêt de voûtes et ses chapiteaux à feuillage gracieux et plat est une des plus nobles qu'aient élevées les cisterciens dans le Sud-Ouest de la France ou dans la péninsule ibérique. C'est la fin du douzième siècle, estiment les spécialistes. Cette salle communiquait avec le cloître, symbole de « la domestication de la nature » selon Georges Duby. A Flaran, cette impression est d'autant

plus forte que, dans ce carré mystique, les moines, les maraîchers, les pelles et les mécaniques. Flaran avait en main tous les cartes pour jouer sa ville natale à Villeneuve-les-Avignon, Aro-et-Senans, Gordes ou Fontevault. « Nous voulions faire plus », dit M. Jean-François Joseph, président du conseil général du Gers.

C'est une chose, qui vient de recevoir l'appui du président de la République, de faire de Flaran un centre inter-régional de manifestations culturelles obligées - la réalisation du développement économique est intimement liée à l'utopie. Toujours est-il que, le 23 janvier dernier, des personnalités du Languedoc-Roussillon, du Midi-Pyrénées et d'Aquitaine, et des représentants des collectivités concernées par ce projet se sont rencontrés à Flaran afin de lancer l'initiative pour la création de ce centre.

Au cours de juin prochain, les missions seront précises. Une fois de plus, Flaran se sera posé une institution rigide, un lieu de travail de prestige, un pôle centralisateur, gommant un qui existe déjà, « et se goudaille ». Mais plutôt un centre de promotion par l'échange et la confrontation, un lieu ouvert aux initiatives, une abbaye ouverte à la vie moderne, que le conseil du Grand Sud-Ouest, un chantier expérimental pour les créateurs. Une œuvre de grande envergure espagnole. Tel est le projet de Flaran (1) aujourd'hui, un projet qui risque de rester méditerranéen et Atlantique.

JEAN PERRIN.

(1) Tout au long de cette abbaye, il y a des églises, des chapelles, notamment à Condom, Castelnau-sur-Auvignon, Pardaillan, Monchan, Vopillon (qui garde la trace de Fontevault) et Lerssingie. Sans oublier Gers en l'abbaye.

CYBÈLE EN SON MUSÉE

Les autels de Lectoure

DANS l'abbaye de Lectoure, le musée du maréchal Lannes, aujourd'hui la mairie, se trouve le musée de Lectoure (Gers). Comme beaucoup de musées de province, il demeure méconnu. C'est dommage, car il renferme - entre les traditionnels sarcophages, vases, outils, armes, ceinturons et petites statues de l'époque gallo-romaine et mérovingienne - de très belles mosaïques et surtout une collection d'autels tauroboliques unique au monde.

Une vingtaine de pièces datées des deuxième et troisième siècles, taillées pour la plupart dans la pierre pyraménale. Au seizième siècle, ces autels servaient de base aux piliers de la nef des églises, qui fut détruite par un incendie trois cents ans plus tard.

Le culte du temple de Cybèle venait d'Asie Mineure. Il se propagea en Gaule, à l'époque de l'Empire romain, par les esclaves et les légions venues d'Orient. Au début des grandes églises, on érigait un taurobole (taurobole) d'une pierre taillée dans une nef, qui se trouvait dans l'axe de la nef, purificateur du taureau. C'était dans cette cérémonie les prémices de la christianisation, selon la tradition. L'usage contesté par la plupart des érudits.

Les tauroboles de Lectoure se présentent ainsi : sur la face princi-

pele figure le nom de la personne ayant offert le sacrifice, la date de la cérémonie, et le nom du prêtre qui a officié. Sur le côté, une tête de taureau avec les cornes en forme de lyre, comme en possédant les Camarguais.

La petite histoire de ce musée raconte les débuts de son existence, qui date de 1972. À cette époque, un devis fourni par l'architecte des monuments historiques chiffrait l'opération à 20 millions de francs. C'était énorme pour la commune. Alors, à l'initiative de M. Georges Courtes, professeur de lycée, des d'antiquités, aujourd'hui directeur départemental de l'office du tourisme du Gers, les élèves retroussèrent leurs manches et se mirent à la tâche. Ils ont bientôt rejoint par tous les professeurs du lycée, puis par les clubs locaux, et enfin par l'équipe de rugby, qui, à la fin des années, transporta les lourds autels tauroboliques en ces lieux.

Lors de l'inauguration du musée, M. Jacques Duhamel, alors ministre des Affaires culturelles, déclara : « Une œuvre remarquable et d'un exemple à la France entière, il est la preuve qu'une chaîne de bonnes volontés peut, malgré des moyens limités, parvenir à des résultats véritablement exceptionnels. »

J. P.

CHARTERS

83

à partir de	1 290 F	TUNIS	AGADIR	1 490 F
	1 490 F	DJERBA	TENERIFE	1 590 F
	1 390 F	MARRAKECH	ATHENES	1 490 F

AIRCOM SETI 25, rue La Boétie 75008 PARIS. Téléphone : 268-15-70. Ligne A982



Pas de 1^{ère}, pas de classe affaire ni de classe économique mais seulement la fameuse classe WARDAIR

Bonbons, écouteurs, serviettes chaudes et rafraîchissements gratuits pendant tout le vol. Repas chauds (viandes cuites selon votre goût) servis avec vins de qualité, Cafés et digestifs.

SÉJOURS SUR PLACE

Pas de vacances organisées, pas de visites imposées, mais des séjours-circuits à construire en toute liberté.

ET UNE GARANTIE DE PRIX

Dans la mesure où le voyage et le séjour ont été réglés en totalité.

VIVE LA DIFFÉRENCE

Intervac

12, rue de Camille

75001 PARIS - Tél. : 261.54.24

Et dans votre agence de voyage

Brochures disponibles sur demande.



neige
Garantie
soleil
Garantie
AURON
à Côte d'Azur / France
Tél. (93) 23.02.66

EGYPTE
UNE CROISIÈRE
SUR LE NIL. **6685 F**

Demandez notre catalogue
chez votre agent de voyage
ou téléphonez au :

(1) 742 68 48
64 rue d'Amsterdam 75009 PARIS
107 avenue de Clugny 75017 PARIS

(88) 22 33 34
14 rue de la Fontaine 67001 STRASBOURG

le point azur

L'AFRIQUE DU SUD

Le monde en un seul pays
Attendez-vous à l'inattendu. Une très large variété de faune, de flore et de peuples. Une terre riche, vierge, belle et généreuse.

Pour des vacances inoubliables, consultez votre agent de voyages ou demandez notre Recueil des Voyages et une documentation en couleur sur l'Afrique du Sud.

Office du Tourisme Sud-Africain
9, Bld. de la Madeleine
75001 Paris
Tél: 261-8230 Téléc: 230090

Nom: _____

Adresse: _____

Le pays des quatre étés.

ET EVASION

PALMA 2500
AGADIR 1300
ATHENES 1300

OFFICES ÉTRANGERS A PARIS

L'homme qui inventa l'Irlande

L'office du tourisme d'Irlande change de patron. Barry Mayberry, qui l'a dirigé pendant dix ans, peut partir en vacances. On ne le reverra plus, car il est parti en 1967, 17 000 touristes français en Irlande et 100 000 en 1982. Oui, l'office irlandais est parvenu à nous faire découvrir le pays de la plume et du septentrion. Cette réussite acquise contre la météo tranchante au milieu des publicités où le soleil tropical occupe la meilleure part. Barry Mayberry explique ici pourquoi et comment il a vendu le vert, le bleu et le rouge irlandais.

A réputation de l'Irlande désastreuse. Les présentateurs de la télévision s'évertuaient à parler de « dépression » située sur l'Irlande. Je me suis dit ailleurs jamais arrivé à la dépression, mais de l'ouest de l'Écosse... De plus, les Français confondent l'Irlande avec l'Islande et ont été obligés de publier des articles pour dissiper la confusion. Il faut dire que le général de Gaulle ne rendait pas l'Irlande pensable. Les présidents de la République nous ont rendu un fier service. L'Irlande a fait la « mise au point » de l'information pendant plusieurs jours. Lorsque j'ai pris la direction de l'office à Paris, je me suis dit : un handicap puisque je n'avais jamais travaillé dans le tourisme et que je n'étais pas irlandais. En revanche, j'avais une expérience de journaliste. Je me suis dit : donner de l'Irlande une image de marque « haut de gamme ». Notre objectif était de trouver parmi les gens qui s'intéressent au monde, avec le maximum d'une excellente agence de publi-

cité. Intermarco, nous avons pu diffuser des slogans impertinents : « L'Irlande n'est pas pour tous le monde », ou « En Irlande, vous ne pouvez pas être en paix », ou « L'Irlande n'est pas au bord de la Méditerranée. Dieu merci ! ».

Une fois l'intérêt attiré, nous avons diffusé l'information par le biais des médias, des magazines, des journaux féminins et quotidiens. Nous avons fait rebondir l'information en appuyant sur l'image de l'Irlande chaleureux et bagarreur interprété par John Wayne, dans le film *L'Homme tranquille*, afin d'élargir le cercle de nos fidèles, les pêcheurs.

Il nous a fallu adapter le produit « Irlande » aux Français. C'est ainsi que, pour eux, ont été créés une série de gentilhommes-hôtels et des « pub-crubs » (la nourriture dans les pubs qui ne servaient qu'à boire). Pour les Français, les Irlandais sont mis à cuisiner le poisson qu'ils ne mangent pas.

Les Français prouvent que la clientèle française cherche, dans l'ordre, les vacances grandioses et la tranquillité avec les Irlandais. Pendant ces vacances, nous avons joué sur les motivations.

Il nous est arrivé de recueillir notre tir. Nous ne pouvons pas grand-chose lorsque les plaintes des touristes concernent la pluie. En revanche, nous avons pu nous placer dans les nouvelles structures dans lesquelles le client ne faisait une idée des prix avant de choisir ce qu'il pouvait se payer. L'Irlande en kit.

Les clés de la réussite dans le tourisme ? J'en vois trois : savoir adapter, savoir désaturer, le produit à la clientèle ; savoir faire comprendre à la clientèle les caractéristiques du produit ; faire un boulot :

un travail être propre à l'ère y servira le petit déjeuner à l'heure : la brochure d'un voyageur ne peut être que claire et sans réservation, impeccable. C'est très banal.

Je crois au développement du tourisme et des loisirs. Il faut, n'est-ce pas, que les personnes qui travaillent dans les bureaux et dans les usines tiennent le coup. Il y a toujours eu des gens qui se développent. Quel type de développement ? Il y a toujours eu des gens qui se développent quand il s'agit de l'avenir. Mais je suis sûr de deux choses : d'une part, cinq millions de Français se rendent, chaque année, à l'étranger, ce n'est un potentiel extraordinaire ; d'autre part, l'argent se fait rare et les gens ont de plus en plus exigents sur la qualité du produit.

Je quitte l'office du tourisme irlandais parce que je n'avais plus rien à prouver. Si j'étais resté, je me trouvais dans une pantoufle pour la vie. Je n'aime pas les pantoufles, je voulais dans mon propre métier. Alors, j'ai lancé une société de conseil en marketing, en publicité et en relations publiques qui travaillera uniquement à l'extérieur de l'Irlande, car j'ai envie de connaître de nouveaux horizons.

Une anecdote irlandaise ? Il m'en revient une qui illustre le caractère magique du pays et de son peuple. Débarquant à Dublin pour la première fois, en 1966, j'emprunte un taxi depuis l'aéroport. Arrivé à l'hôtel, le chauffeur me demande 17 shillings. Comme son compteur en marque 12 seulement, je lui demande la raison de la différence. Il me répond : « Pour vous dire la vérité, Sir, mon compteur n'est pas vraiment un compteur, mais un compteur à l'ancienne, un compteur à l'ancienne, un compteur à l'ancienne ».

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

AGITATION DANS LE MONDE DE L'ÉQUITATION

Arrêtez le massacre

Faut-il consacrer le monde de l'équitation à la compétition équestre et à la compétition hippique ? Existe-t-il une équitation de gauche et une autre de droite de concevoir l'équitation ? Le monde du cheval a été agité, pendant plusieurs semaines, par des débats « politiques », par des projets de réforme institutionnelle et par des querelles de personnes. Un ancien responsable hippique rappelle, ci-dessous, qu'il faut savoir raison garder.

« Si nous voulons que tout continue, il faut d'abord nous entendre », dit Tancrède à Fabrice : jugement applicable aux débats sur l'équitation. Le petit monde du cheval a l'opinion publique est témoin des remous suscités par certaines réflexions et propositions de réforme. Aujourd'hui, les centres de cette agitation, le moment n'est-il pas venu de donner à ce problème sa vraie mesure ?

L'essor de l'équitation en France est un fait. Celui-ci est l'œuvre du Service des Haras qui y a cru au moment où l'équitation était la fine bouche : souvenons-nous des prises de position publiques des années 60. Il est également l'œuvre de la fédération - l'ancienne et l'actuelle - et des ligues qui ont accompagné le mouvement ou en ont facilité l'issue. Le nier revient à nier un truisme. Que la pratique de l'équitation - sous toutes ses formes - se soit dé-

mocratisée, il suffit d'assister à une reprise ou de parcourir les listes de concours pour s'en convaincre.

Que le cheval reste un sport onéreux est une évidence tenant à sa nature. Sur ce point les comparaisons n'ont qu'un sens relatif. La Grande-Bretagne est moins démocratique que la France parce que la pétanque y est moins développée ? Faut-il en sous-entendre louer celle-là parce que la France est plus riche ? C'est-à-dire paroles sans rapport avec la réalité. Ceux qui pratiquent l'amalgame des hommes, les structures, les problèmes financiers, la cavalerie, les résultats olympiques et leurs propres intérêts ne sont pas pour certains la même chose à une prise de décision téméraire.

Au-delà de l'écume des mots, où est l'intérêt des cavaliers ? En fait le problème est de savoir si nous soulevons ou non mettre en œuvre une politique équestre et unique du cheval. Cette idée prévalut lors de la réunion de l'Assemblée supérieure de l'équitation. Elle n'est apparemment pas en cause, puisque le changement de titulaire ne s'est pas traduit pour le C.S.E. par une moindre volonté d'approfondir la discipline dans son ensemble.

Cette unité entraîne en son temps la Fédération française des sports équestres en Fédération équestre française. Mais ce changement de sigle n'apporte pas en dix ans une profonde transformation

des esprits. La FEF est en effet perçue du public sous le seul angle de la compétition. Cette situation est certes à mettre au passif des dirigeants fédéraux qui ont laissé échapper de nombreuses occasions. Mais peut-on vraiment reprocher à un président olympique qui est un élément de son standing face à son ministre de tutelle ?

La faute en revient surtout aux pouvoirs publics. En effet le milieu équestre est fait de familles, d'écoles, qui n'ont que trop tendance à confondre l'originalité avec le sectarisme. Il appartient donc à l'État de faire admettre par la persuasion et si nécessaire d'imposer son projet. Qu'en fut-il pour ce qui concerne les principaux aspects de la question ?

En point de vue technique tout d'abord, les résultats sont positifs. Les formes d'équitation nouvelles (pony, loisir, tourisme équestre), on remises à la mode (attelage, raid, voltige), ont été assez bien maîtrisées, par l'apparition de milliers de nouvelles licences et de nouvelles licences d'une large autonomie face à la fédération et pourtant unies à elle. Dans ce domaine, il est quelque peu paradoxal de reprocher comme le font certains à la FEF de ne pas s'être suffisamment intéressée aux nouvelles disciplines tout en réclamant pour celles-ci une totale indépendance.

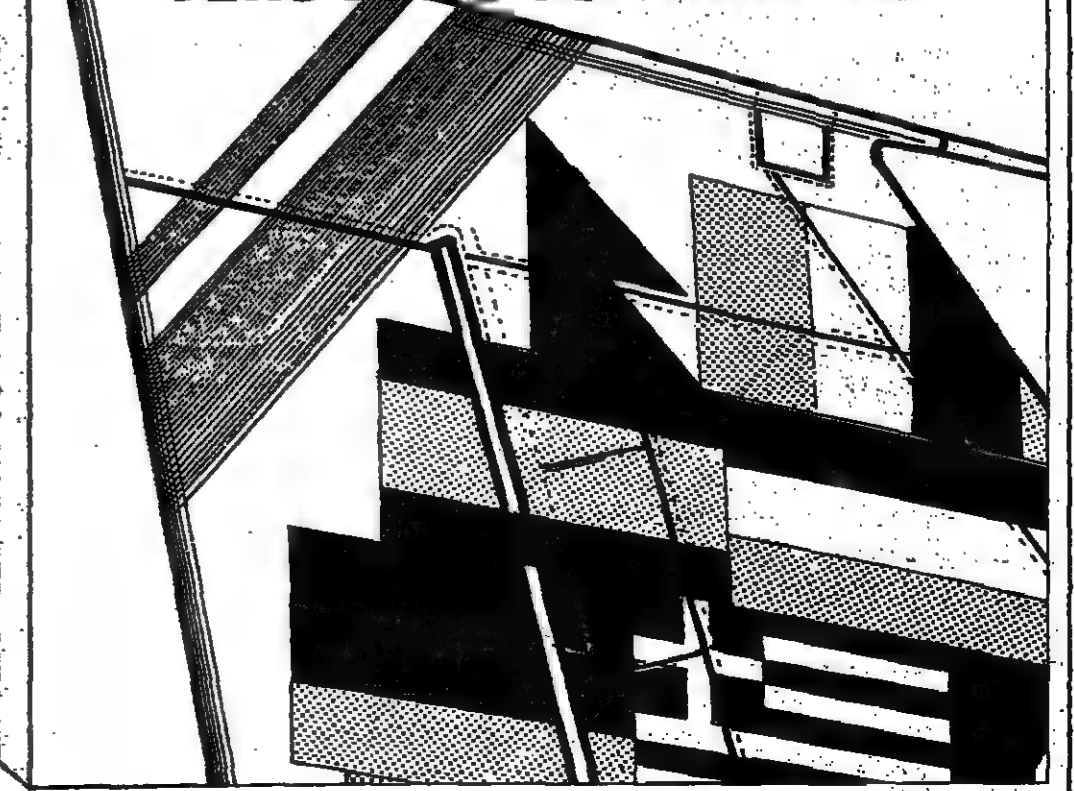
En point de vue financier en revanche, le bilan est négatif. Certes,

Pour préparer vos vacances

un document du service
tourisme du Monde
196 pages

Le Monde

VOYAGES
VERS LES 5 CONTINENTS



5 CONTINENTS, 23 PAYS :

Allemagne fédérale, Australie, Brésil, Canada, Chine, Égypte, Espagne, États-Unis, Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Israël, Japon, Kenya, Île Maurice, Mexique, Népal, Pérou, Sénégal, Tahiti, Thaïlande, Tunisie.

Des reportages qui ne s'arrêtent pas aux circuits touristiques... Des analyses politiques... Tous les catalogues passés au crible... Adresses utiles... Livres de bord...
... UNE AUTRE FAÇON DE VOYAGER

EN VENTE CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX : 29 F

voyage EXCEPTIONNEL
TRÉSORS DE LA
VIEILLE RUSSIE
3 dép. FÉV./MARS
8 jours 2 950 F
R.R.M.A. (1) 268-25-79/80
126, rue de Valenciennes 75008 PARIS

AUSTRALIE
maxi circuit
10 JOURS : 2 400 F
MONDOVOYAGES
208, boulevard Raspail - 75014 Paris
Tél. : 222.11.11
16 h. à 18 h. - 10. 611 A

CANADA OUEST.
Meilleurs prix sur le marché
A/R depuis Amsterdam, vers :
EDMONTON / CALGARY FF 4180
VANCOUVER FF 4370
Excellentes destinations de
C.P. AIR TEL : 287-75-48

Une île reste à découvrir :
Chypre!

Découvrez ses multiples attraits :
- jours de soleil par en, plages de sable fin, hôtels modernes, très confortables, avec animation et équipements sportifs.
- oublier les trisors archéologiques, monuments grecs ou byzantins.
- Découvrez enfin la chaleur de l'accueil chypriote, l'hospitalité d'un pays qui a trouvé ses racines à Chypre.
Consultez votre Agent de voyages.

CYPRUS AIRWAYS
50, Champs-Élysées,
F-75008 Paris. Tél. : (1) 225-22-99.
Paris-Larnaca 2 fois par semaine

Office du Tourisme
de CHYPRE 15, rue de la Paix,
F-75002 Paris. Tél. : (1) 225-22-99.

Pour recevoir une documentation gratuite, retournez cette annonce avec vos nom et adresse à l'Office du Tourisme de Chypre

Le Monde des
PHILATÉLISTES
100 pages de la philatélie

Dans le numéro de Mars
(82 pages)

**AUTOMATION
ET CODE POSTAL**

« SABINE »
phosphorescence

En vente dans les kiosques :
10 F

11 bis, bd Haussmann, 75009 Paris
Tél. (1) 444.44.44

Visitez
L'AMÉRIQUE en version française ou en V.O.

Vous comprenez un film parlé américain sans sous-titres ? Ce sont les formules Camino de tourisme qu'il vous faut. Il vous fait sous-titres ou double-pages ? Les circuits accompagnés Camino sont faits pour vous. Que choisissez-vous sur l'une ou l'autre des formules, Camino vous en donne plus :
CAMINO : la spécialisation depuis 21 ans, Camino ne s'est fait que l'Amérique. C'est là que Camino la connaît sur la peau du doigt !
CAMINO : la sécurité reconnue en Amérique par plus de 4.000 hôtels, les centaines de restaurants, d'organisations d'excursions, d'attractions, les transports que Camino organise soigneusement.
CAMINO : le choix en circuits en 1983, 17 départs vers les États-Unis, 7 départs vers le Canada en année.
CAMINO : les accompagnateurs expérimentés majeurs du monde d'un voyage, il ne s'agit que l'Amérique Camino, garantie super-compétence

CAMINO : le dollar c'est aussi la performance et l'adaptation font la différence. Camino n'achète qu'en Amérique et vous rend le dollar abordable.
CAMINO : Prix garantis si le jour de votre inscription vous réglez 70 % de votre voyage, son prix sera ferme et définitif. Vous pourrez aussi ne verser que 25% et subir les hausses éventuelles (solde un mois avant le départ)

Renseignements, inscriptions dans toutes les AGENCES DE VOYAGES, LE PLUS COURT CHEMIN pour l'Amérique de Camino

coupon à découper et adresser à CAMINO, 21 rue Chapier 75017 Paris - Tél. (1) 572.05.11

je désire recevoir sans frais ni engagement vos programmes 1983 :
() séjours et circuits individuels
() circuits accompagnés

nom :
prénom :
profession :
adresse :
CINQ

TOURISME

CANADA

12M SETI 25 rue de la Paix

TRANS

TUNISIE
GRÈCE
YUGOSLAVIE
SÉNÉGAL

TRANSATLAS

les nouvelles
Horizons

Voici 3 Nouveaux
tous

ZIMBABWE
RHODESIE

Inscriptions
le tour

98, rue de la

Vous avez dit « tripot » ?

Inscription et brochure sur simple demande:

le tourisme français

96, rue de la Victoire - 75009 Paris - Tél. 280.67.80

■ dans toutes ■ agences de voyages.

Lic. 7

OFFICE NATIONAL ITALIEN DE TOURISME (E.N.I.T.)
PARIS - RUE DE LA PAIX - TEL. 266.66.68
06048 NICE CEDEX - 14, AVENUE DE VERDUN - TEL. 87.75.81



Jeux

échecs N° 1010

COUPS INTERMÉDIAIRES

(Olympiade de Lucerne, 1982)
Noirs : L. POLUGAIEVSKY
Défense sicilienne

bridge N° 1007

FAUX CALCUL

dames N° 1011

LA RÉVÉLATION D'ABIDJAN

Demi-finales du championnat du monde zone africaine (Abidjan, juin 1982)
Blancs : B.A. Jacques (Côte-d'Ivoire)
Noirs : D. Komssi (Côte-d'Ivoire)
Ouverture : Raphaël

les grilles du week-end

1. 11. 23. 31. 37. 43. 49. 55. 61. 67. 73. 79. 85. 91. 97. 103. 109. 115. 121. 127. 133. 139. 145. 151. 157. 163. 169. 175. 181. 187. 193. 199. 205. 211. 217. 223. 229. 235. 241. 247. 253. 259. 265. 271. 277. 283. 289. 295. 301. 307. 313. 319. 325. 331. 337. 343. 349. 355. 361. 367. 373. 379. 385. 391. 397. 403. 409. 415. 421. 427. 433. 439. 445. 451. 457. 463. 469. 475. 481. 487. 493. 499. 505. 511. 517. 523. 529. 535. 541. 547. 553. 559. 565. 571. 577. 583. 589. 595. 601. 607. 613. 619. 625. 631. 637. 643. 649. 655. 661. 667. 673. 679. 685. 691. 697. 703. 709. 715. 721. 727. 733. 739. 745. 751. 757. 763. 769. 775. 781. 787. 793. 799. 805. 811. 817. 823. 829. 835. 841. 847. 853. 859. 865. 871. 877. 883. 889. 895. 901. 907. 913. 919. 925. 931. 937. 943. 949. 955. 961. 967. 973. 979. 985. 991. 997. 1003. 1009. 1015. 1021. 1027. 1033. 1039. 1045. 1051. 1057. 1063. 1069. 1075. 1081. 1087. 1093. 1099. 1105. 1111. 1117. 1123. 1129. 1135. 1141. 1147. 1153. 1159. 1165. 1171. 1177. 1183. 1189. 1195. 1201. 1207. 1213. 1219. 1225. 1231. 1237. 1243. 1249. 1255. 1261. 1267. 1273. 1279. 1285. 1291. 1297. 1303. 1309. 1315. 1321. 1327. 1333. 1339. 1345. 1351. 1357. 1363. 1369. 1375. 1381. 1387. 1393. 1399. 1405. 1411. 1417. 1423. 1429. 1435. 1441. 1447. 1453. 1459. 1465. 1471. 1477. 1483. 1489. 1495. 1501. 1507. 1513. 1519. 1525. 1531. 1537. 1543. 1549. 1555. 1561. 1567. 1573. 1579. 1585. 1591. 1597. 1603. 1609. 1615. 1621. 1627. 1633. 1639. 1645. 1651. 1657. 1663. 1669. 1675. 1681. 1687. 1693. 1699. 1705. 1711. 1717. 1723. 1729. 1735. 1741. 1747. 1753. 1759. 1765. 1771. 1777. 1783. 1789. 1795. 1801. 1807. 1813. 1819. 1825. 1831. 1837. 1843. 1849. 1855. 1861. 1867. 1873. 1879. 1885. 1891. 1897. 1903. 1909. 1915. 1921. 1927. 1933. 1939. 1945. 1951. 1957. 1963. 1969. 1975. 1981. 1987. 1993. 1999. 2005. 2011. 2017. 2023. 2029. 2035. 2041. 2047. 2053. 2059. 2065. 2071. 2077. 2083. 2089. 2095. 2101. 2107. 2113. 2119. 2125. 2131. 2137. 2143. 2149. 2155. 2161. 2167. 2173. 2179. 2185. 2191. 2197. 2203. 2209. 2215. 2221. 2227. 2233. 2239. 2245. 2251. 2257. 2263. 2269. 2275. 2281. 2287. 2293. 2299. 2305. 2311. 2317. 2323. 2329. 2335. 2341. 2347. 2353. 2359. 2365. 2371. 2377. 2383. 2389. 2395. 2401. 2407. 2413. 2419. 2425. 2431. 2437. 2443. 2449. 2455. 2461. 2467. 2473. 2479. 2485. 2491. 2497. 2503. 2509. 2515. 2521. 2527. 2533. 2539. 2545. 2551. 2557. 2563. 2569. 2575. 2581. 2587. 2593. 2599. 2605. 2611. 2617. 2623. 2629. 2635. 2641. 2647. 2653. 2659. 2665. 2671. 2677. 2683. 2689. 2695. 2701. 2707. 2713. 2719. 2725. 2731. 2737. 2743. 2749. 2755. 2761. 2767. 2773. 2779. 2785. 2791. 2797. 2803. 2809. 2815. 2821. 2827. 2833. 2839. 2845. 2851. 2857. 2863. 2869. 2875. 2881. 2887. 2893. 2899. 2905. 2911. 2917. 2923. 2929. 2935. 2941. 2947. 2953. 2959. 2965. 2971. 2977. 2983. 2989. 2995. 3001. 3007. 3013. 3019. 3025. 3031. 3037. 3043. 3049. 3055. 3061. 3067. 3073. 3079. 3085. 3091. 3097. 3103. 3109. 3115. 3121. 3127. 3133. 3139. 3145. 3151. 3157. 3163. 3169. 3175. 3181. 3187. 3193. 3199. 3205. 3211. 3217. 3223. 3229. 3235. 3241. 3247. 3253. 3259. 3265. 3271. 3277. 3283. 3289. 3295. 3301. 3307. 3313. 3319. 3325. 3331. 3337. 3343. 3349. 3355. 3361. 3367. 3373. 3379. 3385. 3391. 3397. 3403. 3409. 3415. 3421. 3427. 3433. 3439. 3445. 3451. 3457. 3463. 3469. 3475. 3481. 3487. 3493. 3499. 3505. 3511. 3517. 3523. 3529. 3535. 3541. 3547. 3553. 3559. 3565. 3571. 3577. 3583. 3589. 3595. 3601. 3607. 3613. 3619. 3625. 3631. 3637. 3643. 3649. 3655. 3661. 3667. 3673. 3679. 3685. 3691. 3697. 3703. 3709. 3715. 3721. 3727. 3733. 3739. 3745. 3751. 3757. 3763. 3769. 3775. 3781. 3787. 3793. 3799. 3805. 3811. 3817. 3823. 3829. 3835. 3841. 3847. 3853. 3859. 3865. 3871. 3877. 3883. 3889. 3895. 3901. 3907. 3913. 3919. 3925. 3931. 3937. 3943. 3949. 3955. 3961. 3967. 3973. 3979. 3985. 3991. 3997. 4003. 4009. 4015. 4021. 4027. 4033. 4039. 4045. 4051. 4057. 4063. 4069. 4075. 4081. 4087. 4093. 4099. 4105. 4111. 4117. 4123. 4129. 4135. 4141. 4147. 4153. 4159. 4165. 4171. 4177. 4183. 4189. 4195. 4201. 4207. 4213. 4219. 4225. 4231. 4237. 4243. 4249. 4255. 4261. 4267. 4273. 4279. 4285. 4291. 4297. 4303. 4309. 4315. 4321. 4327. 4333. 4339. 4345. 4351. 4357. 4363. 4369. 4375. 4381. 4387. 4393. 4399. 4405. 4411. 4417. 4423. 4429. 4435. 4441. 4447. 4453. 4459. 4465. 4471. 4477. 4483. 4489. 4495. 4501. 4507. 4513. 4519. 4525. 4531. 4537. 4543. 4549. 4555. 4561. 4567. 4573. 4579. 4585. 4591. 4597. 4603. 4609. 4615. 4621. 4627. 4633. 4639. 4645. 4651. 4657. 4663. 4669. 4675. 4681. 4687. 4693. 4699. 4705. 4711. 4717. 4723. 4729. 4735. 4741. 4747. 4753. 4759. 4765. 4771. 4777. 4783. 4789. 4795. 4801. 4807. 4813. 4819. 4825. 4831. 4837. 4843. 4849. 4855. 4861. 4867. 4873. 4879. 4885. 4891. 4897. 4903. 4909. 4915. 4921. 4927. 4933. 4939. 4945. 4951. 4957. 4963. 4969. 4975. 4981. 4987. 4993. 4999. 5005. 5011. 5017. 5023. 5029. 5035. 5041. 5047. 5053. 5059. 5065. 5071. 5077. 5083. 5089. 5095. 5101. 5107. 5113. 5119. 5125. 5131. 5137. 5143. 5149. 5155. 5161. 5167. 5173. 5179. 5185. 5191. 5197. 5203. 5209. 5215. 5221. 5227. 5233. 5239. 5245. 5251. 5257. 5263. 5269. 5275. 5281. 5287. 5293. 5299. 5305. 5311. 5317. 5323. 5329. 5335. 5341. 5347. 5353. 5359. 5365. 5371. 5377. 5383. 5389. 5395. 5401. 5407. 5413. 5419. 5425. 5431. 5437. 5443. 5449. 5455. 5461. 5467. 5473. 5479. 5485. 5491. 5497. 5503. 5509. 5515. 5521. 5527. 5533. 5539. 5545. 5551. 5557. 5563. 5569. 5575. 5581. 5587. 5593. 5599. 5605. 5611. 5617. 5623. 5629. 5635. 5641. 5647. 5653. 5659. 5665. 5671. 5677. 5683. 5689. 5695. 5701. 5707. 5713. 5719. 5725. 5731. 5737. 5743. 5749. 5755. 5761. 5767. 5773. 5779. 5785. 5791. 5797. 5803. 5809. 5815. 5821. 5827. 5833. 5839. 5845. 5851. 5857. 5863. 5869. 5875. 5881. 5887. 5893. 5899. 5905. 5911. 5917. 5923. 5929. 5935. 5941. 5947. 5953. 5959. 5965. 5971. 5977. 5983. 5989. 5995. 6001. 6007. 6013. 6019. 6025. 6031. 6037. 6043. 6049. 6055. 6061. 6067. 6073. 6079. 6085. 6091. 6097. 6103. 6109. 6115. 6121. 6127. 6133. 6139. 6145. 6151. 6157. 6163. 6169. 6175. 6181. 6187. 6193. 6199. 6205. 6211. 6217. 6223. 6229. 6235. 6241. 6247. 6253. 6259. 6265. 6271. 6277. 6283. 6289. 6295. 6301. 6307. 6313. 6319. 6325. 6331. 6337. 6343. 6349. 6355. 6361. 6367. 6373. 6379. 6385. 6391. 6397. 6403. 6409. 6415. 6421. 6427. 6433. 6439. 6445. 6451. 6457. 6463. 6469. 6475. 6481. 6487. 6493. 6499. 6505. 6511. 6517. 6523. 6529. 6535. 6541. 6547. 6553. 6559. 6565. 6571. 6577. 6583. 6589. 6595. 6601. 6607. 6613. 6619. 6625. 6631. 6637. 6643. 6649. 6655. 6661. 6667. 6673. 6679. 6685. 6691. 6697. 6703. 6709. 6715. 6721. 6727. 6733. 6739. 6745. 6751. 6757. 6763. 6769. 6775. 6781. 6787. 6793. 6799. 6805. 6811. 6817. 6823. 6829. 6835. 6841. 6847. 6853. 6859. 6865. 6871. 6877. 6883. 6889. 6895. 6901. 6907. 6913. 6919. 6925. 6931. 6937. 6943. 6949. 6955. 6961. 6967. 6973. 6979. 6985. 6991. 6997. 7003. 7009. 7015. 7021. 7027. 7033. 7039. 7045. 7051. 7057. 7063. 7069. 7075. 7081. 7087. 7093. 7099. 7105. 7111. 7117. 7123. 7129. 7135. 7141. 7147. 7153. 7159. 7165. 7171. 7177. 7183. 7189. 7195. 7201. 7207. 7213. 7219. 7225. 7231. 7237. 7243. 7249. 7255. 7261. 7267. 7273. 7279. 7285. 7291. 7297. 7303. 7309. 7315. 7321. 7327. 7333. 7339. 7345. 7351. 7357. 7363. 7369. 7375. 7381. 7387. 7393. 7399. 7405. 7411. 7417. 7423. 7429. 7435. 7441. 7447. 7453. 7459. 7465. 7471. 7477. 7483. 7489. 7495. 7501. 7507. 7513. 7519. 7525. 7531. 7537. 7543. 7549. 7555. 7561. 7567. 7573. 7579. 7585. 7591. 7597. 7603. 7609. 7615. 7621. 7627. 7633. 7639. 7645. 7651. 7657. 7663. 7669. 7675. 7681. 7687. 7693. 7699. 7705. 7711. 7717. 7723. 7729. 7735. 7741. 7747. 7753. 7759. 7765. 7771. 7777. 7783. 7789. 7795. 7801. 7807. 7813. 7819. 7825. 7831. 7837. 7843. 7849. 7855. 7861. 7867. 7873. 7879. 7885. 7891. 7897. 7903. 7909. 7915. 7921. 7927. 7933. 7939. 7945. 7951. 7957. 7963. 7969. 7975. 7981. 7987. 7993. 7999. 8005. 8011. 8017. 8023. 8029. 8035. 8041. 8047. 8053. 8059. 8065. 8071. 8077. 8083. 8089. 8095. 8101. 8107. 8113. 8119. 8125. 8131. 8137. 8143. 8149. 8155. 8161. 8167. 8173. 8179. 8185. 8191. 8197. 8203. 8209. 8215. 8221. 8227. 8233. 8239. 8245. 8251. 8257. 8263. 8269. 8275. 8281. 8287. 8293. 8299. 8305. 8311. 8317. 8323. 8329. 8335. 8341. 8347. 8353. 8359. 8365. 8371. 8377. 8383. 8389. 8395. 8401. 8407. 8413. 8419. 8425. 8431. 8437. 8443. 8449. 8455. 8461. 8467. 8473. 8479. 8485. 8491. 8497. 8503. 8509. 8515. 8521. 8527. 8533. 8539. 8545. 8551. 8557. 8563. 8569. 8575. 8581. 8587. 8593. 8599. 8605. 8611. 8617. 8623. 8629. 8635. 8641. 8647. 8653. 8659. 8665. 8671. 8677. 8683. 8689. 8695. 8701. 8707. 8713. 8719. 8725. 8731. 8737. 8743. 8749. 8755. 8761. 8767. 8773. 8779. 8785. 8791. 8797. 8803. 8809. 8815. 8821. 8827. 8833. 8839. 8845. 8851. 8857. 8863. 8869. 8875. 8881. 8887. 8893. 8899. 8905. 8911. 8917. 8923. 8929. 8935. 8941. 8947. 8953. 8959. 8965. 8971. 8977. 8983. 8989. 8995. 9001. 9007. 9013. 9019. 9025. 9031. 9037. 9043. 9049. 9055. 9061. 9067. 9073. 9079. 9085. 9091. 9097. 9103. 9109. 9115. 9121. 9127. 9133. 9139. 9145. 9151. 9157. 9163. 9169. 9175. 9181. 9187. 9193. 9199. 9205. 9211. 9217. 9223. 9229. 9235. 9241. 9247. 9253. 9259. 9265. 9271. 9277. 9283. 9289. 9295. 9301. 9307. 9313. 9319. 9325. 9331. 9337. 9343. 9349. 9355. 9361. 9367. 9373. 9379. 9385. 9391. 9397. 9403. 9409. 9415. 9421. 9427. 9433. 9439. 9445. 9451. 9457. 9463. 9469. 9475. 9481. 9487. 9493. 9499. 9505. 9511. 9517. 9523. 9529. 9535. 9541. 9547. 9553. 9559. 9565. 9571. 9577. 9583. 9589. 9595. 9601. 9607. 9613. 9619. 9625. 9631. 9637. 9643. 9649. 9655. 9661. 9667. 9673. 9679. 9685. 9691. 9697. 9703. 9709. 9715. 9721. 9727. 9733. 9739. 9745. 9751. 9757. 9763. 9769. 9775. 9781. 9787. 9793. 9799. 9805. 9811. 9817. 9823. 9829. 9835. 9841. 9847. 9853. 9859. 9865. 9871. 9877. 9883. 9889. 9895. 9901. 9907. 9913. 9919. 9925. 9931. 9937. 9943. 9949. 9955. 9961. 9967. 9973. 9979. 9985. 9991. 9997. 10003. 10009. 10015. 10021. 10027. 10033. 10039. 10045. 10051. 10057. 10063. 10069. 10075. 10081. 10087. 10093. 10099. 10105. 10111. 10117. 10123. 10129. 10135. 10141. 10147. 10153. 10159. 10165. 10171. 10177. 10183. 10189. 10195. 10201. 10207. 10213. 10219. 10225. 10231. 10237. 10243. 10249. 10255. 10261. 10267. 10273. 10279. 10285. 10291. 10297. 10303. 10309. 10315. 10321. 10327. 10333. 10339. 10345. 10351. 10357. 10363. 10369. 10375. 10381. 10387. 10393. 10399. 10405. 10411. 10417. 10423. 10429. 10435. 10441. 10447. 10453. 10459. 10465. 10471. 10477. 10483. 10489. 10495. 10501. 10507. 10513. 10519. 10525. 10531. 10537. 10543. 10549. 10555. 10561. 10567. 10573. 10579. 10585. 10591. 10597. 10603. 10609. 10615. 10621. 10627. 10633. 10639. 10645. 10651. 10657. 10663. 10669. 10675. 10681. 10687. 10693. 10699. 10705. 10711. 10717. 10723. 10729. 10735. 10741. 10747. 10753. 10759. 10765. 10771. 10777. 10783. 10789. 10795. 10801. 10807. 10813. 10819. 10825. 10831. 10837. 10843. 10849. 10855. 10861. 10867. 10873. 10879. 10885. 10891. 10897. 10903. 10909. 10915. 10921. 10927. 10933. 10939. 10945. 10951. 10957. 10963. 10969. 10975. 10981. 10987. 10993. 10999. 11005. 11011. 11017. 11023. 11029. 11035. 11041. 11047. 11053. 11059. 11065. 11071. 11077. 11083. 11089. 11095. 11101. 11107. 11113. 11119. 11125. 11131. 11137. 11143. 11149. 11155. 11161. 11167. 11173. 11179. 11185. 11191. 11197. 11203. 11209. 11215. 11221. 11227. 11233. 11239. 11245. 11251. 11257. 11263. 11269. 11275. 11281. 11287. 11293. 11299. 11305. 11311. 11317. 11323. 11329. 11335. 11341. 11347. 11353. 11359. 11365. 11371. 11377. 11383. 11389. 11395. 11401. 11407. 11413. 11419. 11425. 11431. 11437. 11443. 11449. 11455. 11461. 11467. 11473. 11479. 11485. 11491. 11497. 11503. 11509. 11515. 11521. 11527. 11533. 11539. 11545. 11551. 11557. 11563. 11569. 11575. 11581. 11587. 11593.

LE JOURNAL OFFICIEL

LOTO

4 8 30

PROCHAIN TIRAGE

JUSQU'AU

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE QUOTIDIENNE

DÉCLARATION DES REVENUS 1982 date limite d'envoi reportée au 1^{er} mars

La limite d'envoi des revenus 1982 est repoussée au mardi 1^{er} mars prochain, à la suite de la mise en retard du budget. La limite avait été initialement fixée au lundi 28 février.

MAGNÉTOSCOPES déclarations repoussées au 31 mars

Le ministère du budget a fait savoir jeudi 24 février que la date limite de dépôt des déclarations des magnétoscopes est reportée au 31 mars. La taxe nouvellement créée pour les propriétaires de magnétoscopes, qui était de 471 F. pour 1983, est applicable depuis le 1^{er} janvier.

L'ORDINATEUR N'AMÈNE PAS LES IMPÔTS

La scène se passe dans un bureau du 1^{er} arrondissement parisien, le 10 février. Une dame explique au fonctionnaire : « Voilà plus de cinq ans que j'attends la déclaration d'imposition pour le dernier tiers de l'imposition de 1981. Je fais démarche, verbales et écrites, pour payer mes impôts mais personne ne veut m'imposer... »

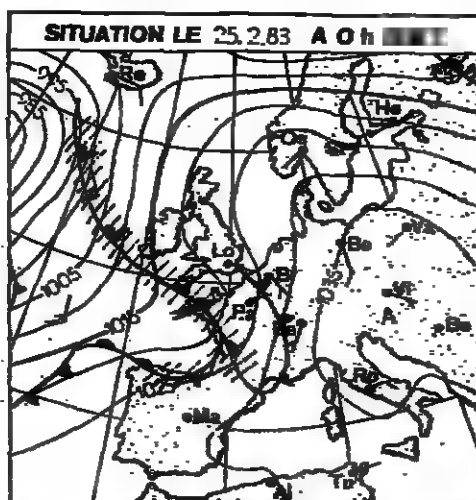
Le fonctionnaire aimable mais résigné : « Je ne peux rien faire, répond-il, vous devez vous adresser au service des impôts... »

Après la dame d'est au tour d'un monsieur : « Je suis marié, dit-il, d'une saisie par huissier, dit-il à l'employé, pour non-paiement de mes impôts. C'est incroyable !... Regardez j'ai toutes les attestations comme quoi j'ai payé en temps utile... »

Le fonctionnaire toujours résigné : « Que voulez-vous, l'ordinateur n'a pas enregistré vos chèques... »

Il y a beaucoup de citoyens qui sont malheureux, mais l'ordinateur a trop vite ou trop souvent remplacé le rond ou le carré. — F. GR.

MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable du temps en France entre le vendredi 25 février à 12 heures et le samedi 26 février à 12 heures.

Un flux de haute pression se déplace sur la France, laissant traverser tout le pays par les perturbations atlantiques.

Samedi. — Le matin : le temps sera couvert et pluvieux sur toute la France avec des pluies abondantes, notamment dans le Nord-Est et des Pyrénées à la Bretagne, et à la Normandie. Il neigera sur les Pyrénées et les Alpes à partir de 2000 mètres d'altitude. Les vents de sud à sud-ouest seront forts.

Au lever du jour, il fera 8 à 10 degrés en général, 5 degrés dans le Centre-Est. L'après-midi : le temps deviendra plus variable sur toute la moitié Ouest, ainsi que dans le Morvan, avec encore des averses. Sur ces régions, le vent tournera à l'ouest, en restant assez fort, et il fera 12 degrés au meilleur moment.

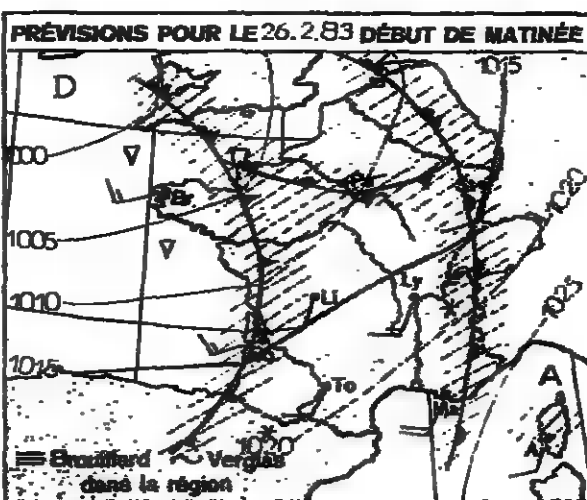
L'après-midi. En revanche, de l'Alsace jusqu'à l'ouest, le temps sera gris et persistera toute la journée avec des pluies abondantes à caractère continu : les températures seront de l'ordre de 12 à 14 degrés et les vents de sud resteront assez forts.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer sera de 1019,8 millibars, soit 764,9 millimètres de mercure.

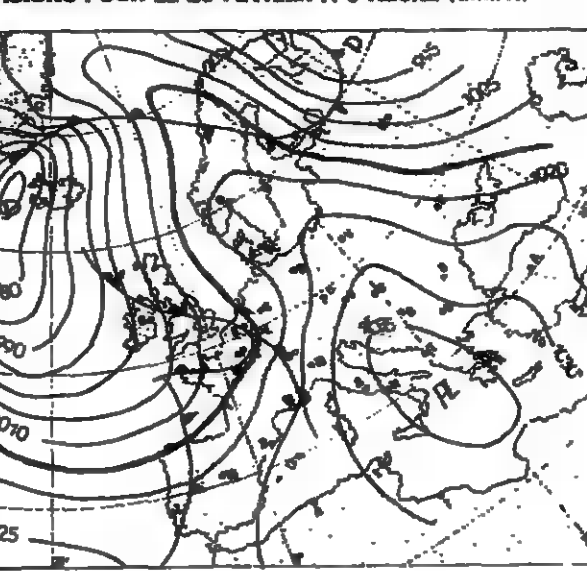
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 février ; le second le minimum de la nuit du 24 au 25 février) :

Alger, 11 et 7 degrés ; Biarritz, 20 et 13 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Bourges, 11 et 7 ; Brest, 12 et 8 ; Caen, 11 et 7 ; Clermont-Ferrand, 11 et 6 ; Dijon, 7 et 3 ; Grenoble, 5 et 0 ; Lille, 5 et 4 ; Lyon, 8 et 4 ; Marseille-Miramas, 7 et 5 ; Nancy, 7 et -1 ; Nantes, 11 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 10 et 6 ; Paris-Le Bourget, 9 et 1 ; Pau, 21 et 11 ; Perpignan, 14 et 11 ; Rennes, 12 et 9 ; Strasbourg, 6 et -1 ; Tours, 10 et 8 ; Toulouse, 11 et 8 ; Poitiers-Pierre, 29 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 7 degrés ; Amsterdam, 8 et 3 ; Athènes, 5 et -2 ; Berlin, 5 et -3 ; Bonn, 8 et 0 ; Bruxelles, 11 et 5 ; Le Caire, 17 et 7 ; Les Canaries, 22 et 19 ; Coppenhague, 5 et -3 ; Dakar, 32 et 20 ; Djérba, 14 et 11 ; Genève, 2 et 0 ; Jérusalem, 10 et 2 ; Lisbonne, 16 et 14 ;



PRÉVISIONS POUR LE 26 FÉVRIER À 0 HEURE (G.M.T.)



London, 7 et 6 ; Luxembourg, 5 et 1 ; Madrid, 17 et 11 ; Moscou, -1 et -3 ; Nairobi, 27 et 15 ; New-York, 8 et 2 ; Palma-de-Majorque, 18 et 8 ; Rome, 11 et 0 ; Stockholm, 2 et -3 ; Tzouzer, 11 et 10 ; Tunis, 14 et 9.

Sans d'évolution pour le dimanche 27 février.

Le régime perturbé d'est persistera de l'Atlantique à la majeure partie de l'Europe sur la face nord de l'anticyclone, qui restera axé des Açores à l'Espagne.

Après quelques pluies résiduelles matinales sur les régions de l'Est, un peu plus d'humidité en périodes orageuses du sud des Alpes à la Corse, le temps sera plus variable en ensemble le pays sera sous l'influence d'un front décalé qui se déplacera plus à l'ouest, il s'agit d'une nouvelle perturbation atlantique qui provoquera de nouvelles pluies le soir, de la Bretagne et de la Normandie jusqu'au Pays basque, précédées au milieu de la nuit.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 17 FÉVRIER

- Carmel à 14 heures, 22 bis, rue Gabriel-Péri, M^{me} Oswald.

- Delacroix à 14 h 6, place de Furstemberg.

- Rue des Petits-Champs à 15 heures, place des Petits-Pères.

- Garnier-Ahlberg.

- Hôtel à Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Jacomet.

- La sculpture médiévale à 15 heures, M. Lepany.

- Château de Maisons-Laffitte à 15 h 30, côté parc, M^{me} Hulot (Caisse nationale des monuments historiques).

- La Muette à 15 heures, 2, rue André-Pascal (Approche de l'art).

- Le Val-de-Grâce à 15 heures, place Alphonse-Laveran (Arcus).

- Hôtel de Charolais à 15 heures, 101, rue de Grenelle (Arts et curiosités).

- Saint-Martin-des-Champs à 15 heures, 170, rue Saint-Martin, M^{me} Opéra.

- L'Opéra à 14 heures, hall, D. Bouchard.

- Palais de Luxembourg à 15 heures, 29, rue Condé, M^{me} Camille.

- Châtelet à 15 heures, 127, rue de Grenelle, M^{me} Ferrand.

- Moulins à Vieux-Montmartre à 15 heures, M. A. (Les Flaneries).

- Église Saint-Roch à 14 h 30, 296, rue Saint-Honoré (La France et le passé).

- Hôtel Comodoro à 15 heures, 63, rue Monceau, M^{me} Hauller.

- Abbaye Sainte-Genève à 15 heures, 23, rue (Histoire et archéologie).

CONFÉRENCES

14 h 30, 5, rue Langillière : « Les Mayas, maîtres du temps ».

17 heures : « L'univers fantastique ».

14 h 30, 28, George-V, P. Brocard : « New-York, Los Angeles (Projections, focal 5) ».

14 h 30, 60, boulevard Latour-Maubourg, M. Brunfeldt : « La Norvège ».

15 heures, 163, rue Saint-Honoré, H. : « Somme spirituelle » (Naiya).

15 h 30, 15, rue de la Coudré : « Les peintures postiches 1860-1870 » (Artisans de l'Esprit).

17 heures, 199, rue Saint-Martin, M. A. Mulet : « Plantes amies et ennemies » (AMORC).

TROISIÈME AGE

Pour les personnes âgées

« VIVRE AUJOURD'HUI »

Des personnalités de toutes tendances politiques et philosophiques (1) viennent de créer l'association « Vivre aujourd'hui » afin que, selon leur point de vue, les retraités et autres personnes d'un âge avancé continuent à vivre en assumant leur destin sans renoncer à leur épanouissement intellectuel. Des sections de « Vivre aujourd'hui » sont en cours de formation dans toute la France et au-delà, qui vont susciter de multiples actions de l'ordre culturel et des loisirs de qualité.

(1) Comité directeur provisoire : Mmes Louise Weiss, députée européenne ; Simone de Beauvoir, écrivain ; Professeur André Lwoff, prix Nobel ; Père Riquet ; M^{me} Robert Dalian, délégué général du Comité de liaison de l'athlisme ; Etienne Wolff, de l'Académie française ; l'Académie de médecine ; René Uyghe, de l'Académie française ; Haroun Tazieff, commissaire à l'étude et à la prévention des risques naturels ; Théo Monod, de l'Académie des sciences ; Guy Lazard, de l'Académie des sciences et de l'Académie de médecine ; Alfred Sauvy, professeur au Collège de France ; Docteur J.A. Huet, président d'honneur du Centre international de gérontologie sociale ; Jean Castou, ancien directeur en chef du Musée national d'art moderne ; Pierre Paraf, président d'honneur du MRAP ; René Barjavel, écrivain ; Jacques-Henri Lartigue, photographe.

VENTES

FOIRE D'EMPRUNTS A MONTE-CARLO

La grande foire internationale de Monte-Carlo, nouvelle plate-forme internationale du monde de l'art, commence ce samedi 26 février par une vente aux enchères de M^{me} Lenormand à Deyan, et autres actions anciennes, emprunts, et autres titres périmés. L'expert spécialisé, Léger de Saint-Hippolyte, a réuni pour cette vente (à 11 heures et 14 heures), au Centre de rencontres internationales, cent vingt-cinq lots, qui vont de l'emprunt à la défiance nationale illustrée par Abel Faivre et des expositions de rétrogradés d'amour aux « incalculables » notamment des rentes sur un moulin, les plus fortes estimations aux emprunts de l'An IV et l'emprunt de la République chinoise de 1914.

Une Bourse d'échange aura lieu le samedi 27 février (de 10 h 30 à 16 heures) entre les « scripophiles » (1), nouveau filon de la foire internationale. C'est également à Monte-Carlo que la Société de mer Sotheby et la Maison Cartier espèrent attirer de nombreux visiteurs à une série de manifestations qui viendront se greffer autour d'une vente « déco » prévue pour le dimanche 6 mars.

GERSAINT.

(1) Exemples de périmés.

Les mots croisés se trouvent page 17.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés le Journal officiel le 25 février :

LES DÉCRETS

● Portant création d'un comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, et notamment le professeur Jean-Benoist Bernard à la tête de ce comité ;

● Relatif aux modalités d'option pour l'imposition de la valeur ajoutée, d'après le régime simplifié, des activités agricoles exercées sous le statut du métiage ;

● Relatif aux prêts conventionnés et modifiant l'article R.331-63 du décret de la construction et de l'habitat (travaux d'amélioration du logement) ;

UNE CIRCULAIRE

● Relative à la révision du règlement sanitaire départemental type.

LOTTO TIRAGE N°8 DU 23 FÉVRIER 1983

| | | | | | |
|----------------------|---|----|----|----|----|
| 4 | 8 | 30 | 32 | 42 | 44 |
| RO COMPLEMENTAIRE 48 | | | | | |

| | |
|----------------|----------------|
| 6 BONS | 2 747 003,20 F |
| 5 BONS | 190 764,10 F |
| 5 NUMEROS | 15 958,50 F |
| 4 BONS NUMEROS | 212,70 F |
| 3 BONS | 13,40 F |

PROCHAIN TIRAGE LE 2 MARS 1983

VALIDATION JUSQU'AU 1^{er} MARS 1983 APRES-MIDI

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Nous donnons ci-dessous les hauteurs d'enneigement, au 24 février 1983, dans les principales stations françaises, telles qu'elles nous ont été communiquées par l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris), qui met à la disposition des usagers un bulletin d'information enregistré sur répondeur automatique au 264-64-28.

Le premier chiffre indique en centimètres l'épaisseur de neige au bas des pistes ; le second, l'épaisseur de neige au haut des pistes.

ALPES DU NORD

Alpe d'Huez : 200-400 ; Les Arcs : 140-200 ; Arêches-Beaufort : 120-320 ; Auris-en-Oisans : 30-100 ; Aurans : 50-160 ; Avoriaz : 60-280 ; Bellecôte : 60-150 ; Carroz-d'Aranches : 65-290 ; Chamonix : 60-280 ; La Chapelle d'Abondance : 50-115 ; Châtel : 50-280 ; Collet-d'Allevard : 70-150 ; La Clusaz : 60-200 ; Combloux : 60-185 ; Les Contamines-Jumeine : 50-230 ; Le Corbier : 65-230 ; Courchevel : 125-170 ; Crest-Voland : 85-180 ; Flaine : 105-380 ; Flumet : 90-130 ; Les Deux-Alpes : 80-400 ; Les Gets : 80-200 ; Le Grand-Bornand : 80-160 ; Les Houches : 15-60 ; Méribel : 50-150 ; Les Menuires : 80-180 ; Morzine : 65-165 ; Morzine-Avoriaz : 60-230 ; Peisey-Nancroix : 40-110 ; La Grande-Plagne : 150-260 ; Pralognan-La Vanoise : 90-110 ; Praraj-Arly : 80-170 ; Saint-François-Longchamp : 130-210 ; Saint-Gervais-les-Bains : 20-165 ; Saint-Sauveur : 50-280 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 40-90 ; Tignes : 50-230 ; Val-Cenis : 40-120 ; Valloire : 50-230 ; Valmorel :

ALPES DU SUD

Allos-Signes : 70-180 ; Auron : 100-140 ; La Colme-Vallée : 50-70 ; La Fausse-Arles : 90-210 ; Isolde : 2000-150-210 ; Montgenèvre : 50-150 ; Les Orres : 30-150 ; Pra-Loup : 45-160 ; Puy-Saint-Vincent : 50-140 ; Risoul : 1850-65-130 ; Le Saucy : 30-130 ; Serre-Chevalier : 20-30 ; Saint-Denis : 40-200 ; Valberg : 40-60 ; Vars : 50-120.

ALPES DU SUD

Les Agudes : 50-80 ; Les Angles : 60-100 ; Ax-les-Thermes : 50-180 ; Cauterets-Lys : 125-405 ; Font-Romeu : 35-85 ; Gourette : 45-200 ; Saint-Lary-Soulan : 65-125.

MASSIF CENTRAL

Le Mont-Dore : 50-85 ; Super-Besse : 30-80 ; Super-Lioran : 60-80.

JURA

Metabief : 50-130 ; Les : 60-130.

VALENTIGNEY

La Bresse : 50-70 ; Gérardmer : 30-70 ; Le : 20-30.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES

Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national allemand du tourisme, 4, place de l'Opéra.

Paris, tél. 742-04-38 ; à l'Office national suisse du tourisme, 11 bis, rue de la Paix, tél. 742-45-45 ; à l'Office national autrichien du tourisme, 47, rue de l'Opéra, tél. 742-78-57 ; à l'Office national italien du tourisme, 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. 266-66-68.

CIRCULATION

TOUT SAVOIR SUR LE DÉPANNAGE AUTO. — Le Centre de formation et de perfectionnement de la Prévention routière organise en 1983 des journées d'information de mécanique et de dépannage élémentaire. Ces stages, dont 100 participants maximum, sont destinés à tous les conducteurs de véhicules automobiles.

La Prévention routière organise des journées de perfectionnement, 91311 Montlaur Cedex, tél. : (6) 901-20-63.

A LOUER A LA SEMAINE

Pour expositions temporaires

BELLE CAVE GALERIE

en sous-sol de boutique de luxe

PLAIS DAUPHINE - PARIS-1^{er}

Téléphone : 326-61-27 de 12 h à 19 h.

escargots en hiver

Il fait plus froid. Réchauffez-vous avec les escargots de France, ceux de la Maison de l'Escargot. Cuits dans un bouillon court bouillon aux aromates ils sont servis à un, les coquilles essayées, puis nettoyées avec les remèdes pour leur fortifier. Ensuite, ils sont servis dans un beurre de latéine fin, extra, mélangé avec herbes et épices dans des doses d'une précision chirurgicale. La table propose un dîner rend parfaitement digestes. Toutes ces opérations sont manuelles. Pour tant ils sont souvent moins chers que les autres.

MAISON DE L'ESCARGOT, 79, rue Fondary (XV^e), Métro E-Zola : bus 80 : ouvert de 10 h à 20 h, sauf le dimanche et tous les jours jusqu'à 20 h, sauf le dimanche 575 31 09

NEIGE-PLUS-ULTRA

FORAITS SKI DE PRINTEMPS :

7 j. hôtel** = Skipass 6 j. Chère petit déj. 1.135 F/pers. 1/2 pension 1.555 F - à partir du 17/4

Val d'Isère

OFFICE DU TOURISME

BP 28 - 73150 Val d'Isère - Tél. (73) 96 10 63 - Tél. 980 077 F

Travaux d'élargissement de l'Autoroute A6

La Société des AUTOROUTES PARIS-RHIN-RHONNE va poursuivre la réalisation de la troisième voie.

● Dans le sens Nord-Sud de l'Autoroute à 6 sur 8 km. entre le P.R. 329 (échangeur Châlon-Nord) et le P.R. 337 (Sud de l'échangeur de Châlon-Sud).

Ces travaux constituent une nouvelle étape de l'élimination des ralentissements lors des grandes migrations.

Il se dérouleront entre le 28 février et le 24 juin 1983.

Les véhicules en circulation sur l'Autoroute A6 dans le sens Nord-Sud (échangeur Châlon-Nord à Châlon-Sud) connaîtront des ralentissements de circulation et la gêne la plus importante du fait de la circulation au chantier.

Pour faciliter aux voitures légères un déplacement de cette zone un itinéraire de contournement a été mis en place entre les échangeurs de Châlon-Nord - Châlon-Sud et vice versa.

Consentir la gêne qui leur est apportée par les AUTOROUTES PARIS-RHIN-RHONNE prie les usagers de bien vouloir redoubler de prudence et comprendre la nécessité de ces travaux pour améliorer confort et sécurité.

COMMUNICATION

Vu

Les braves gens et les salauds

«... Avec les braves gens et les salauds comme partout...» au fond, cette phrase de Bernard Langlois, dans les deux séquences du documentaire de l'homme (jeudi 23 février 21), pourrait tout résumer, tout résumer.

«A trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif», à trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif, à trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif...

«... Avec les braves gens et les salauds comme partout...» au fond, cette phrase de Bernard Langlois, dans les deux séquences du documentaire de l'homme (jeudi 23 février 21), pourrait tout résumer, tout résumer.

«A trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif», à trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif, à trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif...

«... Avec les braves gens et les salauds comme partout...» au fond, cette phrase de Bernard Langlois, dans les deux séquences du documentaire de l'homme (jeudi 23 février 21), pourrait tout résumer, tout résumer.

«A trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif», à trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif, à trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif...

MICHEL CASTAING.

A PARIS

Le ministre refuse d'autoriser une expérience de télévision «libre» à Paris

Une «libre» à Paris, chaque nuit, de la fin des programmes nationaux jusqu'à 3 ou 4 heures du matin. Diffusée par ondes hertziennes, «Antenne 1» aurait pu être captée sur les récepteurs, sur le canal 31. Ses animateurs, qui tentent cette expérience pour démontrer qu'on peut faire en France une «autre télévision», avaient décidé de programmer de multiples réalisations et d'ouvrir largement les portes aux créateurs. Toutefois, après s'être montré relativement favorable, le ministre de la communication a refusé d'autoriser cette diffusion. L'équipe d'Antenne 1 a annoncé son intention de passer outre cette interdiction et d'émettre la nuit.

Antenne 1 (voir le 15 janvier) (1) a déjà l'idée qu'il était temps de faire écho en France aux multiples «libres» télévisées indépendantes, comme on a vu se développer depuis quelques années le «podcasting» radio libre. Ses animateurs - notamment MM. Erik Fery, Michel Fiszbin et Régis Servant - connaissent les réalisations des pays (Etats-Unis, Canada, Italie, Pays-Bas, Belgique...) et sont parmi les premiers des radios libres. La nouvelle loi sur la communication audiovisuelle ouvre diverses possibilités, mais, pour les «libres», la télévision en France a toujours plus ou moins contrôlée, alors qu'une télévision hertzienne peut être véritablement indépendante.

«La télévision en France a toujours plus ou moins contrôlée, alors qu'une télévision hertzienne peut être véritablement indépendante. Celle-ci s'est montée dans un premier temps disposé à...

«... Avec les braves gens et les salauds comme partout...» au fond, cette phrase de Bernard Langlois, dans les deux séquences du documentaire de l'homme (jeudi 23 février 21), pourrait tout résumer, tout résumer.

«A trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif», à trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif, à trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif...

«... Avec les braves gens et les salauds comme partout...» au fond, cette phrase de Bernard Langlois, dans les deux séquences du documentaire de l'homme (jeudi 23 février 21), pourrait tout résumer, tout résumer.

«A trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif», à trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif, à trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif...

Y. A.

Lu

«LE SOLEIL SOUS LE TAMIS», de Rabah Belamri

«Le Pérou entre les jambes»

La pudeur (on devrait dire la pudibonderie) est un dogme de la littérature arabe, un des dogmes de la civilisation islamique. La pudeur des Mille et Une Nuits est probablement l'une de celles qui leur avaient valu l'oubli, d'un sujet de Louis XIV, Antoine Galland, les tira d'affaire.

Après exception, les arabes, depuis qu'une littérature arabe s'est manifestée en Orient, après 1850, et plus que jamais depuis la récente vogue intégriste, ne semblent intéressés, qu'ils écrivent dans leur langue maternelle ou en français, que par les «joissances élevées de l'esprit». Aussi les romans autobiographiques d'une sécheresse qui aurait sans doute fait périr d'ennui Mahomet, lequel, n'en déplaise aux bigots, apportait un chat un chat et aimait fort les plaisirs.

Il y avait bien eu en 1969 la «scandaleuse» «République» (1) de l'Algérien Rachid Boudjedra, mais son œuvre n'a pas créé de courant.

Epuis nous est arrivé, sous sa couverture turquoise et gris-bleu inconnue, à l'enseigne d'une petite maison d'édition, le livre de Rabah Belamri. De sa main, il avait rayé la mention «révisé». Il s'agit en fait d'une autobiographie sans fard ni...

«... Avec les braves gens et les salauds comme partout...» au fond, cette phrase de Bernard Langlois, dans les deux séquences du documentaire de l'homme (jeudi 23 février 21), pourrait tout résumer, tout résumer.

«A trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif», à trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif, à trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif...

«... Avec les braves gens et les salauds comme partout...» au fond, cette phrase de Bernard Langlois, dans les deux séquences du documentaire de l'homme (jeudi 23 février 21), pourrait tout résumer, tout résumer.

«A trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif», à trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif, à trop vouloir être la part des choses, c'est-à-dire essayer d'être un objectif...

J.P. PÉRONCEL-FRANÇOIS.
(1) Editions Publisud, Paris, 308 pages, 52 F.

Vendredi 25 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Variétés : Gala du MIDEM.
- 21 h 40 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 22 h 40 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 23 h 10 Journal et Cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Feuilleton : Capitaine X.
- 21 h 40 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 22 h 40 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 23 h 10 Journal et Cinq jours en Bourse.

- 20 h 35 Feuilleton : Capitaine X.
- 21 h 40 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 22 h 40 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 23 h 10 Journal et Cinq jours en Bourse.

Trois Nigériens quittent leur village pour devenir «jaegers» (chasseurs) à Accra, en Gold Coast, colonie anglaise devenue le Ghana. Film entièrement improvisé par des personnages réels et Jean Rouch qui les suit dans leur randonnée et les films. La version définitive de ce film, où l'imagination passe dans la réalité, ne fut achevée qu'en 1967.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Vendredi : Il y a même des patrons qui pleurent.
- 21 h 40 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 22 h 40 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 23 h 10 Journal et Cinq jours en Bourse.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 35 Feuilleton : Capitaine X.
- 21 h 40 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 22 h 40 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 23 h 10 Journal et Cinq jours en Bourse.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 35 Feuilleton : Capitaine X.
- 21 h 40 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 22 h 40 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 23 h 10 Journal et Cinq jours en Bourse.

Samedi 26 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 17 h 30 Feuilleton : La lumière des justes.
- 18 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 19 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 20 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 21 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 22 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 23 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 17 h 30 Feuilleton : La lumière des justes.
- 18 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 19 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 20 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 21 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 22 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 23 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.

FRANCE-CULTURE

- 17 h 30 Feuilleton : La lumière des justes.
- 18 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 19 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 20 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 21 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 22 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 23 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.

FRANCE-MUSIQUE

- 17 h 30 Feuilleton : La lumière des justes.
- 18 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 19 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 20 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 21 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 22 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 23 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.

TRIBUNES ET DÉBATS

- 17 h 30 Feuilleton : La lumière des justes.
- 18 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 19 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 20 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 21 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 22 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.
- 23 h 30 Variétés : Quelques moments de bonne humeur.

Une nouvelle formule pour «la Croix»

Le centenaire du journal La Croix, édité par Bayard-Press, sera marqué par un remaniement de la formule, à partir du lundi 28 février. La précédente transformation, opérée en 1968, avait été notamment l'occasion d'un changement de format tabloïd. Celui-ci n'est pas modifié, mais la maquette est repensée, le groupe «éditorial» est modernisé et se rapproche de celle des autres quotidiens parisiens de même format.

Les quatre points forts de cet agencement ont été présentés en cours d'une réunion de presse, jeudi 24 février, par M. Jean Glémarec, P.-D. G. de Bayard-Press, M. Bernard Porte, directeur du journal, et M. Noël Copin, nouveau rédacteur...

supplémentaires, pour un total de cinquante-huit.

La Croix, qui diffuse quotidiennement 118 235 exemplaires (dernier relevé de l'O.J.D.), dont 90 055 par abonnements, espère ainsi conquérir des lecteurs, en particulier pour rejoindre son audience. Le quotidien de la rue Bayard a connu encore en 1982 un déficit d'exploitation de 6 millions de francs, couverts par les bénéfices des autres publications du groupe. Une campagne publicitaire va être engagée. La Croix prévoit d'autre part le passage à l'impression offset, en achetant du matériel (6,5 millions de francs) et en faisant tirer la moitié de ses exemplaires en province, grâce au procédé du fac-similé.

SOCIAL

LES NEGOCIATIONS SUR LA RETRAITE A SOIXANTE ANS
Salariés : F.O. menace de ne pas signer le nouveau projet d'accord

L'application de la retraite à soixante ans dès le mois d'avril est-elle remise en cause ? C'est une question très délicate, très négative malgré quelques avancées. Le C.N.P.F. a défendu des intérêts de bon sens, de telle façon que la Fédération patronale qui exerce dans certaines caisses, un rôle prédominant et veut conserver sa charge gardée, a déclaré M. Antoine Fiesch (F.O.) à l'issue de la nouvelle réunion, le 24 février,

sur la retraite complémentaire à soixante ans. Et d'ajouter, « si le C.N.P.F. ne modifie pas sa position, il nous placerait dans l'impossibilité de signer ».

« Si la négociation devait échouer, a rétorqué M. Neidinger, au nom du C.N.P.F., les syndicats auraient à prendre la responsabilité d'empêcher l'application de la retraite à soixante ans. »

Comment s'explique ce soudain durcissement du patronat que la C.G.T. et la C.F.D.T. ont, eux aussi, vivement dénoncé ?

Une avancée du patronat, admise par tous, a été cependant enregistrée. Elle concerne les salariés qui, à soixante ans, n'ont pas 37,5 années de cotisations validées (les carrières courtes). Le C.N.P.F. a accepté de revenir sur son refus de supprimer le coefficient d'abattement (22 %) en proposant une modulation de cet abattement. Exemple : un salarié qui aura soixante ans et cotisé 36,5 années subira un abattement d'environ 4 % et non pas de 22 %, chaque année en moins entraînant une réduction de 4 %.

Pour les anciens salariés - les « parisi » - qui ont 37,5 années de cotisations validées, le C.N.P.F. a fait une petite concession en acceptant que les personnes en congé maladie bénéficient de ce nouveau

droit, mais il a maintenu son opposition pour tous les autres « parisi ». Argument financier : leur prise en charge aggraverait les coûts d'un peu plus de 1 milliard de francs par an, près de 9 milliards d'ici à 1990.

La négociation a surtout capoté sur les modalités d'application de l'accord du 4 février. Pour que les régimes complémentaires de non-cadres (ARRCO) puissent prendre des mesures, un accord spécial est nécessaire. Le C.N.P.F. a proposé un texte qu'il espérait voir signer par les syndicats. Or ceux-ci, F.O. en tête, ont refusé. Ils estiment que le projet patronal remet en cause l'accord du 4 février prévoyant pour tous la garantie de recevoir une retraite égale à 20 %. Le C.N.P.F. estime au contraire qu'il s'agit d'un mauvais débat : l'accord prévoit un rendement brut de 13,3 % garantissant les fameux 20 %, mais la proposition de F.O. de garantir en plus une évolution du salaire de référence

J.-P. DUMONT.

CHOMAGE RECORD
EN EUROPE :
11 % DE LA POPULATION
ACTIVE

Le nombre des chômeurs dans la Communauté économique européenne a augmenté d'un demi-million environ en janvier, pour atteindre 11,1 % de la population active, indique Eurostat, l'institut communautaire de la statistique. Au total, 12,4 millions de personnes étaient inscrites au chômage à la fin janvier chez les Dix.

Par rapport à la population active, le taux de chômage était le plus élevé - selon l'institut - en Irlande (15,3 % au lieu de 12 % en janvier 1982), puis au Pays-Bas (14,5 % au lieu de 9,1 %). Vient ensuite la Belgique, avec 14,3 % (12,5 % en 1982) ; le Royaume-Uni, avec 12,5 % (11,3 %) ; l'Italie, 11,8 % (10,3 %) ; la Danemark, 9,7 % (10,3 %) ; la France, 9 % (9 %) ; la R.F.A., 9,4 % (7,4 %) ; la Grèce, 2,6 % (2,1 %) ; le Luxembourg, 1,6 % (1,3 %).

Commerçants et artisans : trois mois pour parvenir à un compromis

Les organisations de commerçants et d'artisans et le gouvernement qui ont participé, jeudi 24 février, à une « table ronde » sur l'harmonisation des régimes de protection sociale, se sont accordés un délai de trois mois pour essayer de résoudre les problèmes de la retraite à soixante ans ainsi que ceux relatifs à l'amélioration des prestations maladie. Des groupes de travail devront d'ici là affiner et rapprocher les propositions des diverses organisations : CID, CID-UNATI, C.G.P.M.E., Union professionnelle artisanale (U.P.A.), Fédération nationale des syndicats du commerce non sédentaires (F.N.S.C.N.C.), Union pour la défense des commerçants et artisans, Fédération des associations de commerçants (F.A.C.), Association artisanat, commerce traditionnels (A.C.T.I.S.E.) et les dirigeants des caisses (ORGANIC, CANCAVA, CANAM).

ÉTRANGER

POUR ENDIGUER LA FUITE DES CAPITAUX

Le Venezuela a recours à une dévaluation larvée

La Banco Industrial de Venezuela, quatrième banque de ce pays, a été déclarée en défaut de paiement par l'European Banking Company (E.B.C.), banque internationale de consortium, dont le siège est à Bruxelles. La banque vénézuélienne n'a pu honorer l'échéance de décembre sur des prêts à trois

mois consentis en septembre dernier. Le Venezuela, en proie à de graves difficultés financières, s'efforce d'obtenir le rééchelonnement de sa dette à court terme. Pour endiguer la fuite des capitaux, le gouvernement a été contraint à une dévaluation de facto de l'ordre de 40 %.

Caracas. - Nécessité fait loi. C'est bien à une dévaluation de facto à peine déguisée que le gouvernement vénézuélien a été acculé pour tenter d'endiguer la fuite des capitaux. En cette année électorale, ce n'est sans doute pas de gaieté de cœur que le président Herrera Campins a décidé, lundi 21 février, de fermer pour une semaine le marché des changes. Mais il n'avait plus guère le choix.

En quelques mois, les réserves de la Banque centrale ont diminué presque de moitié, reculant de 16,5 milliards de dollars à moins de 9 milliards. Alors qu'elles avaient déjà brutalement chuté de 736 millions de dollars durant la première quinzaine de février, 180 millions ont quitté le pays au cours de la seule journée du vendredi 18 février.

Plutôt que de voir l'effondrement de la Banque centrale et de dévaluer franchement le bolivar comme l'aurait souhaité le président de la Banque centrale, M. Leopoldo Díaz Bruzual, le gouvernement a préféré instaurer un contrôle des changes sélectif. Ainsi la parité de 4,3 bolivars pour 1 dollar est maintenue pour les dépenses courantes de l'État, l'amortissement de la dette publique et privée ainsi que pour les transactions de l'industrie du pétrole et du fer. Dorénavant, la Banque centrale contrôlera toutes les opérations de change. Il faudra sans doute attendre la réouverture du marché, en début de semaine, pour savoir s'il y aura un seul ou deux autres taux de change pour les transactions commerciales du secteur privé et pour les touristes. Dans les milieux financiers vénézuéliens, on envisage généralement un cours de 6,10 bolivars pour un dollar touristique, ce qui correspondrait à une dévaluation de 40 %.

A la veille de la reprise des négociations sur le rééchelonnement de la dette extérieure à court terme du Venezuela - une réunion doit avoir lieu la semaine prochaine à New-York entre le ministre vénézuélien des finances et les représentants des banques étrangères - ces mesures suffiront-elles à rétablir la confiance dans le bolivar ? Jusqu'ici, la mon-

naie vénézuélienne avait été l'une des plus stables et des plus solides d'Amérique latine. Mais même au Venezuela les temps sont en train de changer. L'heure n'est plus à la facilité insouciance alimentée par un boom pétrolier qui paraissait intarissable. A l'euphorie des années 70 a succédé un début de morosité et les experts sont formels : le Venezuela est entré dans la phase la plus critique de ces vingt dernières années.

Depuis plusieurs mois déjà, il était question dans les milieux financiers d'une dévaluation ou d'un contrôle des changes pour freiner l'hémorragie des capitaux. En décembre, ce flux atteignait une moyenne de 100 millions de dollars par jour. A Miami, où aboutissent de nombreux bolivars, le monnaie américaine ne s'échangeait plus à 4,3 comme de

JEAN-CLAUDE BUHRER.

ÉNERGIE

L'Algérie et l'Italie
règlent leur contentieux sur le gaz

De notre correspondant

Alger. - « L'Algérie acceptera ce que l'OPEP décidera », a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, jeudi 24 février, tandis que son pays participait, à Paris, aux consultations entre certains producteurs. La préparation de la prochaine conférence de l'Organisation ne peut que satisfaire Alger, qui, dès lundi, avait appelé à une telle réunion.

Tout en restant hostile à une forte baisse des prix, le grand producteur du Maghreb tient à la « restauration de l'autorité de l'OPEP » grâce à des décisions collectives. Le service de la dette extérieure ne dépense pas 27 % des exportations, constituées essentiellement par les hydrocarbures. En révisant en baisse son programme d'importations pour 1982, l'Algérie a dégagé, comme au cours des trois années précédentes, un excédent de sa balance commerciale.

Plus mesuré, le ministre de l'énergie, M. Nabli, parle d'une « solidarité insuffisante entre les pays faiblement peuplés et gros producteurs et les autres membres de l'OPEP ».

Alors que le pays célèbre le dixième anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, le 24 février 1971, les dirigeants algériens paraissent affronter la crise actuelle sans panique grâce à une certaine marge de manœuvre. Au prix de contraintes qui pèsent parfois lourdement sur la vie quotidienne, l'Algérie connaît une situation financière assez saine. Le service de la dette extérieure ne dépense pas 27 % des exportations, constituées essentiellement par les hydrocarbures. En révisant en baisse son programme d'importations pour 1982, l'Algérie a dégagé, comme au cours des trois années précédentes, un excédent de sa balance commerciale.

Malgré la dépression du marché pétrolier, elle est parvenue, l'an dernier, à maintenir en valeur ses exportations presque au niveau de 1981. Cela s'explique par la diversification progressive de ses ventes d'hydrocarbures. Le brut, le seul dont le prix est fixé par l'OPEP, constituait 30 % du total de ses exportations en 1982, contre 85 % en 1978. Tandis qu'elle diminuait sa production de brut, soit volontairement, soit en raison de la baisse des achats américains, l'Algérie vendait davantage de condensat, de produits raffinés et, surtout, de gaz.

L'Algérie, qui s'était battue pour obtenir l'indexation du prix du gaz sur huit pétroles bruts (dont celui du Nigeria), n'est pas avantagée aujourd'hui par l'évolution du marché. Toutefois, si les recettes sont moindres, les accords gaziers signés avec Bruxelles et Paris constituent une garantie de ressources non négligeable en période de difficultés d'écoulement du pétrole.

Quant à l'Italie, la Sonatrach vient de régler le contentieux qui l'opposait à la compagnie italienne E.N.I. et empêchait l'application de l'accord conclu au niveau ministériel le 27 septembre 1982. Cet accord prévoyait la livraison de 12,5 milliards de mètres cubes de gaz par an. La décision du gouvernement italien de financer le surcoût du gaz algérien (le Monde du 22 février) a permis la signature, jeudi 24 février, à Alger, d'un avenant à l'accord initial qui introduit plus de souplesse dans les quantités livrées et prévoit la révision au bout de trois ans du contrat, signé pour vingt ans au total. Le gazoduc de 2.500 kilomètres qui relie l'Algérie à l'Italie via la Tunisie et la Sicile, achevé depuis 1981, va donc entrer en service.

Le troisième client méditerranéen pour le gaz algérien, après la France et l'Italie, pourrait être l'Espagne, avec laquelle la négociation devrait être relancée en mars à un niveau élevé.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

République Tunisienne
Office des Ports Nationaux Tunisiens

APPEL D'OFFRES
INTERNATIONAL POUR LES
TRAVAUX D'EXTENSION
DU PORT PÉTROLIER
DE BIZERTE

AVIS DE PRÉSÉLECTION

L'Office des Ports Nationaux Tunisiens envisage de lancer les travaux de construction d'un nouveau terminal de réception de pétrole brut au port de Bizerte, devant recevoir des pétroliers de capacité allant jusqu'à 150 000 DWT.

Ces travaux, dont le financement a été demandé au Fonds koweïtien, feront l'objet d'un appel à la concurrence internationale sous la forme d'un appel d'offres ouvert sur offres de prix, pour lequel il est procédé à une présélection des sociétés ou entreprises.

A cette fin, les sociétés ou entreprises désirant faire acte de candidature devront adresser, sous pli recommandé, avant le 31 mars 1983 à 12 heures, leur demande de participation à Monsieur le Président Directeur Général de l'Office des Ports Nationaux Tunisiens, bâtiment administratif, Port de la Goulette (Tunis).

Pour être recevables, les demandes précitées devront être rédigées conformément au dossier de présélection réglementaire qui peut être retiré à la Direction technique de l'Office des Ports Nationaux Tunisiens.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | TROIS MOIS | |
|------------|---------------|-----------|---------|-----------|-----------|-----------|------------|-----------|
| | + Rep. | + ou Dép. | + Rep. | + ou Dép. | + Rep. | + ou Dép. | + Rep. | + ou Dép. |
| \$E.-L. | 6,800 | 6,820 | + 220 | + 260 | + 440 | + 490 | +1240 | +1340 |
| Scs. | 5,5745 | 5,5785 | + 140 | + 175 | + 300 | + 335 | + 960 | +1030 |
| Yen (100) | 2,9120 | 2,9150 | + 150 | + 170 | + 320 | + 325 | + 890 | + 940 |
| DM | 2,8350 | 2,8380 | + 180 | + 200 | + 350 | + 385 | +1040 | +1095 |
| F.S. | 2,5645 | 2,5665 | + 100 | + 110 | + 210 | + 230 | + 590 | + 620 |
| F.R. (100) | 14,3990 | 14,4020 | - 150 | - 20 | - 400 | - 230 | - 870 | - 450 |
| F.S. | 3,3730 | 3,3780 | + 290 | + 325 | + 550 | + 595 | +1545 | +1630 |
| L. (1000) | 4,9897 | 4,9932 | - 390 | - 385 | - 885 | - 280 | - 1850 | - 1880 |
| F. | 10,4565 | 10,4650 | + 95 | + 175 | + 250 | + 345 | + 880 | +1080 |

TAUX DES EURO-MONNAIES

| | 8 7/8 | 9 1/8 | 8 11/16 | 9 1/16 | 8 3/4 | 9 1/8 | 9 | 5 9/16 | 9 3/8 |
|------------|--------|---------|---------|--------|--------|--------|--------|---------|--------|
| \$E.-L. | 5 5/16 | 5 11/16 | 5 1/4 | 5 3/8 | 5 1/2 | 5 7/8 | 4 9/16 | 4 15/16 | 5 1/2 |
| DM | 4 5/8 | 5 1/8 | 4 1/4 | 4 3/8 | 4 1/2 | 4 7/8 | 4 1/16 | 4 1/2 | 5 1/2 |
| F.S. (100) | 11 1/2 | 12 | 11 3/4 | 12 1/8 | 11 3/4 | 12 1/2 | 11 3/4 | 12 1/2 | 13 1/2 |
| F.S. | 15 | 16 | 14 3/4 | 15 1/4 | 14 3/4 | 15 1/2 | 14 3/4 | 15 1/2 | 16 1/2 |
| L. (1000) | 11 1/8 | 11 3/4 | 11 1/4 | 11 3/8 | 11 1/2 | 11 5/8 | 11 1/8 | 11 1/2 | 11 3/4 |
| F. Imp. | 19 1/2 | 20 | 19 1/4 | 19 3/4 | 19 1/2 | 19 3/4 | 19 1/4 | 19 3/4 | 20 |

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK

Le Dow Jones à un niveau record : 1121,81

Après avoir testé à plusieurs reprises le niveau de 1 100 depuis le début de l'année, le marché américain a enfin franchi ce seuil psychologique. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a atteint cette semaine à 1 121,81 (en hausse de 24,57 points sur la veille), inscrivant ainsi un nouveau record historique au Big Board.

Pour la plupart des observateurs, le stimulus est, certes, venu en partie d'un environnement économique jugé un peu plus favorable au fur et à mesure que « tombent » les divers indicateurs économiques annonciateurs d'une reprise que l'on continue à espérer à court terme dans les milieux d'affaires américains, mais les effets bénéfiques que l'économie pourrait retirer de la « guerre du pétrole » ont été nettement plus importants.

Renchérissant sur ses déclarations de la veille, le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, a estimé qu'une baisse de 10 % seulement des prix du pétrole permettrait d'enregistrer une réduction de 10 milliards de dollars de la facture énergétique des États-Unis et d'obtenir un gain de

0,25 % à 0,50 % en termes de croissance du P.N.B.

Par ailleurs, le président de la Réserve fédérale, M. Volcker, a tenu des propos qui sont allés droit au cœur des boursiers et ont affirmé qu'un taux de 10 % pour le taux de base bancaire (prime rate) serait « mieux approprié » que le niveau actuel de 11 %.

| VALEURS | Cours de 22 fév. | Cours de 23 fév. |
|-------------------|------------------|------------------|
| Alcoa | 36 1/8 | 36 1/2 |
| A.T.T. | 67 3/4 | 68 1/4 |
| Boeing | 35 1/4 | 35 3/4 |
| Chem. Bank | 38 1/4 | 38 3/4 |
| Gen. Elec. | 39 1/4 | 39 3/4 |
| IBM | 108 1/2 | 109 1/4 |
| Int. Tel. & Tel. | 38 1/4 | 38 3/4 |
| Johnson & Johnson | 31 1/4 | 31 3/4 |
| McDonald | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Merck & Co. | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Motorola | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Rockwell | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Spacelabs | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Union Carbide | 31 1/4 | 31 3/4 |
| U.S. Steel | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Xerox Corp. | 31 1/4 | 31 3/4 |

PARIS, 23 février

Plus discuté - Forte baisse de l'or

Après avoir gagné 2,2 % au cours des deux dernières séances de la semaine, le marché parisien est apparu plus discuté mercredi, de sorte que l'indice instantané se contente de mettre 0,2 % à son actif alors qu'il avait perdu de près de 1,4 % la veille.

De l'avis de certains professionnels, le score aurait pu être négatif si un certain nombre d'intervenants institutionnels, les fameux « zinzins », n'étaient parvenus à leur but en peu de temps grâce à leurs achats.

Cette présence a été bénéfique à un certain nombre de titres, tel Peugeot, en hausse de 6,6 %, Primatex, Sommer-Albert et D.M.C. ont également bien orientés avec gains compris entre 4 % et 6 %.

De même, Métrix et Smeif ont prouvé de bonnes dispositions. Les deux entreprises devraient prochainement annoncer le regroupement de leurs efforts de recherche

avec ceux de l'Institut Pasteur sur l'insémination.

À l'inverse, la Compagnie bancaire, qui s'était stabilisée récemment à son plus haut niveau, régresse de 2 % environ, tandis que Penarroy, Métallurgique, Eurochem et Aérospatiale ont perdu respectivement 3,6 %, 1,8 %, 1,2 % et 1,1 %.

De côté des valeurs étrangères, Shell et Royal Dutch figurent parmi les premières victimes de la « guerre du pétrole », tandis qu'Anglo American et Buffelsfontein subissent les conséquences directes de la forte chute de l'or sur la scène internationale.

À l'heure de la clôture de l'après-midi, l'indice s'est établi à 479,25 dollars au premier fixing, contre 503,25 mardi (483,50, mardi au second fixing). Le lingot plonge à 105 250 F (contre 109 200 F) et le napoléon à 719 F (contre 730 F), tandis que le dollar-titre se négocie à 879/84 F.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SODEXO. - La société de restauration collective Sodeexo, présidée par M. Pierre Bailon, fera son entrée le 2 mars 1983 au second marché de la Bourse de Paris sous la forme de 356 400 actions entièrement libérées et au porteur. La Chambre syndicale des agents de change présente, à cette occasion, qu'il s'agit de l'opération la plus importante de la société prévue pour le 7 mars prochain, au total de 365 247 actions Sodeexo seront alors réparties dans le public, compte tenu de l'acquisition de la semaine aux ayants-droit des actions Sodeexo destinées à rémunérer les apports

d'actions Jacques Borel international (29 017 actions, soit 7,94 % de l'ensemble des 365 247 actions).

Enfin, il est intéressant que les actionnaires vendeurs ont fait savoir aux introducteurs (les banques Société Générale et N.S.M. et les charges d'agents de change Nivard et Florion d'une part, et Bilsen et Bonnamy d'autre part) qu'ils n'entendaient pas céder ces titres à un prix inférieur à 1 400 F.

U.F.B.-LOCABAIL. - En publiant leurs résultats de l'exercice 1982, l'Union française de banques et de crédit (U.F.B.) fait savoir que le groupe de la Compagnie bancaire, fort d'un bénéfice net consolidé de 94 millions de francs, en progression de 8 % sur celui de l'exercice précédent, a réalisé un chiffre d'affaires de 2 250 millions de francs (contre 2 100 millions de francs l'année précédente).

Au total, les deux sociétés ont réalisé, l'année dernière, 67 000 financements nouveaux pour un montant de 7,02 milliards de francs et il est prévu que le dividende sera versé à l'exercice 1983, soit au maximum à 10 F (plus 5 F d'avoir fiscal). Plus de 208 000 opérations étaient en cours à la fin 1982, ce qui représentait un montant de 12,9 milliards de francs, en augmentation de 10 % sur l'année précédente.

| INDICES QUOTIDIENS | |
|----------------------------|-------|
| (BASE 100 le 31 déc. 1982) | |
| Valeurs françaises | 108,2 |
| Valeurs étrangères | 109,1 |
| C. DES AGENTS DE CHANGE | |
| (BASE 100 le 31 déc. 1982) | |
| Indice général | 106,6 |
| Indice des valeurs | 107,4 |

| TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE | |
|--------------------------|---------|
| Effets à 90 jours | 12,75 % |
| Effets à 180 jours | 12,75 % |
| Effets à 360 jours | 12,75 % |

| COURS DU DOLLAR À TOKYO | |
|-------------------------|--------|
| 1 dollar (en yen) | 234,50 |

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier le cours complet des valeurs étrangères, nous ne pouvons que nous en tenir à la dernière édition. Dans ce cas, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

BOURSE DE PARIS Comptant 24 FEVRIER

| VALEURS | Cours de 22 fév. | Cours de 23 fév. | VALEURS | Cours de 22 fév. | Cours de 23 fév. |
|-------------------|------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|
| Alcoa | 36 1/8 | 36 1/2 | Alcoa | 36 1/8 | 36 1/2 |
| A.T.T. | 67 3/4 | 68 1/4 | A.T.T. | 67 3/4 | 68 1/4 |
| Boeing | 35 1/4 | 35 3/4 | Boeing | 35 1/4 | 35 3/4 |
| Chem. Bank | 38 1/4 | 38 3/4 | Chem. Bank | 38 1/4 | 38 3/4 |
| Gen. Elec. | 39 1/4 | 39 3/4 | Gen. Elec. | 39 1/4 | 39 3/4 |
| IBM | 108 1/2 | 109 1/4 | IBM | 108 1/2 | 109 1/4 |
| Int. Tel. & Tel. | 38 1/4 | 38 3/4 | Int. Tel. & Tel. | 38 1/4 | 38 3/4 |
| Johnson & Johnson | 31 1/4 | 31 3/4 | Johnson & Johnson | 31 1/4 | 31 3/4 |
| McDonald | 31 1/4 | 31 3/4 | McDonald | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Merck & Co. | 31 1/4 | 31 3/4 | Merck & Co. | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Motorola | 31 1/4 | 31 3/4 | Motorola | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Rockwell | 31 1/4 | 31 3/4 | Rockwell | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Spacelabs | 31 1/4 | 31 3/4 | Spacelabs | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Union Carbide | 31 1/4 | 31 3/4 | Union Carbide | 31 1/4 | 31 3/4 |
| U.S. Steel | 31 1/4 | 31 3/4 | U.S. Steel | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Xerox Corp. | 31 1/4 | 31 3/4 | Xerox Corp. | 31 1/4 | 31 3/4 |

Marché à terme

| VALEURS | Cours de 22 fév. | Cours de 23 fév. | VALEURS | Cours de 22 fév. | Cours de 23 fév. |
|-------------------|------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|
| Alcoa | 36 1/8 | 36 1/2 | Alcoa | 36 1/8 | 36 1/2 |
| A.T.T. | 67 3/4 | 68 1/4 | A.T.T. | 67 3/4 | 68 1/4 |
| Boeing | 35 1/4 | 35 3/4 | Boeing | 35 1/4 | 35 3/4 |
| Chem. Bank | 38 1/4 | 38 3/4 | Chem. Bank | 38 1/4 | 38 3/4 |
| Gen. Elec. | 39 1/4 | 39 3/4 | Gen. Elec. | 39 1/4 | 39 3/4 |
| IBM | 108 1/2 | 109 1/4 | IBM | 108 1/2 | 109 1/4 |
| Int. Tel. & Tel. | 38 1/4 | 38 3/4 | Int. Tel. & Tel. | 38 1/4 | 38 3/4 |
| Johnson & Johnson | 31 1/4 | 31 3/4 | Johnson & Johnson | 31 1/4 | 31 3/4 |
| McDonald | 31 1/4 | 31 3/4 | McDonald | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Merck & Co. | 31 1/4 | 31 3/4 | Merck & Co. | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Motorola | 31 1/4 | 31 3/4 | Motorola | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Rockwell | 31 1/4 | 31 3/4 | Rockwell | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Spacelabs | 31 1/4 | 31 3/4 | Spacelabs | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Union Carbide | 31 1/4 | 31 3/4 | Union Carbide | 31 1/4 | 31 3/4 |
| U.S. Steel | 31 1/4 | 31 3/4 | U.S. Steel | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Xerox Corp. | 31 1/4 | 31 3/4 | Xerox Corp. | 31 1/4 | 31 3/4 |

COTE DES CHANGES

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS de 22 fév. | COURS de 23 fév. | MARCHÉ OFFICIEL | COURS de 22 fév. | COURS de 23 fév. |
|-------------------|------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|
| Alcoa | 36 1/8 | 36 1/2 | Alcoa | 36 1/8 | 36 1/2 |
| A.T.T. | 67 3/4 | 68 1/4 | A.T.T. | 67 3/4 | 68 1/4 |
| Boeing | 35 1/4 | 35 3/4 | Boeing | 35 1/4 | 35 3/4 |
| Chem. Bank | 38 1/4 | 38 3/4 | Chem. Bank | 38 1/4 | 38 3/4 |
| Gen. Elec. | 39 1/4 | 39 3/4 | Gen. Elec. | 39 1/4 | 39 3/4 |
| IBM | 108 1/2 | 109 1/4 | IBM | 108 1/2 | 109 1/4 |
| Int. Tel. & Tel. | 38 1/4 | 38 3/4 | Int. Tel. & Tel. | 38 1/4 | 38 3/4 |
| Johnson & Johnson | 31 1/4 | 31 3/4 | Johnson & Johnson | 31 1/4 | 31 3/4 |
| McDonald | 31 1/4 | 31 3/4 | McDonald | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Merck & Co. | 31 1/4 | 31 3/4 | Merck & Co. | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Motorola | 31 1/4 | 31 3/4 | Motorola | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Rockwell | 31 1/4 | 31 3/4 | Rockwell | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Spacelabs | 31 1/4 | 31 3/4 | Spacelabs | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Union Carbide | 31 1/4 | 31 3/4 | Union Carbide | 31 1/4 | 31 3/4 |
| U.S. Steel | 31 1/4 | 31 3/4 | U.S. Steel | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Xerox Corp. | 31 1/4 | 31 3/4 | Xerox Corp. | 31 1/4 | 31 3/4 |

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS de 22 fév. | COURS de 23 fév. | MARCHÉ OFFICIEL | COURS de 22 fév. | COURS de 23 fév. |
|-------------------|------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|
| Alcoa | 36 1/8 | 36 1/2 | Alcoa | 36 1/8 | 36 1/2 |
| A.T.T. | 67 3/4 | 68 1/4 | A.T.T. | 67 3/4 | 68 1/4 |
| Boeing | 35 1/4 | 35 3/4 | Boeing | 35 1/4 | 35 3/4 |
| Chem. Bank | 38 1/4 | 38 3/4 | Chem. Bank | 38 1/4 | 38 3/4 |
| Gen. Elec. | 39 1/4 | 39 3/4 | Gen. Elec. | 39 1/4 | 39 3/4 |
| IBM | 108 1/2 | 109 1/4 | IBM | 108 1/2 | 109 1/4 |
| Int. Tel. & Tel. | 38 1/4 | 38 3/4 | Int. Tel. & Tel. | 38 1/4 | 38 3/4 |
| Johnson & Johnson | 31 1/4 | 31 3/4 | Johnson & Johnson | 31 1/4 | 31 3/4 |
| McDonald | 31 1/4 | 31 3/4 | McDonald | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Merck & Co. | 31 1/4 | 31 3/4 | Merck & Co. | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Motorola | 31 1/4 | 31 3/4 | Motorola | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Rockwell | 31 1/4 | 31 3/4 | Rockwell | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Spacelabs | 31 1/4 | 31 3/4 | Spacelabs | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Union Carbide | 31 1/4 | 31 3/4 | Union Carbide | 31 1/4 | 31 3/4 |
| U.S. Steel | 31 1/4 | 31 3/4 | U.S. Steel | 31 1/4 | 31 3/4 |
| Xerox Corp. | 31 1/4 | 31 3/4 | Xerox Corp. | 31 1/4 | 31 3/4 |

